ISSN 0152-4771

LA GUERRE SOCIALE

12 F

numéro 3





Ce monde où nous vivons

NOTES ÉDITORIALES

La Guerre sociale est fondée sur l'assurance que le capital est entré dans une phase de crise fondamentale qu'il n'arrivera pas à résorber en douceur en maintenant le prolétariat intégré. Nous allons vers des affrontements de classes décisifs. Sa raison d'être, si modestes que puissent être ses moyens, est de préparer ces affrontements, de combattre la confusion et donc de travailler à la victoire de la révolution communiste.

Au moment où l'accentuation de la lutte de classe radicalisera une large fraction ouvrière composée d'éléments en rupture avec les partis et les syndicats et d'inorganisés en rupture avec leur passivité, il importera de ne pas laisser le champ libre aux solutions de rechange, aux formes radicalisées de la politique et du syndicalisme.

Notre action a immédiatement deux objectifs qui vont de pair : accroître l'autonomie et la diffusion des idées révolutionnaires; mener un affrontement théorique qui doit se traduire par une reformulation globale et un recentrage de la théorie révolutionnaire sur le communisme et les tâches de la révolution.

Même dans ses points élémentaires, la théorie révolutionnaire reste peu connue. Il n'est pas si courant que ça d'entendre que la Russie ou la Chine sont des pays capitalistes, que l'Etat et l'argent sont des formes sociales transitoires et non éternelles, et que le capital a créé la possibilité et la nécessité de leur liquidation. Quant à l'abolition du salariat, on en entend rarement parler dans les rangs prolétariens.

Mais le but d'une revue révolutionnaire ne saurait être de répéter quelques points qui, s'ils demeurent justes en eux-mêmes, finissent par couvrir pas mal de confusion, et pire, deviennent des slogans complètement vidés de leur contenu communiste par la politique en mal de radicalité. Il faut aller plus loin pour que ces points eux-mêmes puissent prendre leur pleine signification révolutionnaire.

Notre époque se caractérise comme une époque de crise et aussi de crise du réformisme et de la revendication salariale. Mais il n'y a pas encore malgré quelques balbutiements, de réelle reprise révolutionnaire. Si mai 1968 marquait le commencement d'une époque, ce n'était pas le premier acte d'une révolution.

A l'échelle mondiale, le déclenchement des grèves échappe de plus en plus aux syndicats. Mais ceux-ci continuent de tenir, tout en étant cantonnés dans le rôle de négociateur. Plus que d'une opposition brutale entre eux et la base, il faudrait parler d'une sorte de division du travail. Les émeutes, qu'elles se déroulent à l'Est comme à l'Ouest ou dans le tiers monde, abandonnent régulièrement les préoccupations politiques pour tourner au pillage. On en arrive non seulement à attaquer les banques mais aussi à brûler l'argent. Mais cela ne signifie pas des amorces même partielles, même défectueuses de communication, comme le prolétariat espagnol l'avait fait dans les années précédant 1936. Il n'y a pas eu de nouvelle Commune des Asturies.

Les pouvoirs sont incapables de juguler la crise économique et de mener dans l'ordre ce qu'ils voudraient n'être qu'une reconversion industrielle et une réorganisation de la division du travail à l'échelle mondiale. Le dérèglement du système monétaire et des échanges internationaux se poursuit. Le nombre des chômeurs croît progressivement. Et qui pense qu'il pourrait être résorbé ou même stabilisé dans les années qui viennent ?

Les politiciens et les économistes se sont faits à l'idée que l'époque du plein emploi, qui était acquise pour l'éternité, est désormais achevée. Mais cette crise ne signifie pas non plus un effondrement de la production. Si l'insécurité devant l'emploi est générale, les chômeurs sont actuellement surtout des jeunes et des femmes. Face à la crise, il y a une résistance réelle et gênante pour le capital en ce qui concerne les salaires. Ces derniers mois, les travailleurs anglais ont réagi de manière vigoureuse et offensive contre la détérioration de leurs conditions de vie, le patronat et l'ex-gouvernement travailliste. En Allemagne, nous avons assisté à une grève longue et tenace des métallurgistes contre le patronat et la bureaucratie syndicale. Cela ne signifie pas encore une rupture du prolétariat avec les organisations et l'idéologie réformiste, et une offensive massive contre les racines mêmes de la crise : le système capitaliste. Les occupations d'usines, pour empêcher leurs fermetures ou la réduction des effectifs, sont désormais devenues choses courantes. Mais malgré leur caractère illégal et antipropriétaire, les travailleurs s'y défendent surtout comme salariés et vont même jusqu'à argumenter pour prouver que leur entreprise est en fait rentable avec, pour une part des responsables politiques et syndicaux, des regains de chauvinisme dénonçant la concurrence étrangère et déloyale.

Si le pronunciamento de Franco avait provoqué en réponse le soulèvement du prolétariat, le rétablissement de la démocratie s'est fait dans le calme. L'U.R.S.S. ne vaut plus rien comme modèle du socialisme et est même devenue un repoussoir dont ses anciens inconditionnels ne cherchent plus qu'à se démarquer. Elle conserve une grande influence à travers le monde, mais c'est grâce à la puissance de ses armes. Elle se dispute avec la Chine pour savoir qui accordera son soutien aux Etats les plus réactionnaires. Elle a fini par remplacer les Etats-Unis de la guerre du Vietnam dans la mauvaise conscience de la gauche internationale. Mais la liquidation du mythe soviétique, comme l'effondrement du franquisme, se fait au profit du mythe démocratique. Ces évolutions résultant de la dynamique propre du capital et non d'une intervention prolétarienne, il n'y a pas lieu de s'en étonner.

Le milieu intellectuel d'avant-garde dénonce le totalitarisme présent et à venir pour mieux dissimuler la nature capitaliste du malheur des hommes et des régimes qui les oppriment. Pour lui, le vrai malheur c'est un goût du pouvoir ou de la servitude qui se trouverait au cœur même de la nature humaine. Ce qu'il nous faudrait ce sont des dissidences, des contre-poids : « Que chacun commence à se libérer de son propre appétit de pouvoir. Nous sommes tous des tyrans, des tortionnaires, des violeurs, des pollueurs en activité ou en puissance. Méfions-nous des autres, et d'abord de nous-mêmes. Pour éviter la société policière, que chacun devienne son propre flic ! » L'antitotalitarisme n'est pas simplement une opposition de surface à la montée du totalitarisme du capital. Il pousse à la roue, comme l'antifascisme a servi à faire passer le renforcement de l'Etat.

L'histoire n'a pas marché comme pouvait le penser l'ensemble des révolutionnaires, de ceux qui se posent la question de la destruction de l'Etat et de l'économie marchande, qu'ils soient les continuateurs plus ou moins intransigeants des courants communistes de gauche des années 20, ou qu'ils se reconnaissent dans les élaborations théoriques des années 60/70 suscitées par la timide reprise de la critique sociale. Il n'y a pas eu de mai 1978 à répétition et les idées qui se sont généralisées n'ont pu le faire qu'en perdant leur sens révolutionnaire.

Certains évacuent le problème, préférant tout ramener au renforcement de groupes qui demeurent minuscules et sans impact sur la réalité sociale. D'autres préfèrent voir la révolution là où elle n'est manifestement pas : la libéralisation des mœurs se confondrait avec leur transformation révolutionnaire ; et l'Italie des autonomes, des Brigades rouges, des autoréductions, pays où tout semble négociable, d'un ticket de bus à la vie d'Aldo Moro, avec une nouvelle patrie de la révolution. Pour d'autres enfin, mai 1968 n'a été qu'un dernier sursaut : tout espoir est pratiquement perdu, partout monte l'indifférence, la barbarie et une contre-révolution qui n'a même pas eu besoin de réprimer sérieusement pour s'affirmer.

Le prolétariat se montre impuissant à dénouer la crise de la société pour lui donner une issue communiste, mais cette impuissance est aussi celle de la théorie, de son élaboration, de sa communication. Ou on ressasse les leçons du passé pour mieux ignorer le présent, ou on s'abandonne à la séduction des réformismes nouveau style qui fleurissent sur le terreau où se décompose l'ancien.

Le repli sur quelques points de valeur sûre accentue l'isolement de l'ultra-gauche et explique son manque quasi total de capacités d'intervention. Le présent est utilisé à tout crin pour justifier des orthodoxies ou des mélanges d'orthodoxies qui sont l'expression de replis dûs à la contre-révolution dominante, des *fixations* qui doivent être elles-mêmes considérées comme des produits historiques, même si elles prétendent échapper à l'histoire. Et sont d'abord des façons d'échapper à l'histoire qui portait la défaite de la révolution. Ce fut leur mérite, c'est leur défaut.

On laisse donc le réformisme prendre en charge les problèmes de l'humanité et poser de travers ce que l'on ne sait pas poser du tout. Tout y passe : les rapports entre les gens et entre les sexes, le rapport à la nature, la question de l'Etat, l'organisation de la production. Tout y passe en particularisant le malaise général qui vient se donner là des cibles, en tournant le dos à la résolution théorique et pratique du problème social. Même sous l'angle étroit où le problème est posé, il n'y a que le communisme qui puisse assurer l'émancipation de la femme, être un mode de production écologique, en finir avec l'Etat et confier aux producteurs eux-mêmes l'organisation de la production. Le communisme est pourtant tout le contraire du prolongement ou de l'addition de l'écologisme, du féminisme ou de l'autogestion, même si certains extrémistes du confusionnisme proposent comme idéal le concoctage de tout cela, éventuellement coiffé, puisque ça ne coûte pas cher, de l'abolition du salariat.

La vieille taupe n'a pas cessé de creuser, et les contradictions du capital de monter à la surface. Mais la maturation de la crise se traduit d'abord par le développement de nouveaux réformismes et par leur impuissance, et non par l'apparition d'îlots constitués, d'une communauté idéologique ou de tendance communistes qui pourraient, à défaut de la renverser, composer avec la réalité ambiante. Pourquoi ne sont-ce pas les principes et les attitudes communistes qui, profitant de la crise, se généralisent ? Il y a absence de mouvement pratique s'attaquant aux causes de la misère et en cette absence le communisme ne pourrait être qu'idéologie. Mais l'idéologie impose son contenu propre. Il est normal que les idées communistes ne se généralisent qu'avec le mouvement pratique qui y correspond. Si le problème de l'avènement du communisme se pose à la société, c'est dans les termes du capitalisme. Jusqu'à ce que le prolétariat, dans le même mouvement, renverse et le capitalisme et la manière de poser la question.

Il n'y a pas de mouvement révolutionnaire, mais la crise pose le problème de la nature et de la difficulté de la révolution. L'avantage de la période est qu'elle commence à faire sentir que cette difficulté ne tient pas d'abord au pouvoir de l'idéologie ou de la bureaucratie, mais à la contradiction que le prolétariat incarne lui-même. Il lui faut rompre avec sa propre condition pour passer à l'offensive et à la révolution en bouleversant la société.

Ce n'est pas l'histoire qui n'a pas tenu ses promesses. Ce n'est pas le prolétariat qui est en crise. C'est la pensée des révolutionnaires qui n'avait pas pris la mesure de l'époque, qui avait une vision déficiente de la révolution, des conditions nécessaires et aussi de son contenu. L'élaboration théorique est elle-même le produit de l'époque qui l'a engendrée : résultat de l'échec des années 20 et de la confusion des années 60/70. Même si elle a été un effort pour surmonter cet échec et se démarquer de cette confusion, elle les a aussi cristallisés. La révolution est conçue dans son mouvement et dans son contenu comme gestion et organisation, puis comme prolongement et radicalisation des évolutions des mœurs. Tout n'est pas à réinventer. Il y a des positions révolutionnaires rescapées. Des efforts notables ont été faits pour exhumer, restaurer, dépoussiérer, mais pour autant il n'y a pas de théorie capable de déceler les difficultés et de définir les tâches de

la révolution moderne. Celles qui ont ces prétentions ne sont pas confirmées mais mises en porte-à-faux par la réalité de la crise. Elles sont amenées à remplacer le repli sur la défense de l'orthodoxie ou à se lancer dans la recherche, parfois délirante, de l'innovation. Cela n'est ni surprenant ni désespérant. L'élaboration théorique répond aux questions qui surgissent. Ce n'est pas tant la théorie que l'époque met en crise que la crise du capital qui contraint à une avancée théorique, et permet aussi de mieux situer et relativiser les efforts théoriques du passé. La théorie, même si elle anticipe, ne saurait complètement préexister au mouvement social qui n'en serait plus que la réalisation.

La restauration du marxisme ne peut être aujourd'hui qu'un leurre réactionnaire entravant la compréhension du présent et des tâches de la révolution, imposant une vision économiste des faits et une vision politique de la révolution. Mais que l'on nous comprenne bien : il ne s'agit pas de construire une nouvelle théorie qui viendrait remplacer l'ancienne discréditée par son échec. Ou parce qu'à chaque nouvelle époque du capital, il faudrait produire, pour être de son temps, une théorie nouvelle. Ce serait un leurre moderniste bien pire. Après l'affirmation par les utopistes du besoin et de la possibilité du communisme, les années 1840-50 ont vu surgir la compréhension du lien entre communisme, capitalisme et prolétariat. C'est une étape décisive qu'il n'y a pas à dépasser, mais à approfondir, notamment par le rejet de l'opposition entre science et utopie. La nécessaire reformulation théorique est le mouvement de la vieille théorie sur elle-même qui doit se critiquer constamment, interrompre à chaque instant son propre cours, revenir sur ce qui semble déjà accompli pour le recommencer à nouveau, railler impitoyablement ses hésitations, ses faiblesses.

Ceux qui ne cherchent pas tant à comprendre le Vieux Monde et sa négation communiste qu'à se changer les idées sur lui, les consommateurs d'innovations théoriques, ceux qui croient que penser c'est jongler brillament avec de nouveaux concepts, seront forcément déçus. Qu'ils ne nous reprochent pas de ne pas leur fournir ce que nous ne leur avons, après tout, jamais promis.

C'est aussi sa stagnation qui limite la diffusion de la théorie. Stagnation qui mise sur le retour de la révolution pour voir reconnaître ses vertus et faire plébisciter par les masses leur propre théorie inconnue. La diffusion confidentielle qui apparaît à certains comme le signe même de leur pureté et de leur radicalité influe à son tour sur la perspective théorique qui consiste d'abord à maintenir en attendant des jours meilleurs. La faible diffusion retentit aussi sur l'émergence de nouvelles générations aptes à l'élaboration théorique.

Nous entendons favoriser les contacts sur des objectifs d'approfondissement et d'élargissement de la diffusion de la critique communiste. Du nombre et de la qualité de ceux qui peuvent nous rejoindre ou aller dans le même sens que nous dépend évidemment l'ampleur de notre action et de sa continuation. On peut certes nous reprocher des faiblesses théoriques et des manques. Il ne faut pas oublier qu'une revue n'existe pas en soi, mais dépend directement de l'existence ou de l'inexistence des réseaux de contacts et d'informations. La recherche théorique est un facteur d'unification, même si elle commence d'abord par diviser, alors que la sauvegarde des orthodoxies ne sert qu'à maintenir des unités de façade, à protéger des ghettos.

Nous ne pouvons pas compter sur la presse pour nous faire connaître. Même si nos propres forces sont pour l'instant fort restreintes, il n'y a aussi que sur elles qu'il nous faut compter. On ne peut rejeter *a priori* toute utilisation de la presse et toute pression sur elle. Notre faiblesse peut nous y contraindre ; il y a notamment les cas, où le simple bruit fait dans les journaux peut aider des camarades en difficulté. Mais c'est un principe général et fondamental que les révolutionnaires doivent faire connaître leurs positions par leurs propres moyens et non s'en remettre à la presse.

Il n'y a pas à refuser systématiquement de faire passer un texte révolutionnaire dans le domaine de l'édition. Mais il faut éviter, et c'est encore un principe, de se mettre sous sa dépendance, de se plier à ses goûts en matière

de révolution et de se conformer au type d'activité intellectuelle individualisée qu'elle favorise. La dissociation entre le travail théorique et la communication de la théorie qu'elle impose est déjà en soi dangereuse. S'en remettre aux éditeurs, c'est une démission que peut accepter un auteur, spécialiste en révolution, mais non un révolutionnaire. Les éditeurs s'occupent, dans la mesure où c'est devenu rentable, de diffuser des ouvrages et des rééditions révolutionnaires. Tout un petit monde d'auteurs, de préfaciers a donc pu se développer. Mais si leur activité, qu'elle ait d'abord un objectif alimentaire ou non, peut être parfois utile à la révolution, elle n'est pas révolutionnaire.

La Guerre sociale ne peut être que la réaffirmation pour nous et pour les autres de la nécessité d'un travail théorique collectif et d'une diffusion autonome. L'expérience montre que ce n'est pas si évident. Les difficultés dues aux inévitables divergences théoriques se doublent malheureusement d'oppositions caractérielles. Affirmer nos positions, contre le mensonge modernisé et démocratisé, exige déjà un minimum de discipline et de rigueur.

Nous avons déjà procédé à des collages d'affiches et à des distributions de tracts, nous continuerons pour faire connaître et notre revue et nos positions sur tel et tel problème particulier. Cela peut choquer les puristes de l'antimilitantisme, mais cela permet de sortir du cercle restreint de ceux qui fréquentent les librairies spécialisées. Ou on pense par principe que, vu l'époque, il n'y a qu'à se taire et laisser dire, ou bien non, et alors faisons ce qui est possible pour notre diffusion. Ce qui est plus curieux c'est que certains soient en accord avec nos idées, mais tout à fait en désaccord avec nos efforts pour les diffuser, ce qui prouve qu'ils ne sont pas si en accord que cela avec ce que nous disons. Une revue serait quelque chose de tout à fait intéressant et un moyen de rencontre apprécié, à condition de s'écrire, de se payer et de diffuser toute seule ! Avec ceux-là, et quel que soit leur goût de la rencontre et même le talent qu'ils s'attribuent, nous n'avons donc rien à faire et pas plus envie de les voir.

Nous ne prêchons pas l'activisme ; entre l'inactivité justifiée à n'importe quel prix et l'activisme, il y a certaines distances. L'affichage n'est pas en soi une activité déplaisante, et il ne s'est jamais agi de lui consacrer plus de quelques heures une ou deux fois par an. Alors ? Ceux qui n'y croient pas n'y croient pas — bon — mais il serait plus sain pour eux de se désintéresser totalement de ce auquel ils ne croient pas. Quant aux romantiques qui rêvent, les yeux fermés vers Strasbourg, de quelque coup fantastique qui ferait une publicité formidable à la révolution, il préfèrent ignorer ce qui rend les « coups » possibles et efficaces. Nous ne demandons pas une activité débordante en cette période, mais tout de même un peu d'honnêteté. Pas de professionnalisme révolutionnaire, mais pas non plus de dilettantisme professionnel.

Cette revue est largement déficitaire, elle n'est sortie et n'a pu continuer à sortir que grâce au soutien financier d'une vingtaine de camarades. Arriverons-nous un jour à un équilibre financier qui assurerait de ne plus avoir à retourner le fond de nos poches ? Cela n'est guère probable, ni même souhaitable. La revue arriverait-elle à s'autofinancer, il y aurait encore à soutenir d'autres textes, à traduire et à publier à l'étranger. Il ne serait d'ailleurs pas sain que cette activité soit rentable. Si des gens ne sont pas prêts à sortir de l'argent pour elle, cette revue ne mérite pas de paraître. Infecté par la mentalité capitaliste, on en arrive à trouver normal que ce soient ceux qui consomment le produit qui paient. Cela ne sera renversé qu'avec la fin de l'argent, mais déjà aujourd'hui le principe suivant lequel ce sont ceux qui estiment avoir quelque chose à dire — ou qui veulent contribuer à ce que soit dit ce qui leur tient à cœur — qui doivent d'abord payer de leur personne, remet les choses à leur place.



Match de football sur l'aéroport d'Orly en mai 1968

Le nouvel esprit qui souffle sur la société, on a pris l'habitude, tout au moins en France, d'en faire remonter l'origine aux événements ou à la « révolution » de 1968. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, les multiples changements, la remise en question des rapports d'autorité, tant dans la famille que dans l'entreprise, trouvent là leur origine mythique. Ainsi, mai 68 aurait quand même vaincu par-delà sa défaite immédiate. C'est qu'il s'agissait de bien d'autre chose que d'un mouvement politique. Une révolution existentielle ! Après avoir eu peur, non de la révolte étudiante mais de la grève ouvrière qui s'en est servi comme ticket d'entrée et marquait de façon formidable le retour du prolétariat dans la tranquillité du capitalisme d'abondance, les pouvoirs s'en sont remis. Mai 68 aurait réussi comme révolution culturelle du capitalisme. La réduction est facile après coup mais il est vrai aussi que mai 68 n'était pas non plus une révolution prolétarienne qui se serait malheureusement arrêtée à mi-chemin. Une fois les usines occupées, ce que le mouvement a fait de mieux c'est aussi ce qu'il n'a pas fait. Il a été incapable de poser même timidement la question de l'Etat et la question de la transformation sociale. Mais sa force a aussi été dans son refus de jouer le jeu de la politique et de la revendication. Il a fourni la manifestation éclatante de l'usure du réformisme classique. La fête à l'usine et l'enthousiasme pour les conquêtes ouvrières n'étaient plus ce qu'ils avaient été en 1936. Chacun sentait qu'il y avait quelque chose de nouveau en jeu mais personne ne savait vraiment que proposer et où cela pouvait déboucher. La force du mouvement cachait aussi sa grande faiblesse qui explique la facilité de son reflux. La prise de parole ne préparait pas la transformation pratique mais s'y substituait. La nature du mouvement s'est exprimée dans ces formules poétiques mais irréalistes, provocatrices mais non révolutionnaires qui préféraient débrayer de la réalité plutôt que de l'affronter. « Prenez vos désirs pour des réalités ! » « Soyez réalistes, demandez l'impossible ! » Le mouvement aurait certes pu évoluer différemment, se transformer et entrer dans le vif du sujet sous le coup de la répression. Après ses premières maladresses face au mouvement étudiant, l'Etat a su les éviter et même se faire oublier quand il le fallait pour mieux revenir ensuite. Face aux carences du mouvement, il est facile de tout rejeter sur la répression syndicale en préférant ignorer à quel point les masses sont restées passives et ont accepté, soit de s'enfermer sur le lieu de travail pour l'occuper, soit de le déserter pour profiter de ces vacances inattendues. Les participants aux combats de rues et aux comités d'action n'ont été qu'une très petite minorité. Mai 68 n'a pas été la répétition générale d'une révolution communiste et celle-ci sera en rupture avec l'époque inaugurée par 1968.

De l'exploitation dans les camps à l'exploitation des camps

« ... il m'a paru indispensable de fixer les causes de l'horreur dans tous leurs aspects, ne serait-ce que pour ramener à sa juste valeur l'argument subjectif dont on fit un si abondant usage, et pour orienter un peu plus vers la nature même des choses... »

Paul Rassinier, *Le Mensonge d'Ulysse.*

« Vingt ans après la Première Guerre mondiale, le mythe des enfants aux mains coupées par les Allemands avait encore cours. Dès 1914, André Gide refusait d'y ajouter foi et réclamait des preuves. On ne put lui en fournir. On lui en voulut et de son "manque de patriotisme" et d'avoir placé certains Français dans la pénible obligation de reconnaître leur erreur : on avait fait passer pour victimes de la barbarie teutonne des enfants qui s'étaient blessés en jouant avec des grenades abandonnées sur le champ de bataille. La Seconde Guerre mondiale a suscité des mythes encore plus extravagants mais il ne fait pas bon s'y attaquer. »

Robert Faurisson, *A-t-on lu Lautréamont ?*

Sur cinquante livres consacrés à l'Allemagne dans une bibliothèque municipale ordinaire, trente portent sur 1939-45, dont vingt sur la déportation. La vision des camps projetée pour le grand public est celle du règne de l'horreur à l'état pur, guidée par une seule logique, celle de la terreur. Elle repose sur une description apocalyptique de la vie en camp et sur des analyses historiques affirmant que les nazis ont planifié l'extermination de millions d'hommes, en particulier six millions de Juifs. Certains auteurs, comme David Rousset, vont plus loin : les nazis ne voulaient pas seulement tuer, mais dégrader, faire prendre conscience à des « sous-hommes » de leur condition par un avilissement mesuré et de leur sous-humanité par une déchéance organisée.

Régulièrement, cette vision sort des bibliothèques et envahit l'ensemble des mass media. Cela a récemment été le cas. D'abord à la suite d'une interview de Darquier de Pellepoix, ex-commissaire aux Questions juives du gouvernement de Vichy, puis après la projection du téléfilm *Holocauste* dans plusieurs pays, dont

HOLOCAUSTE AIR CHARTER

(De notre correspondante.)

Copenhague. — *Les hommes d'affaires ne perdent jamais une occasion de faire des bénéfices. Ainsi, la projection d'Holocauste au Danemark, en Suède puis en Norvège a été un tel succès (jamais auparavant une série populaire n'avait eu un tel taux d'écoute, entre 72 % et 76 %), qu'une agence de tourisme tout nouvellement créée a décidé d'offrir à ses clients suédois et danois un but de voyage tout à fait inédit : la tournée des camps de concentration de Pologne par charter ; un « tout-compris » pour les vacances de Pâques pour le prix modique de 395 F. Qui dira mieux ?* — C. O.

les Etats-Unis, l'Allemagne fédérale et la France. A la suite de quoi, nous avons eu droit, non seulement à de nombreux commentaires journalistiques, mais aussi à l'intervention d'hommes d'Etat. Giscard d'Estaing parlait le 11 novembre 1978 de « cette perversion de l'esprit que constituent toutes les formes de racisme ». Et sans doute est-ce parce qu'il a l'esprit pervers que la France fournit en armes l'Afrique du Sud ? Helmut Schmidt, dans une interview diffusée le 6 mars 1979, faisant flèche de tout bois, affirmait : « Il faut que les jeunes voient bien quel est le parallélisme de ces enchaînements d'étapes psychologiques qui ont conduit jadis à des millions de morts, et qui aujourd'hui conduisent à des actes terroristes qui entraînent aussi des morts de personnes. »

La mise en avant des crimes nazis a pour première fonction de justifier la Seconde Guerre mondiale et plus généralement la défense de la démocratie contre le fascisme : la Seconde Guerre mondiale ne serait pas tant un conflit entre des nations ou des impérialismes qu'une lutte entre l'humanité d'une part et la barbarie de l'autre. Les dirigeants nazis étaient, nous dit-on, des monstres et des criminels qui s'étaient emparés du pouvoir. Ceux qui ont été pris après la défaite ont été jugés à Nuremberg par leurs vainqueurs. Il est essentiel à cette vision de montrer chez les nazis une volonté de massacre. Bien sûr, il y a des tueries dans toutes les guerres, mais les nazis, eux, voulaient tuer. C'est là le pire et c'est d'abord cela qu'on leur reproche. Le moralisme aidant, on ne les blâme pas tant pour avoir fait la guerre, car un Etat respectable peut s'y laisser aller, mais pour avoir été sadiques. Les bombardements intensifs et meutriers de Hambourg, Tokyo, Dresde, les deux bombes A, tous ces morts sont justifiés comme un mal nécessaire pour éviter d'autres massacres dont l'horreur viendrait de ce qu'ils auraient été, eux, systématiques. Entre les crimes de guerre nazis et les pratiques de leurs vainqueurs, il n'y aurait aucune comparaison possible. Laisser entendre le contraire serait déjà se faire le complice, conscient ou inconscient, de ces crimes et permettre qu'ils se reproduisent. La justification de 39-45 n'est pas une petite affaire. Il faut donner un sens à cette tuerie inégalée qui a fait des dizaines de millions de victimes : car peut-on admettre que c'était pour résorber la crise économique de 1929 et permettre au capitalisme de repartir d'un bon pied ? Cette justification soutient l'antifascisme d'aujourd'hui et de demain et donc la gauche qui s'en nourrit en excusant ainsi sa participation au système.

L'Etat d'Israël, lui-même en grande partie un sous-produit de la Seconde Guerre mondiale, s'est refait un procès de Nuremberg à son échelle avec le jugement d'Eichmann en 1961, pour justifier sa propre existence. Le souvenir du racisme nazi et de l'« holocauste », ainsi que la mauvaise conscience occidentale à l'égard des Juifs, permettent d'oublier ou de minimiser le fait que cet Etat a été fondé sur l'expulsion de la population palestinienne, par la force de l'argent et des armes. L'aide financière fournie par l'Allemagne fédérale en guise de réparations est loin d'être négligeable. Israël a récemment rompu ses relations sportives avec l'Afrique du Sud et son apartheid pour pouvoir participer aux jeux Olympiques de Moscou, dans un pays où l'antisémitisme se porte bien. En Israël, les oppositions ethniques subsistent au sein de la communauté juive, recoupant des oppositions sociales. Hannah Arendt, dans *Eichmann à Jérusalem*, trouve que lors du procès d'Eichmann il y avait « quelque chose de stupéfiant dans la naïveté avec laquelle le procureur dénonça les lois iniques de Nuremberg qui, en 1935, avaient interdit le mariage et les rapports sexuels entre Juifs et Allemands ». En effet, en Israël, des lois comparables existaient. Par ailleurs, le précédent qui aurait, à la rigueur, pu permettre de justifier, sur le plan de la juridiction internationale, l'enlèvement de l'apatride Eichmann, pour qu'il soit jugé à Jérusalem, était l'enlèvement par des agents de la Gestapo, en 1935, d'un Juif apatride en Suisse. Israël a remis à l'honneur les principes de l'espace vital et de la guerre préventive dont se servaient les nazis.

Les morts en déportation sont mis en avant au détriment des millions d'hommes qui meurent de faim chaque année à travers le monde. Nannen, le rédacteur en chef du magazine allemand *Stern*, déclare, à propos des persécutions antisémites : « Oui, je le savais, et j'étais trop lâche pour m'y opposer. » Il nous confie que sa femme, à la suite des images d'*Holocauste*, s'est mise à pleurer, en se souvenant qu'ayant à peine vingt ans, elle dépassait les vieilles femmes juives qui faisaient la queue et qu'elle se faisait servir avant elles. Aujourd'hui, il y en a encore qui continuent à être servis avant les autres, et nous ne pouvons pas ne pas le savoir. Récemment, Jean Ziegler, présentant le livre de René Dumont *Paysans écrasés, terres massacrées*, nous appre-

nait que « la seule récolte mondiale de céréales de 1977 — un milliard quatre cent millions de tonnes — aurait suffi à nourrir correctement entre cinq et six milliards d'êtres humains. Or, nous ne sommes pour l'instant qu'un peu plus de quatre milliards sur terre, et tous les jours douze mille d'entre nous meurent de faim ».

On reprochera aux nazis d'avoir organisé la mort de façon scientifique et d'avoir tué au nom de la science avec des expériences médicales sur des cobayes humains, mais ces pratiques ne sont nullement leur monopole. Le journal *Le Monde* titrait au lendemain d'Hiroshima : « Une révolution scientifique. »

Mais l'idéologie, ce n'est pas seulement la mise en avant de certains faits pour soutenir les vainqueurs contre les vaincus, les souffrances passées contre les souffrances présentes. Ces justifications sont sous-tendues par toute une conception qui est le produit des rapports sociaux capitalistes et tend à en mystifier la nature. Cette conception est largement commune aux démocrates et aux fascistes. Elle ramène les divisions sociales à des questions de pouvoir et considère la misère et l'horreur comme le résultat de crimes. Elle est systématisée par une pensée antifasciste, antitotalitaire, mais d'abord contre-révolutionnaire. C'est l'inexistence révolutionnaire du prolétariat bien plus que le danger nazi ou fasciste, actuellement assez faible, qui donne à cette idéologie sa force et lui permet de reconstruire l'histoire à son profit. En effet, la mise en scène et la falsification historiques ne sont pas un monopole stalinien. Elles s'épanouissent aussi dans une ambiance démocratique de liberté de pensée et d'expression.

Notre souci n'est pas de rééquilibrer, dans un esprit de justice, les torts et le nombre de cadavres et de renvoyer tout le monde à dos puisque les crimes nazis ne seraient dans le fond que des crimes du capital, dont on pourrait allonger indéfiniment la liste en espérant ainsi mieux condamner le système. Il n'est pas non plus d'excuser les crimes d'Etat au nom d'une fatalité socio-économique qui se servirait de la main des hommes en leur évitant de devoir rendre des comptes à qui que ce soit. On ne sort pas de la vision politico-judiciaire en répétant que le grand responsable c'est la société, c'est-à-dire tout le monde et personne. Si cette vision doit être critiquée, c'est que le mode d'accusation du capital est tout autant son mode de justification. Il s'agit de démonter cette mise en scène par laquelle le système, c'est-à-dire aussi des politiciens, des intellectuels, se sert de la misère et de l'horreur qu'il produit pour se défendre contre la critique réelle de cette misère et de cette horreur.



A l'occasion du 60° anniversaire de la "Victoire" Paris-Match publie ce document extraordinaire et inédit

L'ALBUM PHOTO D'UN POILU

L'auteur de ces photos, le maréchal des logis Emile Doux, du 19e régiment d'artillerie légère de Nîmes, avait trente ans en 1914. Et une passion : la photo. Outre son barda d'artilleur, un sac pesant trente kilos, la gourde, le masque à gaz et le pistolet d'ordonnance à six coups, Emile Doux a transporté tout au long de la guerre cet appareil photographique quasi préhistorique qu'est aujourd'hui à nos yeux le « Vérascope Richard » à double objectif. Chaque photo a été prise sur des plaques en verre. Certaines méritaient un temps de pose tel qu'Emile Doux risquait chaque fois sa vie. C'est ainsi qu'il a « mis dans la boîte » les horreurs de la guerre. Il avait un copain inséparable : son cheval - le Haricot - tué sous lui dans l'Argonne. Il fut lui-même blessé grièvement sur la côte 304, près du ravin de la Mort, à Verdun. Démobilisé en 1919, il a classé pour ses enfants ses photos, témoignages d'une guerre alors sans précédent, et qui avait duré cinquante-deux mois.

La montagne des morts

Paris-Match, 17 novembre 1978

Le phénomène concentrationnaire

Le fait concentrationnaire, sous sa forme moderne, date de la guerre des Boers en Afrique du Sud (1899-1902). Il est la résultante de trois réalités.

1) *Les transferts de population*

Ne datant pas d'aujourd'hui (Juifs déplacés à Babylone...), les transferts de population prennent un nouvel essort avec la création des Etats modernes et la détermination conflictuelle de leur territoire. Là où l'unité nationale est fragile, des minorités, le plus souvent déchirées et disputées entre plusieurs pays, posent un problème aux Etats incapables à la fois de les assimiler et de les expulser, surtout après 1918 et 1945. Environ trente millions d'Européens, dont 60 % d'Allemands, ont perdu leur foyer à la suite de la guerre de 1939-45. La décolonisation a provoqué des émigrations volontaires ou forcées qui ont fait périr des centaines de milliers de personnes (notamment lors du partage des anciennes Indes anglaises entre l'Inde et le Pakistan). Il arrive que des transferts autoritaires n'aient pas pour cause le besoin direct d'unifier un pays, mais de mettre à l'écart, parfois à l'intérieur du pays, une minorité dangereuse. En 1915, l'Empire ottoman ne se contenta pas de tuer de nombreux Arméniens, il en déporta aussi beaucoup, dont une bonne partie mourut dans le désert. En 1940-41, l'U.R.S.S. déplaça un très grand nombre de Polonais de l'est vers la Russie du nord. Puis, après l'attaque allemande, elle déporta les Allemands de la Volga, les Baltes, les Tatars...

Qui dit migration forcée dit nécessité de réunir des populations pour l'attente du départ, pour le transport et l'attente d'une solution à l'arrivée : tout cela dans des camps où on les concentre. Après 1945, il y avait en Europe des millions de « personnes déplacées », dont beaucoup vivaient en camp dans des conditions très difficiles. En 1950, un scandale révéla que des orphelins ne recevaient que 300 à 400 calories par jour. Il est douteux qu'on ait cherché à les faire mourir de faim : plus simplement, ils n'avaient aucun moyen de pression et étaient servis après tout le monde.

2) *Le travail forcé*

L'indifférence du capital pour l'activité humaine, son souci exclusif de se procurer de la main-d'œuvre pour se valoriser, le fait naturellement renoncer à l'un de ses principes — la liberté de vendre ou non sa force de travail — quand il ne peut agir autrement. Il eut recours à la contrainte aux colonies quand rien ne poussait l'indigène à venir s'épuiser dans la plantation ou sur la ligne de chemin de fer, avant que la pénétration monétaire ne l'incite à vendre de lui-même sa force de travail pour acheter des objets de consommation devenus nécessaires. L'originalité de Staline, comparée à Hitler, est d'avoir fait du travail forcé une base permanente de la société et de l'économie russes pendant des dizaines d'années, systématisant ainsi les procédés autoritaires d'après 1917 (militarisation du travail), les dépouillant de toute ambiguïté révolutionnaire pour en faire un encadrement dirigiste de la main-d'œuvre. Il est d'ailleurs arrivé qu'un détenu libéré souhaite revenir au camp, car il vivait misérablement à l'extérieur, où pourtant il exerçait le même métier.

L'emploi à grande échelle du travail forcé est un signe d'archaïsme du point de vue capitaliste : il atteste une incapacité à faire jouer les ressorts du salariat. Le travail forcé est inévitablement plus *extensif* qu'*intensif* : il pallie l'absence des machines dans les grands travaux d'intérêt public (prisonniers allemands employés à creuser des canaux en Russie, où nombre d'entre eux ont trouvé la mort). Le travail forcé convient à des activités où la masse compte avant tout, il est mal adapté à l'industrie. L'Etat allemand dut justement composer avec ses ouvriers parce qu'on ne peut pas mettre un S.S. devant chaque machine-outil.

Caricature du travail salarié, le travail forcé fait ce dont la logique propre du capital ne se charge pas, parce que ce ne serait pas assez rentable ou parce qu'on manque du capital nécessaire. C'est la conséquence d'une faille dans la logique capitaliste, mais cette exception n'a de sens et n'existe que par l'ensemble du capital. Le travail forcé n'est pas plus la négation du salariat que la prise en main par l'Etat de secteurs déficitaires ne nie le capital. De même dans la Russie stalinienne, les aberrations du travail des déportés, comme le canal creusé et qui ensuite ne sert à rien, reproduisent à l'excès les gaspillages spécifiques du capitalisme d'Etat qui engendrent d'autres aberrations dans l'économie « normale ».

Les déportations massives de Juifs et de non-Juifs ont surtout eu lieu en 1942-1944, car l'Allemagne avait alors besoin de toutes ses forces dans une guerre qu'elle commençait à perdre. Elle mobilise le travail en le rendant obligatoire. Il faut remplacer les travailleurs allemands partis

au front par des prisonniers, des déportés et des volontaires. Sur une trentaine de millions de travailleurs engagés dans l'économie de guerre allemande, douze à treize millions sont étrangers, concentrationnaires inclus. Ce chiffre est inférieur aux possibilités objectives et aux besoins. Mais l'occupant se heurte aux populations. S'il rassemble un grand nombre de travailleurs, il perd sur la qualité et gaspille une quantité inouïe de forces productives.

3) *La neutralisation sociale*

L'absence de répression déclarée ne révèle pas un capital moins fort ou plus contesté. Une société comme celle de l'Ancien Régime français ne peut prévenir les actes qui la remettent en cause, ni même bien les connaître : elle châtie donc exemplairement ceux des coupables, ou supposés tels, sur lesquels elle peut mettre la main. La montée du capital a coïncidé avec la pratique de l'enfermement, une rationalisation des châtiments et une baisse de leur caractère spectaculaire. La tendance actuelle des Etats à abolir la peine de mort n'est que le prolongement de ce mouvement et non un progrès et une victoire de la compassion sur le sadisme. On s'émeut en Occident du retour de la loi coranique dans certains pays arabes : main coupée aux voleurs, bastonnade pour adultère... mais ce qui choque, c'est plus le caractère immédiat et spectaculaire du châtiment que la cruauté en soi. On accepte fort bien que des gens pourrissent et réussissent ou non à se suicider dans des prisons « trois étoiles ».

Mais pourquoi les camps ? Parce que les prisons sont déjà pleines, coûteuses, et, pour l'U.R.S.S., afin de parer au manque de main-d'œuvre dans les branches économiques ingrates : mines, régions de climat difficile. Un capitalisme développé attirerait la main-d'œuvre par des salaires supérieurs, un outillage et des habitations perfectionnés. L'U.R.S.S., au contraire, disposait de régions peu peuplées, excentriques, où un travail extensif était nécessaire. Elle devait produire des déracinés, des travailleurs en marge, inévitablement peu productifs. La « Grande Terreur » était une nécessité autant économique que politique. Aux U.S.A., les Américains n'ont évidemment pas éprouvé le besoin économique de faire travailler les milliers de leurs concitoyens mis en camp après Pearl Harbor parce que d'origine japonaise. S'ils leur ont donné quelque chose à faire, c'était d'abord pour leur éviter l'oisiveté et la décomposition.

L'internement en camp est un phénomène général de l'époque moderne. En Grande-Bretagne, les opposants à la guerre, eux aussi, ont été mis en camp. En France, des camps pour républicains



Camp de concentration français pour les réfugiés républicains espagnols

espagnols avaient été établis en 1938 près de la frontière à Gurs, à Rivesaltes. Ils seront utilisés en 1939 pour les apatrides, en particulier pour les apatrides d'origine allemande, et pour les Espagnols libérés du 1er Régiment de marche des volontaires étrangers, qui seront déversés en 1942 dans les camps allemands de la même façon que, du pacte germano-soviétique d'août 1939 au 21 juin 1941, quelques transferts de ressortissants soviétiques et allemands se sont effectués entre camps soviétiques et camps allemands. Les Japonais ont instauré des camps en Indochine, il y en a eu en Grèce, on en a refait en Indonésie après la chute de Sukarno pour des centaines de milliers de « communistes » ou supposés tels. Cette liste n'est pas exhaustive. Certains qui sont passés de camps en camps ont été jusqu'à dire que ceux de la France ou de la Grande-Bretagne pouvaient être pires que les camps allemands. Ce jugement peut paraître excessif, mais établir une comparaison n'est pas dénué de sens.

Le fait concentrationnaire n'est une invention ni du nazisme ni du stalinisme. C'est une réponse au problème des migrations forcées économiques ou politiques : neutraliser un certain nombre de gens qui sont d'autant plus nombreux que le pouvoir est mal assuré, en les faisant travailler selon les besoins et les possibilités. Réponse improvisée, mais aussi réponse bureaucratique parce qu'organisant de l'extérieur une activité qui ne peut s'organiser d'elle-même.

Pourquoi ces hommes sont-ils exclus de la société ? Dans le cas des minorités ethniques, parce qu'elles sont de trop là où elles sont. Le drame des Juifs a été d'être de trop partout, rejetés par la totalité des Etats avant de créer le leur, quand leur ennemi, l'Etat allemand, s'est retrouvé coupé en deux. Les minorités déportées par Staline ont eu un peu plus de chance, car, si elles ont laissé bien des morts en route, elles ont au moins trouvé une région et quelque chose à faire à l'arrivée, même si les conditions générales, le climat étaient bien éloignés de leur mode de vie originel. Pour les « déviants » politiques ou sociaux, ils sont exclus parce que la société n'a pas, dans ces situations de crise, le moyen de les neutraliser autrement qu'en les retirant de la circulation. Le problème étant de s'en débarrasser, savoir si on leur fait un sort supportable devient tout à fait secondaire.

A propos des Nord-Africains en France qui soutenaient le F.N.L., M. Alex Moscovitch déclarait au conseil municipal de Paris : « Cinq millions de Français peuvent être du jour au lendemain atteints dans leurs biens et dans leur vie en raison de circonstances qu'ils n'ont ni voulues ni déclenchées. » Il proposait une solution radicale : « Tous ces agents de l'ennemi doivent être renvoyés du territoire métropolitain. Voici deux ans que nous demandons la possibilité de le faire. Ce qu'il nous faut, c'est très simple et très clair : l'autorisation, et suffisamment de bateaux. Le problème qui consisterait à faire couler ces bateaux ne relève pas, hélas, du conseil municipal de Paris. » Il confirmait son propos le 15 janvier 1963 à l'occasion d'un procès en diffamation qu'il avait intenté : « J'ai effectivement regretté que les ennemis de la France ne soient pas exterminés... et je le regrette encore ! » (*Le Monde*, 17 janvier 1963.)

Lire Rassinier

Les camps sont un produit du capitalisme non seulement dans leur origine mais aussi dans leur fonctionnement. L'intérêt des ouvrages de Paul Rassinier et notamment du *Mensonge d'Ulysse* est de permettre une conception matérialiste de la vie, et donc de la mort, à l'intérieur des camps.

Paul Rassinier (1906-1967) adhère au Parti communiste en 1922. Il ralliera l'opposition de gauche et sera exclu en 1932. Il milite à la gauche du P.C. puis passe à la S.F.I.O. pour participer à la Gauche révolutionnaire de Marceau Pivert. Devant la montée des périls, il défend les thèses pacifistes. La guerre ayant éclaté, il sera résistant de la première heure. Arrêté par la Gestapo en octobre 1943, torturé puis déporté à Buchenwald et Dora durant dix-neuf mois, il reviendra grand invalide.

Après la guerre, Rassinier écrivit dans des organes pacifistes et libertaires mais aussi dans des revues d'extrême droite. Ses ouvrages sur la question concentrationnaire furent édités à compte d'auteur ou par des éditeurs d'extrême droite. Ceux qui en tirent argument contre lui sont ceux qui auraient voulu qu'il ne soit jamais édité. La plupart des ouvrages de Rassinier sont épuisés. La Vieille Taupe (B.P. 9805, 75224 Paris Cedex 05) vient de rééditer *Le Mensonge d'Ulysse* (1).

En 1962, dans l'introduction au *Véritable Procès Eichmann*, P. Rassinier s'explique ainsi : « Les hostilités terminées, s'il n'y eut sur le moment que peu

(1) 50 F par chèque bancaire ou postal.

de gens à penser qu'il était nécessaire de passer au crible les horreurs et les responsabilités de la Seconde Guerre mondiale, il est remarquable que ces gens aient été surtout de droite et qu'ils aient, en outre, fondé leur attitude sur les principes au nom desquels les intellectuels de gauche avaient refusé Versailles vingt-cinq ans plus tôt. Quant aux intellectuels de gauche, dans leur écrasante majorité, ils ont approuvé et exalté Nuremberg au nom de principes dont, au temps de Versailles, ils reprochaient le caractère réactionnaire à ceux de la droite qui les faisaient leurs, et le phénomène n'est pas moins remarquable. Il y a là, en tout cas, un assez curieux chassé-croisé dans le secteur des principes et c'est dans ce chassé-croisé que s'inscrit mon drame personnel. » Et il explique sa démarche : « Tout était à recommencer à partir de zéro : prendre les faits un à un, les étudier dans leur matérialité et enfin les replacer correctement dans leur contexte historique... Je commençai donc par le fait historique sur lequel, pour l'avoir vécu, je me croyais le mieux renseigné : le phénomène concentrationnaire. Comme il était au premier plan de l'actualité et que tous les débats publics s'y ramenaient, on m'excusera si j'ai pensé que jamais l'occasion ne serait plus favorable. *Le Mensonge d'Ulysse* fut donc mon premier acte de fidélité aux principes de la gauche de 1919. »

L'œuvre de Rassinier va dans le sens d'une limitation. Et vers la fin de sa vie, il fera la part trop belle aux pressions de la communauté juive internationale dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Cette évolution est due au fait que Rassinier, pacifiste, croit que la guerre a été provoquée par des circonstances superficielles et qu'elle aurait pu être évitée, et aussi au fait de l'effondrement de la gauche révolutionnaire qui avait d'abord sympathisé avec lui. Son terrible isolement l'amènera à fréquenter et à subir l'influence de personnages d'extrême droite.

L'un des premiers soucis de Rassinier est de réfuter l'idée d'une volonté consciente d'extermination. Il montre l'inconsistance des textes sur lesquels on s'est fondé à Nuremberg et depuis pour accuser les nazis d'avoir planifié la mort lente ou violente des Juifs. Le massacre des Juifs, dit-il, est le résultat d'une situation inextricable où les Alliés ont aussi leurs responsabilités. Ce que les juges de Nuremberg ne pouvaient évidemment admettre ; il fallait des coupables. Il fallait faire du Parti national-socialiste le responsable de la guerre et de ses massacres. Rassinier souligne les contradictions, les erreurs de traduction, les mensonges et surtout l'abondance des *ouï-dire* sur la déportation. Mais les statuts de Nuremberg ne stipulent-ils pas que « le Tribunal ne sera pas lié par les règles techniques relatives à l'administration des preuves [...]. Le Tribunal n'exigera pas que soit rapportée la preuve de faits de notoriété publique, mais les tiendra pour acquis ». Curieuse procédure puisque, paraît-il, les « preuves » flagrantes de tout ce qu'on a reproché aux nazis sur les camps seraient innombrables : pourquoi alors se contenter de ouï-dire ?

Il suffira ensuite de poser le principe d'une responsabilité collective des exécutants qui fixait rétroactivement à chaque Allemand le *devoir* d'être objecteur de conscience, *droit* refusé par les vainqueurs à leurs ressortissants.

Ce que l'opinion publique, et même des révolutionnaires, acceptent aujourd'hui comme des évidences, apparaît singulièrement fragile à la lecture de Rassinier. Dans une recherche dont la minutie peut surprendre, Rassinier démonte, après un interminable dépouillement des statistiques, le chiffre généralement admis des six millions de victimes juives. A l'exception des « anticommunistes », la légende des « 75 000 fusillés » du P.C.F. n'était pas non plus remise en cause à la fin de la guerre par qui que ce soit, du moins publiquement. Quand commença la guerre froide, on s'aperçut alors qu'il n'y aurait eu en tout que 26 000 Français fusillés par les Allemands de 1940 à 1944. Aujourd'hui, même les membres du P.C.F. admettent qu'un doute plane sur « leurs » 75 000 fusillés. De la même façon, les dirigeants nazis ont d'abord évalué le nombre des morts à Dresde à plusieurs centaines de milliers. Mais après la guerre le nombre officiel a été fixé à 135 000 morts ; cette évaluation ne faisant pas l'unanimité (250 000 selon le *Petit Robert*). La précision des chiffres donne un caractère scientifique et sacré à des évaluations qui sont orientées politiquement, alors même qu'il est fort hasardeux de prétendre à l'exactitude. On ne saura probablement jamais avec précision combien il y a eu de morts à Dresde. La ville hébergeait un nombre indéfini de réfugiés. Les gens se sont abrités dans les caves et, du fait de l'intensité des bombardements au phosphore, la chaleur s'est considérablement élevée pour ne laisser qu'une couche d'amas calcinés.

Il est exclu ici d'être catégorique ou d'entrer dans le détail de calculs qui

occupent plus de cent pages dans *Le Drame des Juifs européens.* Pour P. Rassinier, le chiffre de six millions vient de ce qu'on néglige le fait qu'au moins quatre millions et demi de Juifs européens auraient pu quitter l'Europe entre 1931 et 1945 : il y aurait eu au maximum un million et demi de Juifs morts par tous faits de guerre. Le chiffre n'est pas sans importance, car du nombre des victimes dépend méthodes et procédés employés. L'enjeu du débat n'est donc pas de critiquer des exagérations mais de voir si ces exagérations ne seraient pas le fait d'une absence d'analyse, ou le résultat d'une analyse orientée et fausse.

Comment en est-on arrivé à ces six millions ? En 1945-46, les juges de Nuremberg ne disposaient pas de statistiques sérieuses sur le nombre de Juifs survivants — pas plus qu'ils n'avaient pu consulter les tonnes d'archives saisies. Au procès, on lança le chiffre de dix, puis de six millions, sur lequel reposèrent finalement l'accusation et le jugement Ensuite, pour légitimer scientifiquement Nuremberg, les experts sont toujours tombés d'accord sur six millions, comme « moyenne arithmétique » entre leurs diverses estimations, sans qu'il y ait eu forcément accord entre eux sur les effectifs respectifs de chaque camp et sur le nombre de Juifs dans chaque pays avant et après la guerre. Il faut trouver six millions. Et quand les historiens sont amenés par leurs recherches à douter de la version généralement admise, ils préfèrent par sympathie pour les déportés ou par peur des réactions ne pas publier le résultat de leurs recherches (tel le Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale en ce qui concerne le nombre des déportés français revenus des camps).

Rassinier s'est heurté au silence et à la calomnie parce qu'il a dévoilé le rôle répressif, dans l'organisation interne des camps, d'une minorité de détenus, notamment politiques, et les avantages qu'ils en tiraient. Les professionnels de la Résistance et de la Déportation feront de Rassinier, pour se disculper, l'homme qui a prétendu que l'on vivait heureux à Buchenwald et à Auschwitz.

Lors du procès pour diffamation intenté par Rassinier en octobre 1964 au *Droit de vivre*, organe de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme, qui l'accusait d'être un « agent de l'Internationale nazie », David Rousset déclarait : « Lorsque M. Rassinier écrit ce qu'il écrit, il est pire qu'un S.S., car il a été un esclave comme moi et il a trahi les esclaves, et il s'est trahi lui-même. Quant à moi, je n'ai pas la preuve que M. Rassinier soit membre de l'Internationale nazie, je sais qu'il fait le beau travail pour elle et, comme il n'est pas dément, j'ai l'intime conviction qu'il est membre de cette Internationale. » Rassinier fut débouté de sa plainte. Le texte du jugement : « Dit que le prévenu [B. Lecache, directeur du *Droit de vivre*] a rapporté la preuve que, dans son ouvrage *Le Mensonge d'Ulysse*, le sieur Rassinier "a fait chorus avec ses nouveaux amis les néo-nazis". » (Rapporté dans *Le Droit de vivre* de décembre 1978.) Patrice Chairoff aussi, dans *Dossier néo-nazi*, définit Rassinier comme « auteur de différents ouvrages d'inspiration néo-nazie ».

Le temps aidant, ce n'est plus le directeur du *Droit de vivre*, B. Lecache, qui a été relaxé, c'est Rassinier qui a été condamné : « Cette thèse, que reprend Darquier de Pellepoix, c'était celle de ce faussaire de Rassinier, dont la L.I.C.A. avait obtenu que ses abominables mensonges soient clairement condamnés par la justice de notre pays. C'est celle de Robert Faurisson, maître-assistant à l'université de Lyon-II... » (Pierre-Bloch, *Le Matin*, 22 février 1978). *Le Monde* du 3-4 octobre 1978, contrairement au compte rendu du procès qu'il faisait à l'époque (*Le Monde* du 7 oct. 1964), affirme sous la plume de Viansson-Ponté la même contrevérité : « La L.I.C.A. avait en 1964 fait condamner l'un de ces diffamateurs, P. Rassinier. » Cette automystification sur la personne de Rassinier n'a d'autre objet que de soutenir une automystification sur ce dont parle Rassinier. Rassinier « le faussaire » n'est pas tendre, lui non plus, pour les spécialistes de la littérature concentrationnaire. Mais il est précis dans ses attaques et relève les falsifications. Pourquoi ne pas l'avoir attaqué pour calomnie sur tel ou tel point et à l'égard de telle ou telle personne, s'il falsifiait, au lieu de lui reprocher une vague appartenance à une Internationale nazie ?

La tendance falsificatrice de Rassinier s'incarnerait-elle dans une minutie malsaine, dans une interrogation suspecte des faits, dans l'hypercritique vicieuse à l'égard des documents ? Selon une réponse de Merleau-Ponty à une lettre de Rassinier à propos du témoignage de Nyiszli Miklos paru dans *Les Temps modernes* : « Les historiens auront à se poser ces questions. Mais dans l'actualité, cette manière d'examiner les témoignages a pour résultat de jeter la suspicion sur eux comme s'ils manquaient à une précision qu'on serait en droit d'en attendre. Et comme à l'heure où nous sommes, la tendance est plutôt

à oublier les camps allemands, cette exigence de vérité historique rigoureuse encourage une falsification, massive celle-là, qui consiste à admettre en gros que le nazisme est une fable. » Des années sont passées, mais ce type de réponse reste toujours d'actualité.

Il n'est pas inutile de constater que sur tel ou tel point des auteurs en opposition à Rassinier ont montré que les choses ne sont pas aussi claires que cela.

C'est un fait assez communément admis que l'on n'a pas retrouvé d'ordre général d'extermination écrit. Pour pallier cette absence, on invoque un ordre de novembre 1944 ordonnant d'arrêter l'extermination et un autre, à la fin de la guerre, ordonnant de massacrer les survivants des camps. A ce propos, Olga Wormser-Migot, dans *Le Système concentrationnaire nazi, 1933-1945*, écrit :

« Trois solutions à cette énigme.

« 1. Les ordres peuvent avoir été détruits fortuitement dans les bombardements des derniers mois, volontairement par les chefs nazis avant leur fuite ;

« 2. Les ordres sont dissimulés dans des archives secrètes, mises en lieu sûr ou dans des lots d'archives non encore répertoriés, comme il en existe encore de par le monde ;

« 3. Les ordres ont été inventés *a posteriori* par des exécutants pour justifier des actes qui leur étaient reprochés et pour accumuler les responsabilités sur la tête d'Himmler qui s'est donné la mort le 23 mars 1945 et ne peut démentir.

« En fait, tout s'est passé comme si les ordres avaient effectivement été donnés tels que la tradition les rapporte. Mais, si dans les écrits "idéologiques" d'Hitler, Rosenberg, les articles de Streicher dans le *Stürmer*, on trouve maintes allusions à la nécessité de détruire la race juive, de trouver une solution finale à la question juive, nous n'avons trouvé le terme *Vergasungskeller* (à part les notes échangées entre les membres S.S. de l'administration du camp d'Auschwitz et la firme Topf qui construisit en 1942, à Birkenau, chambres à gaz et crématoires) que dans les textes déjà cités de mise en place de la solution finale. » Et « quand il y a eu extermination totale en quelque lieu [...] on ne trouve pas d'ordre écrit à notre connaissance, mais la volonté locale d'exécutants, commandants de camp, ou de S.S. de moindre grade, affolés par la proximité de l'avance alliée, ou par la peur de ne pouvoir sauver leur propre existence ».

Gerald Reitlinger, dans *The Final Solution*, remet en cause en 1953 le chiffre de six millions de victimes juives et l'estime à un minimum de 4 194 200 et un maximum de 4 581 200, ce qui devait faire dire à Léon Poliakov, rendant compte de son livre dans la *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale* (juillet-septembre 1954) qu'un tel « souci d'objectivité [...] peut être dangereux en pareille matière, car il s'agit d'un sujet pour lequel la notion d'impartialité finit par perdre tout sens... ».

Dans une note au lecteur pour *Eichmann à Jérusalem*, Hannah Arendt écrit : « L'on ne peut que deviner, par exemple, quel était le nombre de Juifs victimes de la solution définitive. Le chiffre de quatre millions et demi à six millions n'a jamais été vérifié ; il en va de même pour le nombre de victimes dans les différents pays. » A propos du procès d'Eichmann en 1961, elle dit : « On a fait le même reproche au procès de Nuremberg : là, l'inégalité entre la défense et l'accusation était encore plus frappante. La défense, à Nuremberg comme à Jérusalem, n'avait pas à sa disposition l'équipe d'assistants spécialisés qu'il aurait fallu pour examiner la masse de documents et en extraire ce qui pouvait être utile au procès. Aujourd'hui encore, dix-huit ans après la guerre, ce que nous savons des immenses archives du régime nazi provient en grande partie des sélections faites à des fins d'accusation. » Elle reconnaît à Israël le droit de juger Eichmann et la nécessité du châtiment, mais elle doit constater les nombreuses irrégularités et anomalies du procès. Elle note qu'à Nuremberg, en 1945-46, Eichmann a été d'autant plus chargé de crimes qu'il était absent du procès et que, d'autre part, son activité était entièrement consacrée à la question juive ; puis elle remarque qu'en fin de compte Eichmann, dirigeant mineur, n'avait pas participé directement à des massacres et n'en avait pas ordonné.

L'auteur de *L'Etat S.S.*, Eugen Kogon, ancien déporté à Buchenwald, écrit sur la vie au camp à propos d'une distribution de colis de la Croix-Rouge : « la répartition fut organisée de façon scandaleuse pendant des semaines ; il n'y avait, en effet, qu'un seul paquet par groupe de dix Français qui se trouvaient dans ce qu'on appelait le "petit camp", et dont la situation était très précaire [...] tandis que leurs compatriotes chargés de la distribution, ayant à leur tête le chef du groupe communiste français dans le camp, réservaient pour eux des monceaux de colis ou les utilisaient en faveur de leurs "amis de marque" ». Les conséquences de la vie en camp l'inquiètent :

« Sans aucun doute, l'un des pires maux que la S.S. ait fait aux détenus est d'avoir fait perdre à beaucoup d'entre eux, pour des années, sinon pour leur vie entière, le goût d'un travail effectif suivi et consciencieux. Il est certain qu'avec un système de travail raisonnable, en excitant l'intérêt des ouvriers et en les considérant comme des hommes, on aurait réalisé le double ou le triple de travail avec un cinquième seulement de la main-d'œuvre. »

Par ailleurs, Czeslaw Milosz, dans *La Pensée captive*, cite le cas d'un jeune écrivain polonais qui publie en 1946 un témoignage sur Auschwitz. Cet écrivain ne s'indigne pas, il relate : « B. décrivait les camps de concentration comme il les avait vus, et non comme *il aurait fallu* les voir [...]. Que fallait-il voir dans les camps de concentration ? Il n'est pas difficile de l'établir : 1) Les prisonniers devaient constituer des organisations clandestines ; 2) C'étaient les communistes qui devaient diriger ces organisations ; 3) Tous les prisonniers russes apparaissant dans le cours du livre devaient se distinguer par leur force morale et leur héroïsme ; 4) Il fallait démontrer que les différences de convictions politiques entraînaient celles de la conduite des prisonniers. Rien de semblable ne se trouvait dans les récits de B. » C'est contre ce qu'il *aurait fallu voir* que Rassinier s'élève.

Dora
ou la bureaucratie concentrationnaire

Camp de travail près de Buchenwald, non loin de Weimar, Dora est créé au début du siècle pour exploiter les roches riches en ammoniac, avec une main-d'œuvre de condamnés. Arrêtés en 1910 parce que peu rentables, les travaux reprennent en 1914-18 avec les prisonniers de guerre. En 1943-45, on réutilise les lieux, réaménagés, pour des activités industrielles souterraines, en particulier pour la fabrication de V1 et de V2. Avec le camp voisin, Dora n'occupe jamais plus de 15 000 travailleurs. On compte aussi des civils, 6 000 à 7 000 en avril 1945 : contremaîtres allemands, S.T.O. et volontaires, qui vivent en camp, sont bien payés, travaillent 10 heures par jour, mangent correctement, et sont libres de circuler dans un rayon de 30 kilomètres.

Rassinier décrit un gaspillage effréné de temps et de force de travail : appels interminables, déplacements en train qu'il faut attendre des heures alors qu'il serait plus rapide d'aller à pied, etc. C'est le prix à payer pour une organisation bureaucratique inévitable en l'absence de stimulus réel : seule la contrainte anime les déportés et les Kapos. La brutalité est elle-même liée au manque de personnel d'encadrement.

En effet, les S.S. interviennent peu, déléguant leurs pouvoirs à la *H.-Führung* (*Häftlingsführung*, c'est-à-dire « direction par les détenus »). Rassinier parle de « *self-bureaucratie* ». La guerre accroît considérablement le nombre des détenus mais celui des gardiens augmente très peu : d'où une délégation de pouvoir à une fraction des détenus, et la formation de bandes de racket. Les communautés les plus homogènes (regroupements par pays ou par affinité politique) survivaient le mieux, c'est pourquoi les politiques supplantèrent les droits communs. Rassinier soutient qu'une grande partie des morts de faim dans les camps viennent d'une répartition inégale des aliments disponibles, accaparés par une minorité privilégiée. De même, si la famine sévit aujourd'hui, il existe bien dans l'abstrait une quantité de denrées suffisante pour nourrir tout le monde, à supposer qu'on la répartisse égalitairement entre tous. Mais pourquoi le ferait-on dans un monde divisé par des différences de fonction, de fortune, etc. ? Les S.S. détournaient également de la nourriture pour la revendre avant qu'elle n'arrive au camp. Les rapports marchands sont ici, comme dans un pays sous-développé aujourd'hui, poussés jusqu'à l'atroce par la pénurie. Les camps n'étaient pas des lieux imperméables à la logique marchande : ils ont reproduit en pire les traits typiques du capitalisme contemporain. Une grande partie de l'horreur devant les camps vient de ce que l'Allemagne a fait subir à des Européens ce que les Occidentaux avaient infligé et infligent encore aux non-Blancs. Les victimes de la déportation des Noirs africains vers les Amériques sont sans doute plus nombreuses que celles des déportations nazies.

A Buchenwald et à Dora, au terme d'une lutte acharnée, les politiques remplacent les droits communs dans la *H.-Führung*. Pourquoi les politiques étaient-ils si compétents ? Et pourquoi ont-ils si bien joué le rôle qu'on attendait d'eux ? On peut le comprendre à partir de ce qu'étaient ces militants, leur rapport au reste du monde, leur solidarité de communauté étriquée dans leur parti ou leur syndicat, leur illusion d'être au-dessus de la masse, d'avoir à la guider, à l'encadrer, au besoin à la réprimer. Pres-

que tous les déportés avaient affaire à la répression d'autres déportés armés de bâtons. Il semblait aussi naturel au militant stalinien ou social-démocrate de faire la police du camp qu'il avait paru naturel aux socialistes allemands de réprimer les insurrections de 1919-21.

Une attitude comparable existait chez les responsables des communautés juives en Europe. Ils étaient prêts à participer à l'organisation de la déportation des autres Juifs, ils dressaient des listes, ils rassemblaient des fonds, ils distribuaient des brassards, ils rédigeaient des manifestes. « En lisant les manifestes, inspirés mais non dictés par les nazis, que rédigèrent les responsables juifs, on sent à quel point ce pouvoir tout nouveau leur plaisait : "Le Conseil central des Anciens juifs a été habilité à disposer absolument de toutes les richesses juives, matérielles et spirituelles, et de toute la main-d'œuvre juive" (première déclaration du Conseil de Budapest). Nous savons quels étaient les sentiments des responsables juifs devenus les instruments des assassins : ils se comparaient à des capitaines "dont le navire allait couler et qui réussissaient à le ramener à bon port en jetant par-dessus bord la plus grande partie d'une précieuse cargaison" ; à des sauveurs qui "épargnaient mille personnes en en sacrifiant cent, dix mille en en sacrifiant mille". » (H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*.)

Aucun pouvoir ne peut changer la société : il l'administre seulement plus ou moins mal. En cas de pénurie, il prélève pour lui la part du lion. En camp, cette tendance s'exacerbait avec la défaite prochaine de l'Allemagne. Ce sont même souvent les entreprises ou la *S.S.-Führung* qui remettent de l'ordre dans ce que l'auto-administration ne sait pas administrer. C'est l'entreprise privée en commandite pour le tunnel de Dora qui oblige la *H.-Führung* à laisser les ouvriers monter manger à l'air libre. Lors d'une désinfection, au lieu de fixer un horaire avec des groupes échelonnés dans le temps, la *H.-Führung* fait venir tout le monde à la fois devant la porte du bâtiment en les faisant se déshabiller à l'avance ; la foule des détenus se bouscule pour pouvoir entrer, certains y passent toute la nuit, contractant des congestions pulmonaires. D'où de nombreux morts, parce que la *H.-Führung* a négligé d'établir un horaire, alors que la *S.S.-Führung* lui en laissait la possibilité : le lendemain, la *S.S.-Führung* en fixe un elle-même.

Dans les conditions particulièrement dures du camp, les détenus chargés d'encadrer les autres ne pouvaient pas ne pas recourir à une violence terrible, seul moyen de faire régner le calme dans un environnement aussi explosif. Rassinier ne les juge pas, il ne cherche pas à définir la « bonne » attitude. Il rappelle seulement que la prison interne du camp fut construite et les châtiments aggravés à l'initiative de la police interne, composée de déportés.

Selon Rassinier, la *H.-Führung* groupe environ 10 % des détenus qui, entre autres activités, pillent les colis. Il dit lui-même n'être resté en vie qu'en donnant dès le début une part de ses colis au chef de bloc. Le salaire de 2 à 5 marks par jour prévu pour les détenus ne leur est pas remis non plus : les cohues lors de la remise des sommes les dissuadent vite de le toucher. La *H.-Führung* s'attribue aussi les 30 marks mensuels que les familles peuvent envoyer, ainsi que les vêtements et objets déposés par les détenus à leur arrivée. Tout cela fait l'objet d'un trafic qui permet à la minorité de survivre.

Rassinier insiste sur ce fait que le camp n'a pas qu'un seul visage. L'enfer y coexiste de façon absurde avec des parterres de fleurs, une piscine, un théâtre, de la musique, une bibliothèque et même un bordel, réservés à ceux qui en ont le temps et les moyens, et qui ne sont pas

Zaïre

MALVERSATIONS MORTELLES...

Kinshasa (*A.F.P.*). — *L'ancien ministre de la justice, M. Manpuya, a été condamné jeudi 27 avril à quinze ans et demi de réclusion criminelle par la Cour suprême de justice de Kinshasa, devant laquelle il comparaissait pour* « malversations financières et homicides involontaires ». *Il était poursuivi pour le détournement de sommes d'argent destinées à l'achat de vivres pour les prisons zaïroises, qui avait provoqué, au cours du dernier trimestre 1977, la mort, faute de nourriture, d'environ soixante détenus à la prison centrale de Kinshasa.*

Le Monde, 29 avril 1978

épuisés. Voilà ce que les nazis montraient aux visiteurs, mais c'était plus qu'un décor : c'était un aspect réel du camp.

Un détenu responsable de la police du camp participe aux pendaisons en faisant basculer le tabouret sur lequel est placé le condamné. Quand on pendait dix ou vingt personnes à la fois, un ou deux S.S. surveillaient. Des détenus exécutaient d'autres détenus. Quand, devant l'arrivée des Alliés, les S.S. veulent évacuer le camp, tous les Allemands qui faisaient partie de la *H.-Führung*, politiques ou droits communs, encadrent le reste des détenus, le fusil sous le bras.

D. Rousset justifie la conduite des détenus responsables des camps par le besoin de préserver l'élite révolutionnaire. Rassinier rétorque que si Rousset accorde un privilège aux politiques, c'est parce qu'il juge que « les détenus politiques étaient d'une essence supérieure au commun des hommes et que les impératifs auxquels ils obéissaient étaient plus nobles que les lois de la lutte individuelle pour la vie » (*Le Mensonge d'Ulysse*).

Le ciment des clans de la *H.-Führung* était la politique : on se servait de sa qualité de « communiste » ou de « socialiste » pour maintenir un rapport d'intérêt avec d'autres. Comme dans son parti en temps normal ; mais, en temps normal, il s'agit d'une sécurité psychologique, de quelques avantages matériels, de garder ou de trouver un emploi, d'obtenir une décharge d'heures pour activité syndicale, etc. Ici, il s'agit de survivre.

Les ex-membres de la *H.-Führung*, qui ont trusté la littérature concentrationnaire et imposé leur version des faits, se sont justifiés aussi par le besoin de sauver « le camp », de le tenir prêt pour l'arrivée des Alliés, de survivre à tout prix pour pouvoir *témoigner*. Le camp devenant — comme en temps normal l'entreprise ou la nation — une chose en soi, il fallait le conserver, parce qu'ainsi ils se préservaient eux-mêmes.

Buchenwald était un camp ancien et relativement privilégié. Mais même les camps de l'Est étaient d'abord un moyen de mettre à l'écart toute une série de gens inutiles ou nuisibles pour l'Etat, mais pas pour les massacrer : plutôt pour utiliser les inutiles à faire quelque chose qui serve au moins l'Etat. Le travail des camps, peu productif selon les normes capitalistes courantes, mais utile malgré tout, était donc un but secondaire de la déportation, mais qui passa ensuite au premier plan avec la guerre. Himmler déplorait en 1943 la mort de plusieurs centaines de milliers de prisonniers russes qui auraient pu travailler. L'Allemagne a construit les camps tandis que la France se bornait à réquisitionner les Noirs pour travailler pour elle. Exclus parce que socialement inutiles au développement du capital, les déportés étaient obligés de travailler : quelle société se résoud de bon cœur à entretenir à ne rien faire ceux qu'elle exclut ? Se déroulant dans des conditions impossibles, leur activité suscitait une bureaucratie et une mortalité à laquelle seuls les bureaucrates et leurs protégés échappaient.

Les camps nazis, surpeuplés surtout après 1942, étaient tenus par un Etat progressivement battu, soumis à un blocus alimentaire impitoyable et à une guerre « au finish » décidée par les Alliés en octobre 1943. Leurs déclarations selon lesquelles ils jugeraient les dirigeants allemands après leur défaite contribuaient évidemment à une guerre à outrance. Dans ces conditions, les déportés passaient après les soldats et la population allemande et les rations alimentaires se sont dégradées. Les prisonniers sont inévitablement les premiers sacrifiés.

Le développement du capitalisme, l'invasion par la marchandise et l'Etat de toute la vie sociale, crée un monde de plus en plus étouffant et totalitaire. Le stalinisme et le nazisme ont été des formes monstrueuses de cette montée du totalitarisme du capital. En réaction à cette tendance, se développe une idéologie antitotalitaire qui la *dénonce* mais en cache les causes véritables. L'antitotalitarisme réduit le totalitarisme à une accentuation du despotisme pesant sur le peuple en général et sur les détenus du Goulag en particulier. L'univers concentrationnaire serait le résultat et l'expression achevée du totalitarisme : un pouvoir bureaucratique et absolu sur la société aurait l'avantage de pouvoir se permettre de reléguer ses opposants dans des camps et, là, d'exercer sur eux une domination encore plus achevée.

L'antitotalitarisme ne part pas de l'activité se déroulant dans les camps, une caricature du salariat, mais de l'autorité despotique pesant sur les détenus. Le Goulag serait la clé permettant de comprendre toute la société russe et éventuellement l'avenir que nous réserve le capitalisme, aussi bien d'ailleurs que la révolution qui, inévitablement, ne pourrait se retourner qu'en son contraire. Le renouveau des polémiques sur le Goulag exprime aussi l'effarement devant le fait que les révolutions, la pensée radicale, les mouvements de masse n'auraient abouti qu'à renforcer l'Etat et l'opposition entre

migration en Palestine. Les nazis avaient une certaine considération pour les sionistes parce que ceux-ci raisonnaient en termes nationaux. Pour les nationalistes juifs, les principaux ennemis n'étaient pas encore les nazis, qui poussaient les Juifs à émigrer, mais les autorités anglaises, colonisatrices, qui leur barraient la route de la Palestine. Ce qui permettra à Nathan Yalin-Mor, du groupe sioniste Stern, dans *Israël, Israël...*, d'écrire fort justement : « Aux yeux du monde, l'Angleterre se battait pour défendre la Liberté et la Démocratie. La Liberté ! Pour qui ? La Démocratie ! Où donc ? Le seul souci de la Grande-Bretagne était de défendre sa propre liberté menacée » (...et son empire colonial).

Après ses victoires de 1939-1940, l'Allemagne poursuit son projet. L'idée d'expédier en bloc tous les Juifs à Madagascar, qui échoue en 1940 devant le refus français, n'est pas plus absurde que celle des premiers sionistes qui, au XIX[e] siècle, avant de fixer leur choix sur la Palestine, avaient décidé de choisir une région d'Afrique non encore colonisée. Hitler ne voulait pas tuer les Juifs, mais les expulser de l'espace allemand, qui s'est étendu à une grande partie de l'Europe. Avant la guerre, avant même que ces pays passent sous contrôle allemand, le gouvernement polonais avait étudié en 1937 la possibilité d'établir un Etat juif outre-mer, et le ministre français des Affaires étrangères en 1938 avait envisagé d'envoyer les Juifs étrangers résidant en France dans une colonie.

La politique allemande de déportation des Juifs, loin d'être un comportement en soi, s'appuyait sur l'antisémitisme des populations et des autorités locales et le prolongeait. La haine des Juifs, de type moyenâgeuse, était particulièrement virulente en Pologne et en Europe centrale. En France, elle se concentrait surtout contre les mauvais Juifs, les Juifs étrangers. L'Italie fasciste allait être modérément antisémite. En Hollande, les persécutions contre les Juifs provoquèrent la résistance de la population et des mouvements de grève. Au Danemark, les opérations nazies échouèrent pratiquement du fait de la résistance des autorités et des populations ; même l'armée d'occupation allemande se déroba et sabota les ordres.

Le racisme à l'égard des Juifs restait sélectif. La masse était visée, mais il y avait ceux qui possédaient de l'argent, ceux qui étaient anciens combattants, ceux qui avaient des relations politiques... Ceux-là échappaient à la déportation ou bien étaient internés dans de meilleures conditions (Theresienstadt).

Ne disposant pas de territoire où mettre ses Juifs indésirables, n'ayant sous la main aucune Sibérie, ne pouvant créer de toute pièce aucun Birobidjan comme celui où les Russes envisageaient avant 1939 de fonder une république juive dans le cadre de l'U.R.S.S., près de la Mandchourie, l'Allemagne fut donc conduite à organiser des « réserves » de Juifs, les concentrant dans des ghettos et des camps. Pourquoi tant d'entre eux y sont morts ? Parce qu'ils ont péri de faim, de mauvais traitements, et aussi parce qu'on les a exécutés. Mais les preuves d'un massacre délibéré sont plus que sujettes à caution.

On invoque régulièrement des déclarations d'Hitler, notamment celle du 30 janvier 1939 : « Aujourd'hui, je vais de nouveau être prophète : si la finance juive internationale à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe réussissait de nouveau à plonger les nations dans une nouvelle guerre mondiale, la conséquence n'en serait pas la bolchévisation de la terre et par conséquent la victoire des Juifs, mais l'annihilation de la race juive en Europe. » Hitler était un spécialiste de l'amalgame, un excité et un raciste. Mais cette déclaration ressortissait à la propagande de guerre. Il y a une distance entre ce genre de propagande et la politique effectivement menée. Les nazis pouvaient eux-mêmes tenter de justifier leur attitude à l'égard des Juifs par des déclarations émanant de Juifs. Le Congrès mondial juif avait proclamé en septembre 1939, à l'ouverture des hostilités, que « les Juifs du monde entier avaient déclaré la guerre économique et financière à l'Allemagne économique et financière à l'Allemagne à mener cette guerre de destruction jusqu'au bout ». Hitler pouvait s'en prévaloir pour mettre les Juifs en camp. Le livre du Juif américain Theodor N. Kaufman, *L'Allemagne doit périr !*, paru en 1941, explique qu'après la guerre une série d'actes anodins répétés pouvait faire disparaître le péril allemand : il s'agissait de la stérilisation de l'ensemble de la population germanique. Evidemment, des extraits de ce livre ont servi à alimenter la propagande antisémite des nazis.

Même durant la guerre, les nazis ne se sont jamais complètement résignés à cet immense gâchis que représentaient l'internement et la décimation des Juifs. Himmler, en automne 1942 essaya de vendre des visas de sortie aux Juifs slovaques parce qu'il avait besoin de devises.

Une affaire d'une tout autre importance allait s'amorcer en avril 1944 entre les dirigeants S.S. et un dirigeant d'une organisation de Juifs hongrois, Joël Brand. Il s'agissait de prendre contact avec les Anglo-Américains pour négocier l'échange d'un million de Juifs. Les S.S. voulaient 10 000 camions, mais étaient prêts à discuter d'autres propositions. 100 000 Juifs seraient livrés dès qu'il y aurait accord et avant réception de la marchandise. Les Alliés qui justifièrent leur guerre notamment par la barbarie nazie à l'égard des Juifs firent tout pour étouffer l'affaire. Ils n'étaient même pas prêts à recevoir les premiers 100 000 Juifs, puis, par la suite, à dénoncer l'accord, comme le leur proposait Joël Brand. Selon le livre de Alexis Weissberg, *L'Histoire de Joël Brand*, lord Moyne, représentant britannique, répondit à Joël Brand : « Comment imaginez-vous une chose pareille, Mister Brand ? Que ferai-je de ce million de Juifs ? Où les mettrai-je ? Qui les accueillera ? »

Ce n'est pas un malheureux concours de circonstances mais une logique implacable qui mène de la crise de 1929 à la Seconde Guerre mondiale et de l'antisémitisme nazi à la mort d'une partie de la population juive européenne. Mais considérer que cela découle d'une volonté consciente, d'une préméditation et même d'une programmation, c'est renverser la réalité. Un raisonnement semblable ferait considérer que les nazis, en provoquant la guerre avec la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, en attaquant l'U.R.S.S. et en ne s'arrêtant pas à temps, ont sciemment préparé leur propre défaite. N'étaient-ils pas, à ce qu'on dit, gouvernés par l'instinct de mort et cet instinct ne s'est-il pas incarné dans le suicide des principaux dirigeants du III[e] Reich ?

Les nazis ont d'abord cherché à faire émigrer leurs Juifs et y ont partiellement réussi en mettant sur les bras des Etats voisins bon nombre de Juifs rendus apatrides qui allaient y exacerber le problème juif. Mais malgré le discours incendiaire d'Hitler de janvier 1939, on assiste à une pause relative. En 1942, le mouvement de déportation des Juifs européens vers les camps polonais prend une grande importance. En été 1944, Hitler met un terme aux déportations de Juifs. Ainsi, non seulement la mise en avant de critères raciaux, mais la politique même à l'égard des Juifs apparaît comme irrationnelle. On a argué de cette irrationalité pour prétendre qu'il ne s'agissait que de tromper l'opinion à propos d'une réalité prévue de longue date : une réalité qu'aurait recouverte la vague formule de « la solution finale du problème juif » et qui aurait été l'extermination. Puisque le projet d'émigration des Juifs vers Madagascar se révélait plutôt irréalisable, ce n'était donc qu'un attrape-nigaud. C'est ce que pense H. Arendt. Eichmann lui-même, qui prenait à cœur ce projet, aurait donc été joué dans cette histoire. Selon H. Arendt, la solution définitive assimilée à l'extermination « était, aux yeux de Hitler, un des objectifs principaux de la guerre. De cette conspiration — si c'en était une — il était l'unique et solitaire conspirateur : jamais complot n'a requis un si petit nombre de comploteurs et un si grand nombre d'exécutants. La mise en œuvre de la solution définitive avait la priorité sur toutes les considérations d'ordre économique ou militaire ». Ainsi donc, d'une part, il n'est pas sûr qu'il y ait eu conspiration, mais, d'autre part, tout lui aurait été soumis. Selon Michael Musmanno, juge à Nuremberg et auteur de *Ten Days to Die* : « Eichmann parlait par la bouche de Himmler et de Heydrich. » « Ribbentrop lui avait dit que Hitler aurait été correct s'il n'était pas tombé sous l'influence d'Eichmann », rapporte H. Arendt qui, elle, renverse complètement ce point de vue pour faire d'Eichmann une « créature subordonnée si jamais il en fut ». Pour certains, Hitler n'était même au courant de rien ; pour d'autres, il n'y avait que lui qui était au courant de tout.

Ceux qui nous répètent, un traité de génétique à la main, que le racisme est une absurdité et particulièrement en ce qui concerne les Juifs, ne peuvent expliquer que par la « folie », « l'irrationalité meurtrière » du nazisme et le phénomène social du racisme, qu'ils ramènent à une perversion de l'esprit. Mais le racisme a aussi sa cause dans l'être social du groupe qui en est la victime, et il existe une correspondance courante entre une identité ethnique et une fonction sociale. Les Juifs ont joué en Occident un rôle similaire à celui des Chinois d'outre-mer en Asie du Sud-Est, à celui des Arabes en Afrique noire, qui leur vaut parfois aussi pogroms populaires et refoulement étatique. Minorité liée à l'échange et communauté transnationale, ils finissent par incarner la concurrence et l'étranger au sein des rapports marchands ou même ils incarnent l'étrangeté de ces rapports marchands.

Le sort des Juifs a été un des épisodes terribles d'une époque particulièrement terrible de l'histoire humaine : la Seconde Guerre mondiale. En rappeler le contexte,

ce n'est pas éluder la question, mais permettre de comprendre ce qui s'est passé. Rejeter la question comme secondaire serait aussi sérieux que de dire : « Les hommes sont exploités et ils souffrent, peu importe comment ; l'essentiel est qu'il faut supprimer cette exploitation et cette souffrance. » Un mouvement révolutionnaire ne peut éviter d'expliquer des faits qui sont aussi importants, à la fois en eux-mêmes et par la place qu'ils prennent dans l'idéologie.

Il y a des agresseurs et des agressés, des bourreaux et des victimes. On ne peut mettre sur le même plan les nazis et les Juifs, les colons américains et les amérindiens, l'Etat stalino-vietnamien et les réfugiés sino-vietnamiens qui sont ses victimes. Mais la compréhension ne peut s'arrêter à la distinction entre agresseur et agressé.

S'il n'y a plus de coupables face aux innocents, cela ne revient pas à innocenter n'importe quelle oppression ou racisme en attendant qu'un beau jour le système, miné par ses contradictions internes, veuille bien s'écrouler. Cela implique simplement de ne pas couvrir et enfermer la lutte dans une morale.

Quel est le premier effet de la mise en spectacle des horreurs nazies ? Celui de toute propagande de guerre : persuader tous ceux qui participent à des mécanismes bien concrets d'oppression que ce à quoi ils participent est négligeable au regard de ce qu'a déjà fait l'ennemi ; en la circonstance, l'ennemi mythique : les nazis. Que cela est négligeable et différent. L'ennemi, et c'est ce qui le transforme en un monstre et en un criminel, a fait cela sciemment et volontairement, tandis que tout un chacun, du dirigeant de la firme multinationale au dernier des chefaillons, lui, ne sait pas ce qu'il fait et, de toute façon, ne tient pas à le savoir, puisqu'il n'a pas le choix.

Eichmann déclarait à Jérusalem en guise d'excuse : « Celui qui est citoyen d'un bon gouvernement a de la chance, celui qui est citoyen d'un mauvais gouvernement n'en a pas. Je n'ai pas eu de chance. » Pauvre citoyen Eichmann et encore plus pauvres ceux qui étaient tombés sous la coupe de son administration ! Ce qui importe, ce n'est pas le constat que dressent des lieutenants-colonels ou des fonctionnaires du genre d'Eichmann, comme il y en a beaucoup de par le monde ; ce n'est pas le constat de « la banalité du mal ». C'est la critique de l'Etat, de tous les Etats, dictatoriaux ou démocratiques. En essayant d'élargir l'usage de leurs principes juridiques, les tribunaux de Nuremberg et de Jérusalem n'ont fait que mettre en contradiction ces principes avec eux-mêmes. Faut-il faire son devoir de citoyen, de fonctionnaire, ou bien, en suivant sa conscience, se refuser à participer à des crimes contre l'humanité ? La sphère du droit n'est pas une émanation de la conscience mais la projection du pouvoir d'Etat sur la vie sociale. Ce n'est pas la conscience universelle qui l'emporte mais les Etats les plus forts qui couvrent leur répression humanisée en invoquant les crimes des Etats plus faibles. Ce sont les Etats vainqueurs qui jugent les Etats vaincus. Le progrès de la civilisation et la généralisation des grandes phrases sur la dignité de la personne humaine, sur le respect de la vie et sur le « statut d'être humain » s'accompagnent d'un progrès dans l'horreur et du massacre des populations civiles. Ce double phénomène peut d'abord paraître incompréhensible, pourtant ce sont les mêmes raisons qui produisent ces deux sortes de progrès : l'atomisation des hommes et le développement des pouvoirs d'Etat.

Les « chambres à gaz »

Rassinier est d'abord connu ou plutôt attaqué pour avoir osé nier que des « chambres à gaz » aient été l'instrument d'un meurtre de masse. Il n'est pas question ici de reprendre l'ensemble de ses arguments et de vouloir régler définitivement la question. Comme tout un chacun, nous tenions pour un fait établi l'utilisation de « chambres à gaz » en vue d'un massacre aux proportions industrielles. Si contestataires et si méfiants que nous puissions être, l'idée que l'on ait pu organiser un bluff à pareille échelle et sur un sujet aussi macabre ne nous était pas venue spontanément. Pourtant, à la lecture de Rassinier, nous avons été fortement ébranlé. Et nous avons été encore plus ébranlés par le débat qui a eu lieu récemment dans la presse, ou plutôt par la façon dont on l'empêche d'avoir lieu.

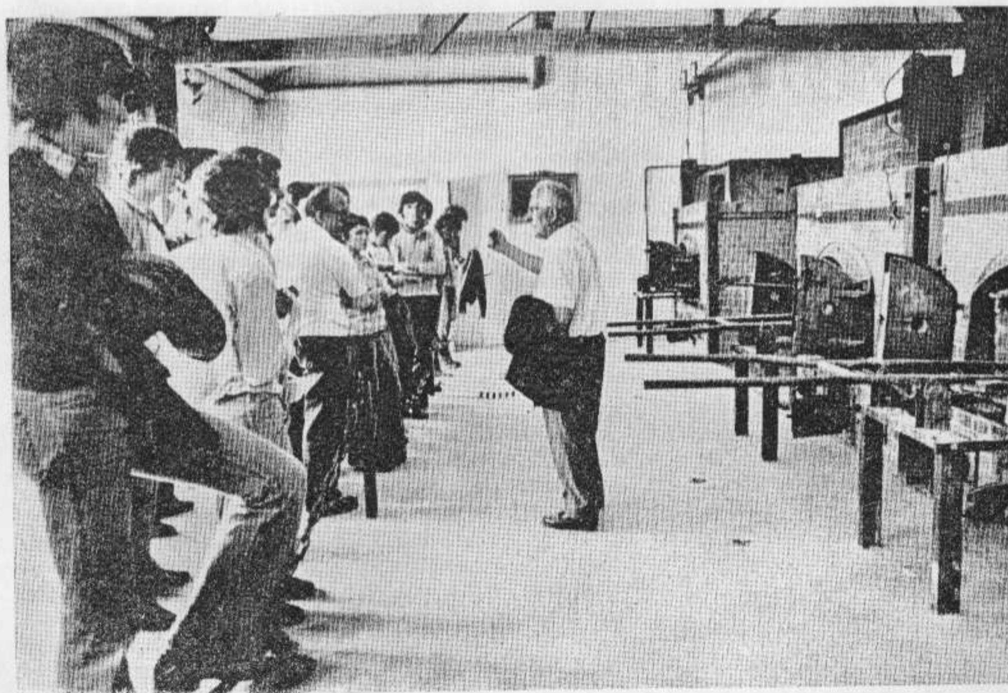
Qu'il soit bien clair ici que nous ne nous prenons pas pour des spécialistes et que nous n'entendons pas les concurrencer. Nous n'avons mené ni recherches démographiques ni études d'archives ni analyses techniques des procédés de gazage. Nous nous contentons délibérément d'une critique au second degré, celle de la littérature concentrationnaire et notre souci n'est pas de démontrer l'inexistence des « chambres à gaz », mais de voir comment s'est établie une vérité officielle et comment elle est défendue.

Rassinier et les autres auteurs « révisionnistes », dont certains sont d'extrême droite, ne viseraient, nous dit-on, qu'à innocenter les nazis et ils manqueraient de tout sérieux. Ce qui est vrai, c'est qu'on entrave la participation des « révisionnistes » au « débat » et que ceux qui occupent les mass media ne font que ressasser les mêmes arguments sans leur répondre vraiment. L'argument décisif des anti-«révisionnistes » est que les nazis ont tout fait pour dissimuler leur forfait.

Les ordres auraient été donnés de bouche à oreille et leur langage en aurait été déguisé. A partir de là, on peut affirmer que le terme de « solution finale » n'a jamais pu vouloir dire autre chose que « extermination totale », que le terme *Vergasungskeller*, qui apparaît dans une seule lettre entre l'administration d'Auschwitz et la firme Topf qui construisait les fours crématoires, ne pouvait désigner qu'une « chambre à gaz » — à la place de celui, plus normal, de *Gaskammer* —, et non la pièce en sous-sol alimentant en mélange gazeux le four crématoire. Cet argument prend d'ailleurs une tournure terroriste : « Ils ont truqué le langage et assassiné les enfants pour que la réalité de l'extermination ne soit ni sue ni vengée : ils n'ont pas tout à fait échoué. Himmler avait constitué un commando spécialement chargé d'effacer toute trace du génocide. Nos actuels falsificateurs sont, sans le savoir ou en le sachant, les héritiers directs de ces historiographes pervers du commando 1005. » (E. de Fontenay, in *Le Nouvel Observateur* du 12 février 1979.)

On joue sur le respect dû aux morts et aux souffrances des survivants. Et sur la peur de tous de se retrouver du côté des bourreaux. Pour ne pas couvrir des crimes, certains seraient même prêts à tuer. Le bon sens, qui nous dit par la bouche de Lénine que l'on ne peut pas tromper beaucoup de gens très longtemps, est-il prêt à reconnaître que, dans cette affaire des « chambres à gaz », il s'est peut-être abusé ? Ce serait « trop gros », se dit-il, et il se rendort dans les bras de la bonne ou de la mauvaise conscience...

Mais n'y a-t-il pas les témoignages des déportés et les aveux des bourreaux ? Beaucoup de gens ont effectivement « vu » des « chambres à gaz », même là où il est reconnu qu'il n'y en avait pas. En fait, ils en avaient surtout entendu parler. Les aveux ne sont pas suffisants en eux-mêmes. Les S.S. étaient vaincus, leurs illusions et leur cause s'étaient écroulées. Une menace d'exécution pesait sur eux et ils cherchaient à se disculper en invoquant des ordres introuvables et un projet qui les aurait complètement dépassés. La complaisance à l'égard de leurs interrogateurs



Visites de fours crématoires à Dachau

s'est dans plusieurs cas révélée payante. Il n'est pas besoin d'évoquer la torture, même si son utilisation paraît établie dans certains cas. La torture d'ailleurs ne suffit peut-être pas à venir à bout d'hommes qui croient encore en leur cause. Quand celle-ci s'est effondrée, des pressions physiques et morales minimes suffisent à anéantir ceux pour lesquels il ne reste plus que l'identification aux vainqueurs et l'instinct de conservation. Ce que l'on admet pour Boukharine peut valoir aussi pour Hoess, commandant d'Auschwitz, détenu dans une prison en Pologne, et qui a été exécuté en 1947.

Rassinier s'est appliqué à montrer que les documents sur lesquels repose la foi en l'existence des « chambres à gaz » et en leur fonction exterminatrice étaient suspects à cause de leur origine et aussi de leurs contradictions. Les contradictions les plus graves apparaissent entre leurs descriptions du « gazage » et les contingences techniques réelles d'une telle opération.

Les ouvrages de Rassinier sont difficilement accessibles, mais il n'est pas nécessaire de lire Rassinier pour avoir des doutes sur cette question. La lecture d'une page du *Monde* suffit à troubler alors même que son objectif est d'enlever les doutes à tout prix. Cette page du 21 février 1979, bien qu'elle ne cite pas le nom de Robert Faurisson, et cela pour lui enlever toute possibilité de réponse, est une réaction à sa lettre au *Monde* du 16 janvier 1979 dans laquelle il affirmait qu'il n'avait pas trouvé de preuves de l'existence des « chambres à gaz », mais « le silence, la gêne, l'hostilité et, pour terminer, les calomnies, les insultes, les coups » et que, s'il affirmait « que les "chambres à gaz" n'[avaient] pas existé, c'est que le difficile devoir d'être vrai [l'] oblige [ait] à le dire ». La page réponse du *Monde* comportait un article de Georges Wellers, une déclaration d'historiens (Philippe Ariès, Alain Besançon, Robert Bonnaud, Fernand Braudel, Pierre Chaunu, Monique Clavel-Levêque, Marc Ferro, François Furet, Yvon Garlan, Jacques Julliard, Ernest Labrousse, Jacques Le Goff, Emmanuel Le Roy Ladurie, Pierre Levêque, Nicole Loraux, Robert Mandrou, Claude Mossé, Roland Mousnier, Jacques Néré, Claude Nicolet, Valentin Nikiprowetzky, Evelyne Patlagean, Michelle Perrot, Léon Poliakov, Madeleine Rebérioux, Maxime Rodinson, Jean Rougé, Lilly Scherr, Pierre Sorlin, Lucette Valensi, Jean-Pierre Vernant, Paul Veyne, Pierre Vidal-Naquet, Edouard Will) et un avant-propos de Jean Planchais.

Ce dernier déclarait en préambule : « Il reste à savoir si une obstination maniaque a un rapport avec l'histoire. L'affaire des chambres à gaz est sur ce point exemplaire. Le terme était devenu synonyme de massacre collectif et organisé. Qu'il n'y ait pas eu de chambres à gaz dans tous les camps de concentration, même dans certains de ceux où on prétend les présenter aux pèlerins ou aux touristes, est un fait que reconnaissent les spécialistes et les témoins directs. En conclure que rien n'est arrivé, que tout ce qui a été dit, écrit, montré sur les chambres à gaz n'était que mensonges relève pour le moins de l'aberration. » Monsieur Jean Planchais, n'est-il pas d'abord aberrant que l'on ait pu construire des « chambres à gaz » là où on a reconnu ensuite qu'il n'y en avait pas ? N'est-il pas aberrant que, le sachant, on continue à les faire visiter aux touristes et qu'on ne les détruise pas ? Et cela ne mériterait-il pas une solennelle déclaration de nos éminents professeurs ? Jean Planchais confond une argumentation historique et une argumentation morale pour nous dire que la logique de la démarche « révisionniste » mène à la réhabilitation du nazisme, puis il s'inquiète : « ...il est des hommes, jeunes ou non, qui, en toute bonne foi, s'interrogent : n'ont-ils pas été victimes d'une immense duperie ? ».

Ces « hommes, jeunes ou non, qui... », s'ils sont des lecteurs tant soit peu attentifs, risquent fort d'être sidérés par l'appel des historiens et la conception de leur profession qu'ils révèlent, puisque leur conclusion est : « Il ne faut pas se demander comment, *techniquement*, un tel meurtre de masse a été possible. Il a été possible techniquement puisqu'il a eu lieu. Tel est le point de départ obligé de toute enquête historique sur ce sujet. Cette vérité, il nous appartenait de la rappeler simplement : il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de débat sur l'existence des chambres à gaz. » Ces historiens présentent ensuite « une courte bibliographie qui permet à tout lecteur honnête de se faire une idée juste de ce que fut l'extermination nazie et la société concentrationnaire qui s'est constituée sur ses marges ». Notre malhonnêteté et notre maniaquerie n'iront pas jusqu'à s'étonner de l'absence des œuvres de Rassinier dans cette bibliographie puisque nos défenseurs de la démocratie ont été clairs au moins sur un point : il n'y a pas de débat possible.

Beaucoup se sont lâchement inclinés devant le nazisme. Nos intellectuels seront donc prêts à faire preuve du courage le plus déterminé devant le nazisme devenu

danger imaginaire. Farouchement opposés au totalitarisme, les voici prêts à affirmer un principe que l'on croirait sorti de *1984* d'Orwell ou du *Meilleur des Mondes* d'Huxley. La vérité, c'est qu'il n'y a pas à chercher la vérité. Le devoir, c'est de maintenir le souvenir historique établi. Et, dans leur bonne conscience, les signataires, s'appuyant sur les pouvoirs d'Etat du monde entier, doivent, on l'imagine, s'identifier au Voltaire de l'affaire Callas ou au Zola de l'affaire Dreyfus !

Remarquons en passant l'absence de cette liste des spécialistes et des sommités de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, laissant ainsi la place à ceux de la civilisation grecque, du Moyen Age ou du monde arabe, pour soutenir Poliakov et Wellers. Une absence aussi remarquable se retrouve à l'intérieur même de l'immense littérature concentrationnaire qui évoque sans cesse « gazage » et « chambres à gaz », fait de ces « abattoirs humains » la pierre angulaire du système concentrationnaire nazi, et pourtant ne se préoccupe pas d'en étudier la fabrication et le fonctionnement. Une exception : celle d'Olga Wormser-Migot qui y consacre trois pages de sa volumineuse thèse sur *Le Système concentrationnaire nazi* pour remettre en question l'existence des « chambres à gaz » à Ravensbrück et Mathausen. Et si le nom de Wormser-Migot apparaît dans la bibliographie des historiens, sa thèse, elle, n'est pas évoquée.

Le courage des signataires aura peut-être été de citer dans le cours de leur manifeste un document qui est le rapport attribué au S.S. Gerstein et qui permet au « lecteur honnête » d'apprendre que : « Dans les chambres, la S.S. presse les hommes. "Bien remplir", le hauptmann Wirth a ordonné. Les hommes nus sont debout aux pieds des autres ; sept cents à huit cents à 25 m^2, à 45 m^3 ; les portes se ferment. » Autant de monde dans si peu d'espace c'est effectivement bien rempli et même impossible. On nous présente pourtant ce document comme indiscutable pour l'essentiel. Des lecteurs du *Monde* se sont étonnés. Poliakov et Vidal-Naquet leur répondent dans *Le Monde* du 8 mars 1979 : « Il est clair, en effet, que, dans une pièce de 25 m^2, on ne peut guère entasser, en tenant compte du nombre des enfants, plus de trois cents personnes. Cela signifie tout simplement que Gerstein s'est trompé soit sur les dimensions de la pièce, soit sur le nombre des victimes. Cette erreur s'explique aisément : la précision en matière de chiffres n'était pas la qualité prédominante de Gerstein, et il avait vécu dramatiquement sa visite à Belzec. » Les deux historiens doivent être encore eux-mêmes sous le coup de l'émotion pour considérer que l'on peut entasser trois cents personnes sur 25 m^2 ou, si l'on préfère, douze personnes par m^2. Et sans doute pour arriver à en faire entrer la moitié aurait-il fallu en fusiller beaucoup devant la « chambre à gaz ». Le S.S. Gerstein était paraît-il quand même ingénieur, et son récit aurait été écrit plusieurs années après sa visite à Belzec. Ardent chrétien, il serait entré dans la S.S. pour saboter de l'intérieur l'œuvre d'extermination. Fait prisonnier par les Français, l'ardent chrétien se serait finalement suicidé dans une prison militaire de Paris. Donc non seulement le contenu du rapport Gerstein est contradictoire, mais son origine reste mystérieuse. Voilà le document historique sur lequel nous nous sommes arrêtés, puisque c'est celui-là que les historiens ont choisi pour étayer leur déclaration. Ajoutons que le document Gerstein qui prouverait l'existence de l'extermination par les « chambres à gaz » pour plusieurs camps polonais n'a pas été utilisé au procès de Nuremberg.

Cela nous ramène à Rassinier et au *Monde*. Rassinier, quelques années auparavant, ayant écrit au *Monde* à propos de la non-reconnaissance à Nuremberg du document Gerstein, rapporte : « En date du 30 décembre 1963, M. Jacques Fauvet me répondit qu'en effet la déclaration de Gerstein n'avait pas été prise en considération mais qu'il "hésitait à prolonger la controverse". En somme, j'avais raison mais les lecteurs du *Monde* ne devaient pas le savoir. » (*Le Drame des Juifs européens*.) Toujours à propos de ce document, Rassinier accuse Poliakov d'en produire trois versions différentes dont aucune d'ailleurs « ne fait mention d'une évaluation qui figure à l'original et selon laquelle le nombre des victimes juives européennes "s'élève à 25 millions" » (*ibid*). Déjà en 1962, dans le *Véritable Procès Eichmann*, Rassinier écrivait : « Plus soucieux de la vraisemblance, M. Poliakov a corrigé le document (comme on a l'honneur de vous le dire !) : 93 m^2 de superficie, a-t-il évalué (*Bréviaire de la Haine*, p. 223, deuxième édition — je n'ai pas lu la première !) sans autres indications et c'était plus prudent. » Là il faut trancher : ou c'est Rassinier qui est un falsificateur, ou c'est Poliakov. Pourquoi donc *Le Droit de vivre* de décembre 1978 qui titre « Dénoncer les faussaires » et qui reproduit des dépositions, pas celles favorables à Rassinier, et le texte du jugement de 1964, ne cite-t-il pas

ce mensonge à propos de Poliakov ? Se pourrait-il que ce soit Poliakov qui soit le véritable faussaire ? Et alors, quel crédit lui accorder ? Et quel crédit accorder aux gens qui s'appuient sur lui (par exemple *Le Droit de vivre* et l'avocat d'Eichmann) ? Le document Gerstein est certainement l'un des plus douteux, surpassé peut-être par *Médecin à Auschwitz* du Dr Nyiszli Miklos. Quant aux autres documents que l'on produit, et notamment les mémoires de Hoess, *Le Commandant d'Auschwitz parle...*, ils sont contradictoires aussi et d'origine suspecte. Quand les spécialistes se réfèrent à des documents qui ne sont pas des aveux, alors il faut les traduire en langage « clair » pour les faire parler dans le sens convenable.

L'article de Wellers qui soutient la déclaration des historiens et qui tente de répondre de façon plus précise à l'« émule de Rassinier », en fait Faurisson, se réfère à Hoess et à Kremer, médecin S.S. à Auschwitz, dont il interprète le journal intime découvert en août 1945 par les Anglais. Kremer, dont il faut savoir déchiffrer le langage intentionnellement anodin, serait confirmé par les archives du camp. Le 18 octobre 1942, où selon Kremer il y a eu « la onzième action spéciale », un convoi de 1 710 personnes est parti de Hollande et seulement 116 ont été introduites dans le camp d'Auschwitz. La solution n'est pas inévitablement que 1 594 autres personnes sont passées à la « chambre à gaz » mais peut-être qu'on les a destinées à d'autres camps de travail ou de concentration. Pourquoi Kremer, dans un journal intime ayant peu de chance d'être connu, maquillerait-il la vérité, alors que l'administration nazie, elle, laisserait des preuves aussi énormes ? Peut-être que Faurisson, si on lui avait laissé le droit de réponse, aurait pu donner des indications sur ce convoi ? Ce serait Wellers alors qui passerait pour un romancier inspiré.

Wellers veut nous montrer que l'on pouvait bien tuer avec du *Zyklon B*, gaz toxique employé bien avant la guerre par l'armée allemande comme insecticide, et même il argumente techniquement : « Il est mille fois plus facile de fabriquer une chambre à gaz qu'un couteau ou un méchant pistolet. En effet, tous les candidats au suicide par le gaz de ville ferment les fenêtres et les portes de leur appartement, ouvrent le robinet du gaz et meurent dans une "chambre à gaz" improvisée en une minute. » Quelle évidence ! Mais c'est peut-être autre chose que de se gazer en dilettante et de gazer un grand nombre de personnes par fournées régulières et en temps limité, la chambre à gaz fournissant l'instrument rationnel et industriel d'un meurtre de masse. La question n'est pas de savoir si l'on peut gazer ou non, mais si les documents qui parlent de gazages en parlent de façon crédible. Est-ce que l'on peut tuer en tant de temps avec de l'oxyde de carbone ? Est-ce que l'on peut rentrer et travailler aussi peu de temps après sans masque à gaz et en mangeant dans un local cyanuré ? Les délais peuvent-ils être des quarts d'heure ou des demi-heures ? Avec son histoire de « chambre à gaz » que l'on peut fabriquer sinon utiliser en une minute, Wellers ne cherche qu'à frapper par une fausse évidence et à faire diversion.

Georges Wellers est, par ailleurs, l'auteur d'un long article critique de l'œuvre de Rassinier : « "La solution finale" et la mythomanie néo-nazie » paru dans *Le Monde juif* (avril-juin 1977). Plus consistant que celui du *Monde*, ce texte a pourtant pour objet de *discréditer* Rassinier plutôt que de répondre sérieusement à ses objections de fond, et en particulier à la question technique qu'il évite. Il ne nous a pas convaincu mais nous y renvoyons le lecteur qui voudrait légitimement connaître le point de vue anti-Rassinier.

Le Monde consacre à nouveau une page entière à cette question le 8 mars 1979 avec un article de François Delpech : « La Vérité sur la solution finale ». C'est un rapide et bon résumé des positions anti-« révisionnistes », visant à établir que : « 1) Les grands chefs nazis ont ordonné et organisé l'holocauste en 1941. 2) Près de six millions de Juifs ont péri dans la catastrophe. 3) L'existence et l'utilisation massive des chambres à gaz ne sont absolument pas niables. » Mais cela ne sape pas les positions des « révisionnistes ». Delpech leur reproche d'utiliser « une vieille méthode polémique dont l'efficacité n'est plus à démontrer : *l'hypercritique* » et d'évoquer « un collègue qui tirait argument des différences entre les sources françaises, anglaises et allemandes pour nier l'existence de Jeanne d'Arc et de Napoléon ». Delpech s'exclame : « Croit-on vraiment que les nazis étaient incapables de tuer ? » Qui prétend, Monsieur Delpech, que les nazis étaient incapables de tuer ? Nous ne prétendons même pas qu'ils n'aient pas été capables de massacrer avec des « chambres à gaz ». Et même certainement beaucoup d'autres en seraient capables. Seulement il s'agit

de savoir s'ils l'ont fait. Et si jamais ils l'ont fait, à quelle échelle ?

Il y a une complicité de la lâcheté et ce n'est pas la peine de s'étendre sur ce que l'on peut penser et sur la confiance que l'on peut accorder à ces intellectuels distingués qui sont prêts à mettre en cause des adversaires et à soutenir des opinions en acceptant qu'il n'y ait pas de réponse possible. Mais il serait abusif d'en déduire que nous avons affaire à un mensonge historique consciemment construit, à un de ces complots qui n'auraient requis qu'un petit nombre de comploteurs et un grand nombre d'exécutants. Les contradictions et les invraisemblances qu'il y a dans la plupart des documents de base et les divergences de méthode et de position entre les spécialistes suffisent à le montrer.

La rumeur des « chambres à gaz » se développe à l'intérieur des camps de concentration. Elle s'explique, notamment par la mortalité extraordinairement élevée qui règne, par les transferts fréquents de camp à camp, par la pratique des *Selektion* qui avaient pour objectif de séparer les inaptes au travail de la masse des détenus et par la confusion entre crématoires et « chambres à gaz ». Des témoignages de détenus montrent que, croyant être gazés parce que l'on avait changé le lieu des douches ou parce qu'ils étaient contraints d'aller à l'infirmerie, il n'en était finalement rien. A quoi s'oppose évidemment l'argument choc que ceux qui auraient effectivement été gazés ne sont plus là pour le raconter. Cette rumeur a été systématisée après la guerre, notamment parce qu'elle permettait aux membres de la *H.-Führung* de se disculper et d'occulter son rôle.

Mais la fonction idéologique des « chambres à gaz » dépasse de loin les intérêts particuliers de certains. Et c'est là qu'il n'est pas inutile de quitter le terrain mesquin de la recherche historique pour s'élever avec Jean Daniel au plan de la philosophie politique.

Selon le directeur du *Nouvel Observateur* dans son éditorial du 6 novembre 1978, « L'Oubli interdit » : « La campagne a commencé dans les années 1950, avec le livre minutieux de Paul Rassinier, un parlementaire français, de formation socialiste, et qui a fait lui-même — mais oui ! — un court séjour dans un camp. » La manière de J. Daniel ne s'embarrasse pas de minutie. Elle est plutôt lyrique. Et J. Daniel ne se soucie pas de réfuter Rassinier. Il lui suffit de dénoncer les « croisés du racisme » qui utilisent les argumentations de Rassinier. D'ailleurs Rassinier est difficilement réfutable puisque les nazis, et c'est ce qui fait toute l'horreur de la chose, auraient réussi à commettre un crime parfait : « Rêve démoniaque s'il en fût, conçu par un Lucifer technocrate dans la plus hautement scientiste des hystéries. Le regroupement des damnés, leur acheminement, l'organisation des camps, la sélection pour l'extermination : rien n'est laissé à l'improvisation. Rien ne laissera de trace : c'est l'infernal processus du crime parfait. Sa spécificité, c'est sa perfection ; son essence, sa radicalité ; son horreur magique, son aptitude à évoquer le néant et l'infini. Les racistes ont toutes les raisons de craindre d'en être accusés. C'est un acte sans précédent, né de rien et qui ne va nulle part. »

Mais, à en croire J. Daniel, nous avons eu de la chance, car la France s'est ressaisie pour son salut : « Il y a eu dans le mystérieux inconscient collectif, comme l'obscur sentiment qu'il suffisait que s'écroule la croyance au génocide pour qu'aussitôt reparût, libéré et torrentiel, non seulement l'antisémitisme mais ce racisme latent, dont peuvent être victimes toutes les minorités, ce racisme qui plonge l'esprit dans les ténèbres avec l'irrépressible mouvement de la marée noire sur l'océan. » Le poète, ou mieux l'albatros, les ailes encore pleines de goudron, par un audacieux renversement transforme une pollution à la surface des mass media en un sursaut venu des profondeurs de l'être social.

Un journaliste en mal de copie et de célébrité a été interviewer, le micro et l'appareil-photo dissimulés, une vieille crasse qui avait plus ou moins réussi à se faire oublier. Toute la presse s'empare de l'affaire avec le prétexte de discuter sur l'utilité ou la nocivité pédagogique de la publicité faite au racisme de Darquier de Pellepoix, préférant évidemment s'alimenter des propos d'un Darquier que de devoir discuter sérieusement des positions d'un Rassinier. Mais de toute façon, on ne voit pas très bien dans toute cette banalité où peut se trouver le mystérieux inconscient collectif.

L'inversion de Jean Daniel en soutient une autre qu'il reprend à un volatile de son espèce, Louis Martin-Chauffier, cité par l'archevêque de Marseille dans son homélie de la Toussaint — peut-être pour faire oublier les silences du Vatican à l'égard du nazisme. Martin-Chauffier, nous dit l'archevêque, est l'« auteur de l'une des plus belles méditations sur la déportation : "On ne doit pas répondre à la violence par la haine. Mais l'oubli

serait démission. L'oubli est interdit. On ne saurait oublier tout ce qui s'est commis, sous peine de voir se recommencer tout ce qui aura été oublié". »

A la compréhension des conditions économiques et sociales qui engendrent la destruction d'êtres humains avec une telle ampleur, on oppose le mythe d'un plan conscient et démoniaque. A la lutte contre ces conditions économiques et sociales, on oppose la nécessité de se souvenir. Il suffirait qu'on oublie pour que tout recommence. L'inconscient collectif, alias les mass media, se feront donc les gardiens de ce cauchemar. Voilà légitimé un spectacle de l'horreur qui, loin de prémunir contre quoi que ce soit, ne fait que banaliser l'atrocité et donner au public le sentiment de l'impossibilité d'intervenir. C'est du passé ou c'est trop loin, de toute façon cela se passe derrière l'écran de télévision. Mais cela n'est pas simplement passivité et distance, il y a aussi une complaisance et une fascination pour l'horreur qui ne manquent pas de se trouver de bonnes raisons.

C'est que l'horreur n'existe pas seulement à la périphérie de notre monde et derrière les barbelés où on la concentre, elle suinte de notre mode de vie sous les images de la tranquillité heureuse pour parfois surgir sous la forme du crime, de l'accident bête ou de comportements pathologiques. Et cette horreur confusément ressentie, il faut la cerner, lui donner un sens, en faire un spectacle pour tenter de la maîtriser. Renvoyer à une pulsion de mort, expression fondamentale de l'inconscient collectif ou individuel, ne fait que cacher comment ce mode de production précis fait effectivement peser sur les hommes une permanente menace de destruction. Et nous ne parlons même pas de l'armement nucléaire ou de toute autre menace plus limitée et réelle de mort mais du sentiment diffus qui habite les hommes coupés de la communauté humaine et réduits à une insertion sociale précaire (le couple, l'entreprise) de risquer d'être et en fait d'être toujours plus ou moins *en trop*. La crise accentue l'insécurité économique et affective. On cherche à se débarrasser de ceux supposés prendre les places et à concentrer le rejet de la destruction sur des boucs émissaires.

Si malheureusement une situation semblable à celle de l'Allemagne, qui s'est retrouvée au paroxysme de la crise avec sept millions de chômeurs, se reproduisait sans qu'il y ait de possibilité d'abattre les rapports de production capitalistes, il y a toutes les chances qu'un fort racisme et même un racisme d'Etat renaîtrait. Il y a aussi toutes les chances que, pour la plupart, les intellectuels antinazis d'aujourd'hui seraient prêts à lui chercher et à lui trouver des justifications.

L'antisémitisme hitlérien est et doit être présenté comme un fait unique dans l'histoire, puis servir à faire oublier et surtout mystifier la nature de toutes les horreurs que notre monde produit. On évoque les conditions particulières qui ont présidé à l'avènement du nazisme, mais c'est pour mieux s'en dégager et atteindre à l'universel. Raymond Aron dit (*France-Soir*, journal de l'ex-antisémite Hersant, du 15 février 1979) : « Si on veut éviter la banalisation, il faut insister sur le fait que le nazisme a représenté d'unique. Il a été le seul à concevoir, sur la décision de quelques personnes, l'extermination d'une population entière. Peut-être Staline a-t-il sacrifié encore plus de gens. Mais c'est depuis les exterminations hitlériennes que nous avons peur des hommes. Que cette chose ait été possible, nous en sommes tous encore terrifiés. C'est pourquoi, plutôt que de parler de banalisation, il faut dire que, dans une certaine mesure, nous avons tous participé à cela. »

Avec Jean Daniel, nous avons appris que cette extermination avait quelque chose de satanique. Raymond Aron nous dit que, depuis que cela s'est passé, nous avons peur des hommes et que chacun de nous y a participé. Satan est à l'intérieur de chacun d'entre nous : c'est le retour du péché originel.

*
* *

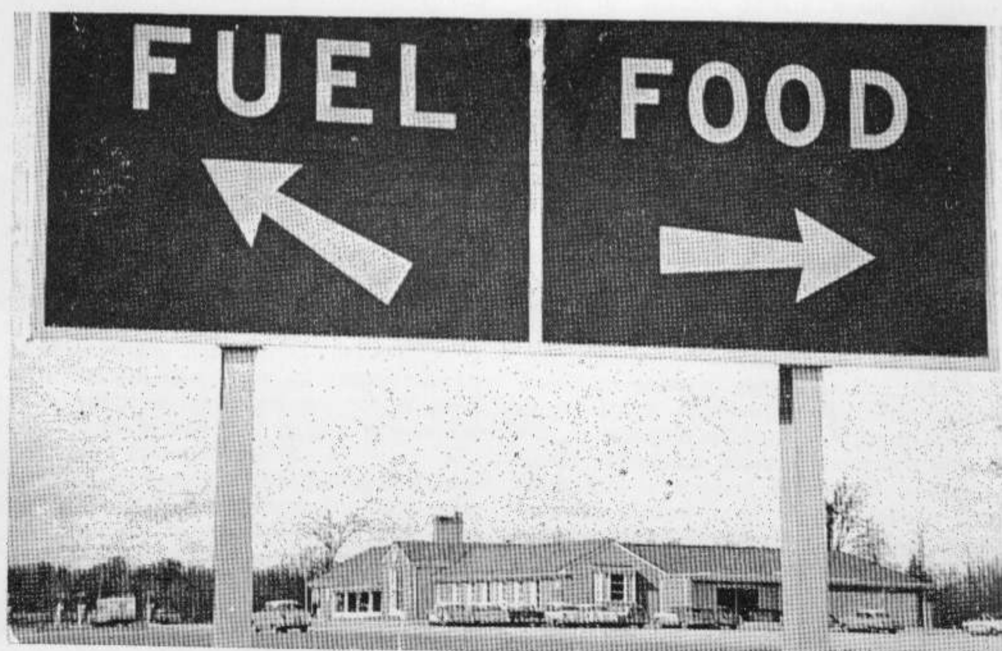
L'histoire est elle-même historiquement produite. L'image que l'on se fait du passé est le résultat de la sélection et de l'interprétation des faits, suivant la nature des forces qui se sont affrontées et suivant les rapports de forces qui se sont successivement établis. Ainsi, en France, l'histoire scolaire met en scène, de Vercingétorix à de Gaulle, l'affirmation du fait national en effaçant la lutte de classe. Le conformisme général considère qu'aujourd'hui la science historique a décisivement rompu avec toute légende des origines pour constituer un enchaînement chronologique de faits établis. Mais si la reconstitution du passé prend une allure scientifique, elle s'opère aussi plus que jamais sous l'égide de l'Etat.

La vision projetée de la Seconde Guerre mondiale et de l'univers concentrationnaire, avec toute la force que lui assure les mass media, est là pour légitimer le présent, comme ce présent du capital tend aussi à se légitimer immédiatement par la représentation qu'il impose sans cesse de lui-même à travers les mécanismes de production de l'actualité. Cette vision est d'ailleurs susceptible d'évoluer. Le capital cède à la vérité quand il n'a plus besoin de tel mensonge particulier. Une révélation qui vaut de graves ennuis aujourd'hui à ses « auteurs » sera approuvée chez d'autres, ou à titre posthume quand les temps seront mûrs. Mais le problème pour la théorie révolutionnaire n'est pas seulement de dénoncer tel ou tel mensonge particulier, mais de démonter les mécanismes qui assurent la production et la reproduction de l'idéologie et de ses délires.

Crise économique et mystification politique

Les nécessités économiques, c'est-à-dire les nécessités capitalistes et non des lois éternelles, se soumettent l'ensemble de la vie sociale et nos existences particulières de producteurs / consommateurs. Expression aliénée du mouvement de l'humanité, elles sont en opposition à nos capacités et besoins d'êtres humains.

La crise économique porte au grand jour les contradictions que le capital recèle en son sein. Le salariat sépare les hommes de leurs moyens de production. Il provoque sans cesse un énorme gâchis de ressources productives. Avec la crise cette séparation prend la forme ouverte du chômage : des producteurs sont rejetés de la production, rendus inutiles socialement et menacés dans leurs moyens d'existence. Des installations industrielles encore en état de fonctionner et parfois même à la pointe de la technique sont déclarées non rentables et mises au rancart. Le droit au travail, c'est-à-dire le droit de se faire exploiter, ne peut même plus être assuré. Ainsi le capital n'entre pas seulement en opposition avec les besoins humains mais aussi avec sa propre rationalité. C'est là qu'intervient la politique. Alors que la crise économique manifeste son impuissance et ridiculise ses creuses prétentions à gérer le phénomène économique, la politique pro-



fite de la crise pour se mettre en avant. Elle ne veut pas abolir le capital mais prétend le faire marcher rationnellement et conforme aux besoins humains. Elle s'occupe de mystifier les origines et les issues de la crise.

La crise n'est pas seulement pour les prolétaires, en réaction à la dégradation de leurs conditions d'existence et à la montée du chômage, l'occasion de revendiquer *contre* la réalité capitaliste mais *selon* l'idéologie, la rationalité capitaliste, pour le droit au travail, le droit à la consommation, le droit à la sécurité. L'approfondissement de la crise, la manifestation de l'impasse où se trouve cette société d'exploitation fournit au prolétariat l'occasion de s'unir, de renouer avec ses perspectives historiques de classe, d'utiliser la force que lui confère sa fonction dans la production pour liquider cette société d'exploitation et instaurer un monde sans argent, sans Etat et sans classes.

Une cécité congénitale empêche la classe dirigeante et ses politiciens de reconnaître que le prolétariat est porteur d'une nouvelle société et non un simple rouage de *leur* société. Mais ils éprouvent aussi de façon confuse que le prolétariat est leur véritable ennemi historique, même s'ils s'arrangent en permanence pour ne pas reconnaître ouvertement et nommer cet ennemi et préfèrent s'en attribuer de faux et dérisoires : les terroristes, l'Internationale nazie, le totalitarisme, les producteurs de pétrole, les sioux, les martiens. La crise réduit leur marge de manœuvre, accentue et révèle la fragilité de l'équilibre économique et social. Comment entraver et briser la lutte du prolétariat et surtout empêcher que la classe déborde ses représentants officiels et passe de la résistance économique à l'assaut contre le système ?

Les révolutionnaires prônent l'abolition du salariat. Mais ils n'ont aucun mépris pour la lutte salariale, non seulement parce qu'il faut bien survivre en attendant la révolution, mais parce que déjà dans cette lutte limitée se manifeste l'antagonisme du prolétariat au système qui vit de l'extorcation du surtravail, de la plus-value. Simplement et contrairement à la démagogie réformiste qui veut faire croire que l'on peut concilier indéfiniment l'augmentation des salaires au détriment des profits et de la bonne marche de l'économie, ils montrent qu'en se battant pour le maintien ou l'augmentation de ses revenus le prolétariat accentue les difficultés économiques. Parfois, comme à la suite de mai 68, des augmentations de salaire peuvent, en élargissant la demande des biens de consommation, activer la croissance. Mais quand les choses vont mal, que les augmentations de productivité ne sont plus suffisantes pour qu'augmente la valeur ajoutée, l'augmentation des salaires ne peut avoir que l'effet contraire en réduisant les possibilités d'investissement. Cette vérité n'entraîne pas qu'il faille limiter ses appétits au nom de l'avenir et de l'intérêt général, mais au contraire qu'il faut mettre bas le système du salariat si l'on ne veut pas être entraîné soi-même dans la dégradation de la situation économique.

Le capitalisme a survécu à bien des crises et à bien des conflits. On avait cru voir dans la récession économique mondiale de 1929 cette crise finale qui devait emporter le malade. Le système semblait avoir atteint un point où il ne pouvait plus se remettre. Les forces productives stagnaient. Pourtant cette crise, par défaut d'intervention du prolétariat, n'a pas mené à la révolution mais à la Seconde Guerre mondiale. Et, contrairement à ce qui s'était passé à la suite du conflit de 1914-18, la paix est revenue sous l'égide des démocraties et avec la manne économique américaine ou avec l'occupation de l'armée soviétique, sans que le Vieux-Monde n'ait à soutenir de sérieux combats avec le prolétariat. Celui-ci semble participer de bon cœur à la reconstruction. Le capitalisme montre, en généralisant l'organisation scientifique du travail, en développant la consommation de masse, en accentuant malgré la décolonisation sa mainmise sur les ressources du tiers monde, que la crise de 1929 n'avait été qu'un difficile moment d'adaptation. D'où une euphorie idéologique qui lui permet de se raconter que la classe ouvrière ne saurait plus jamais être révolutionnaire, que d'ailleurs elle est en train de se fondre dans les classes moyennes et que le capitalisme est enfin capable de maîtriser ses contradictions et d'assurer le plein emploi. Il a l'éternité devant lui.

Cette belle confiance a été démontée par le retour des difficultés économiques à la fin des années 60 aux U.S.A., par la crise du système monétaire international et surtout par la brutale récession de 1974. L'origine de la crise se trouverait dans la hausse subite du prix du pétrole. En fait la hausse du prix du pétrole n'a fait que précipiter la récession et ce n'est pas elle qui est à l'origine de la crise mondiale. Cette explication commode a pourtant une part de vérité. Pour des raisons politiques et écologiques la baisse du

prix des matières premières qui avait soutenu l'expansion économique d'après-guerre va céder la place à leur renchérissement.

La crise *se manifeste* par une surproduction de marchandises ou, si l'on veut, par une faiblesse de la demande. D'où l'idée qu'il suffit de trouver de nouveaux marchés ou de développer la consommation populaire pour en sortir. Mais la *cause* de la crise est une insuffisance de plus-value extorquée relativement au capital accumulé. Le capital n'arrive pas à exploiter suffisamment les prolétaires, à faire baisser le prix de la force de travail.



C'est toute l'organisation de la production et de la vie capitaliste telle qu'elle a pu se mettre en place à la suite de la crise de 1929 et de la Seconde Guerre mondiale qui est en cause. Le cadre même qui a permis au capital de s'accorder une nouvelle jeunesse vient entraver la mutation qui lui est devenue nécessaire. Pour s'en sortir il lui faudrait accomplir une mutation formidable lui permettant à la fois d'augmenter l'exploitation du prolératiat et d'intégrer le prolétariat sur une base nouvelle.

Le capitalisme ne vas pas avouer qu'il se trouve dans une impasse et admettre sa faillite. Tout au contraire il va cacher la nature de la crise, fera tout pour s'en sortir et répétera ses tentatives jusqu'à ce qu'il trouve en face de lui la révolution prolétarienne. Déjà on nous dit que ce qu'on appelle crise n'est qu'une mutation qui s'accomplit sous nos yeux et pour notre plus grand bien à tous. Le tiers monde va pouvoir s'industrialiser et les pays industrialisés, par la grâce d'une nouvelle croissance, vont s'avancer vers les rivages fabuleux et reposants de la société post-industrielle.

Le chômage augmente ? C'est que grâce au progrès technique les machines viennent au secours des hommes. Ce qui peut sembler désagréable à première vue se révèlera finalement un bien. Le développement de l'automation va réduire le travail disponible et alors il n'y aura plus pour le gouvernement, le patronat et les syndicats qu'à s'entendre pour le répartir équitablement. Et du travail, il en restera bien quand même un peu puisque de nouveaux marchés s'ouvrent, et en particulier l'immense et surpeuplé Empire du Milieu.

Le remplacement de l'homme par la machine est une constante du développement capitaliste. Ce qui caractérise la période, ce n'est pas ce que les machines ont soudain tendance à s'occuper toutes seules d'elles-mêmes, c'est que le capital ne dégage pas assez de profit pour continuer à investir suffisamment et à réembaucher d'un côté les travailleurs qu'il licencie de l'autre. Malgré le progrès technique en période d'expansion, le travail disponible croît. Et si aujourd'hui il décroît, c'est parce que les machines ne permettent pas des gains de productivité suffisants. L'ouverture d'un marché ne dépend pas de la découverte de masses d'hommes et de leurs besoins en produits manufacturés, mais de la production d'une demande solvable : ce n'est pas des gens qu'il faut en face mais de l'argent. Le développement actuel de certains pays du tiers monde correspond à l'utilisation d'une main-d'œuvre à bon marché. Les entreprises paient au Brésil et en Corée du Sud des salaires jusqu'à dix fois moins importants qu'aux Etats-Unis et en Europe occidentale. A partir de là, les prix de certains produits peuvent concurrencer dangereusement ceux des productions occidentales : une paire de chaussure sera produite à Taiwan au prix de 3 F contre 22 F dans la C.E.E.

La crise de 1929 est arrivée après une défaite du prolétariat et à la suite d'années où s'était opéré un tassement des salaires. La présente crise survient après une remontée de la combativité ouvrière et même une évolution du partage profit/salaire à l'avantage de ce dernier, bien

qu'il reste faux de croire que la crise ait été provoquée par une excessive montée des salaires.

Pour faire baisser la part des salaires le système emploie des moyens détournés. Nous avons vu qu'il investit dans certains pays sous-développés et aussi dans les pays de l'Est, parce qu'il trouve dans les premiers de bas salaires et des régimes autoritaires qui écrasent le prolétariat et dans les seconds une armée « rouge » qui assure la stabilité politique. L'inflation galopante reste le premier moyen pour les entreprises de renflouer leur trésorerie au détriment des consommateurs, c'est-à-dire aussi des salariés. L'inflation provoque la hausse des marchandises, donc la baisse des salaires réels, et aussi une dévaluation de l'épargne. Dévaluation qui est loin d'être négligeable : le volume de ce qui est volé sur les dépôts des épargnants va jusqu'à atteindre une somme comparable à celle de l'impôt sur le revenu. Le contribuable paie aussi les aides aux entreprises en difficulté.

Puisque le capital n'a pas encore les moyens de refaire partir l'accumulation et l'exploitation sur des bases nouvelles, il lui faut réduire le niveau de vie des masses. Dans quelle mesure arrivera-t-il, de reprise en récession à faire baisser les salaires ? Le milieu d'existence capitaliste des travailleurs occidentaux est certainement la principale entrave à une baisse massive des salaires. Il n'est pas possible de vivre sans consommer beaucoup, contrairement à ce qui peut être le cas pour des ouvriers du tiers monde, continuant à vivre en symbiose avec l'économie rurale. Il importe de comprendre cette nécessité, qui peut emprunter des voies différentes, pour le capital. La seule façon pour la classe ouvrière de ne pas voir se dégrader gravement ses conditions d'existence est de prendre l'offensive, sans se laisser tromper par la politique.

La politique n'est pas extérieure aux rapports de classes. Et elle traduit des intérêts contradictoires. Mais fondamentalement *toutes* les politiques, de droite comme de gauche, et parce qu'elles prétendent, même pour en sortir dans dix mille ans, gérer le système du salariat et donc se plier à ses lois, auront ce but commun de réduire la part des salaires pour renflouer celle des profits dans le cadre de l'association capital-travail. Il reste à savoir qui peut le mieux dorer la pilule aux travailleurs, opérer en douceur, répartir la pénurie entre les différentes catégories de salariés. Ceux qui affirment, parce qu'ils ne peuvent accéder au pouvoir qu'en s'appuyant sur le prolétariat, que le défaut est une faiblesse de la consommation, une fois qu'ils seront installés sur le perchoir se feront vite à l'idée qu'il faut réduire cette consommation. Trop d'exigence salariale de la part de certains provoquerait le chômage des autres. Et puis eux participant à sa gestion le capitalisme aura alors changé d'essence. Ce qui était revendication légitime des travailleurs deviendra sabotage de l'avancée vers le socialisme.

Dans la Grande-Bretagne gouvernée par les travaillistes nous avons assisté ces dernières années à une baisse notable des salaires réels du fait de la hausse des prix. Mais cela a entraîné des mouvements de grève pour rattrapage. Voilà le redémarrage économique qui s'amorçait, de nouveau menacé. Le gouvernement change, le problème reste.

En Suède, durant des décennies, la social-démocratie au pouvoir s'est gardée de nationaliser. Les conservateurs remportent les élections et, du fait de la crise, déclenchent une vague de nationalisations. Evidemment ils ne font pas plus pour cela du socialisme que leurs adversaires, mais montrent clairement ce que valent aujourd'hui les oppositions entre une droite et une gauche qui prétendent chacune mieux gérer que l'autre l'économie, et sont effectivement prêts à profiter de la conjoncture pour se précipiter au pouvoir et gérer sa faillite.

La crise de 1929 a pris une allure catastrophique du fait des mesures protectionnistes prises par les Etats pour se protéger de la concurrence. De 1927 à 1937 le commerce international a baissé de 30 %. L'économie mondiale est actuellement encore bien plus intégrée qu'en 1929. Les Etats savent qu'un effondrement du commerce international aurait des effets considérables. Cela ne veut pourtant pas dire qu'ils ne seront pas finalement contraints de recourir à ces mesures pour protéger le capital national et enrayer montée du chômage et radicalisation des mouvements sociaux. On ne peut en mesurer exactement l'ampleur mais il est prévisible que des mesures protectionnistes importantes seront prises face à l'exacerbation de la concurrence.

Il y a une contradiction entre la prodigieuse intégration du système économique international, que la crise a jusqu'à présent accentuée, et l'absence d'unité politique et financière mondiale. Du point de vue de l'intérêt général et de la survie du système capitaliste, il conviendrait que chaque pays s'adapte à la division mon-

diale du travail et que soit évité à tout prix le repli sur les économies nationales. Mais le capital ne serait plus le capital s'il n'était pas composé de forces économiques inégales et d'intérêts contradictoires, s'il pouvait réconcilier tout le monde et évacuer la lutte de classe. Certains économistes « réalistes » rêvent d'un capitalisme rationnel et désincarné, qui saurait à la fois faire des opérations chirurgicales dans le « tissu social » et réussir à intégrer les travailleurs, en les faisant profiter des retombées sociales d'une expansion préservée ; mais cela n'est qu'une chimère. Christian Stoffaes, qui sympathise à la fois avec Barre et Rocard, rêve d'un compromis historique à la française pour se placer en position forte sur le marché mondial. Il veut « un *Etat fort*, capable d'imposer ses arbitrages aux égoïsmes et notamment de résister aux pressions du court terme, qui réunissent souvent dans une coalition impressionnante, les syndicats, les patrons, les élus locaux, le préfet et l'évêque à la moindre difficulté que connaît le tissu industriel local... A la limite le caractère irréductible de l'option des frontières ouvertes et du maintien de la pression extérieure devrait se trouver inscrit dans la Constitution ». Ainsi il voudrait que le pouvoir politique gouverne le tissu industriel sans même en dépendre électoralement et un Etat fort qui renoncerait à ses propres frontières. Cela ne l'empêche pas d'être en plus un ultra-démocrate : « Il ne semble pas d'ailleurs se manifester de demande spontanée des travailleurs pour une meilleure participation dans l'entreprise... Mais en 1789 non plus la majorité des Français ne demandait pas la démocratie : c'est une poignée d'agitateurs qui a accompli la révolution. » Comme quoi lorsque l'on veut être à la fois technocrate et agitateur, on s'embrouille vite les pédales. Notre auteur dans *La Grande Menace industrielle* (Calmann-Lévy, 1978) cite le rapport de lord Bullock pour les autorités anglaises, qui correspond au rapport Sudreau en France. L'aristocrate note que l'« on s'étonnera autant, dans un siècle, de la difficulté qu'aura mise à accoucher la démocratie industrielle autant qu'on s'étonne aujourd'hui de la longueur du processus d'instauration, au XIX[e] siècle de la démocratie politique ». La démocratie politique s'est développée pour atténuer et masquer l'exacerbation des contradictions sociales suscitées par le développement de l'industrie au XIX[e] siècle. Et l'on peut déjà s'étonner que ces technocrates, dans leur délire, puissent penser résorber les contradictions sociales en enflant la sphère démocratique, au point de lui faire englober toute la société.

D'un côté, il y a les grandes firmes qui se sont développées en fonction du marché mondial et constituent l'élément dynamique du capitalisme. Elles sont pour l'ouverture des frontières. De l'autre, il y a la petite et moyenne bourgeoisie, et de larges couches salariées. Des masses de fonctionnaires, de producteurs et de capitalistes ne sont pas prêts à se retirer gentiment du jeu pour se retrouver sur la paille parce que leur secteur est retardataire. Cela se répercute au niveau des forces politiques sans pour autant recouper la division gauche/droite. Giscard et Barre représentent les intérêts du capital le plus moderne, tandis que le P.C.F. s'érige en défenseur des intérêts de la petite bourgeoisie et des travailleurs. Ce qui recèle d'ailleurs quelques contradictions : une élévation notable du S.M.I.C. pénalise d'abord les petites entreprises. Les néo-gaullistes sont liés eux-mêmes à la bourgeoisie et aux classes moyennes nationalistes. Le Parti socialiste craint plutôt un repli nationaliste qui affaiblirait le dynamisme de l'économie et le diminuerait lui-même au profit du P.C.

L'échec de la gauche en 1978, du fait de sa désunion et alors que le pouvoir était à portée de main, illustre l'impuissance du réformisme. Poussé vers le pouvoir par la crise, celle-ci réduit aussi sa marge de manœuvre. La droite se révèle incapable de créer un consensus suffisant. La gauche se flatte de pouvoir établir ce consensus. Mais elle risque plutôt d'enflammer des espoirs dans la classe ouvrière qu'elle ne pourra pas éteindre avec

Dans une entreprise textile de Roanne

LES SYNDICATS ACCEPTENT UNE RÉDUCTION DE TOUS LES SALAIRES

(De notre correspondant.)

Saint-Etienne. — **Les délégués C.G.T. (ouvriers et cadres), C.F.D.T. et F.O. du comité d'entreprise des Ateliers roannais de constructions textiles (A.R.C.T.) viennent d'accepter non seulement que leurs salaires soient bloqués pendant un an — jusqu'au 31 mars 1980, — mais encore qu'ils soient réduits de 15 % à 3 % ou 4 % selon les échelles hiérarchiques.**

Les A.R.C.T., qui emploient quelque mille cent salariés, connaissent depuis longtemps de graves difficultés financières et les échéances du 10 avril des fournisseurs doivent être honorées par le comité interministériel d'aménagement aux structures industrielles (CIASI).

Le Monde, 11 avril 1979

de timides réformes et qui se réaliseront contre elle, par une détérioration de la situation économique qui lui fera perdre le pouvoir ou par une révolution prolétarienne qui la balaiera. L'impuissance de la gauche désespère les gauchistes : ils voudraient bien la voir l'emporter pour ensuite la déborder et la radicaliser avec leur propre pâleur révolutionnaire. Impuissance qui réjouit les révolutionnaires, non parce qu'une victoire du front de gauche desservirait obligatoirement le prolétariat et que son échec électoral serait obligatoirement une victoire de l'antiélectoralisme révolutionnaire, mais parce que cet échec, si près du but, manifeste l'incapacité du réformisme à produire un projet qui puisse intégrer le prolétariat en étant compatible avec le capitalisme.

Le P.C. accusera le P.S. de glisser vers la droite, et le P.S. en voudra au P.C. de n'admettre une victoire de la coalition qu'à condition de la dominer. Le rapport de force politique joue et il est clair qu'électoralement c'est le P.S. qui a profité de l'union de la gauche, au grand dépit du P.C. Mais la véritable division n'est pas entre le réformisme moderniste du P.S. et le conservatisme révolutionnaire du P.C. Elle passe entre la gauche et la gauche, qui ne peut à la fois gérer convenablement l'économie et contenter le prolétariat, bien que ses deux composantes prétendent l'une et l'autre avoir la meilleure politique pour faire les deux choses à la fois. P.C. et P.S. doivent se rejeter mutuellement la responsabilité de la rupture, car ils ne peuvent casser leur union sans se discréditer auprès des masses qui n'ont pas tant confiance dans leurs politiques particulières que dans l'unité des travailleurs, que semble incarner leur accord politique, et se réduire sur le plan politique à l'impuissance. Le P.C. n'aurait qu'à retourner à son ghetto avec comme compensation la compagnie de quelques petits partis gauchistes. Le P.S. ne pourrait que servir de force d'appoint à la droite.

Le problème du P.C. n'est pas tant qu'il veuille ou ne veuille pas arriver au pouvoir. Ce n'est pas une chose que l'on choisit et à laquelle on renonce comme ça. Mais il préfère ne pas y arriver pour ne pas ruiner son crédit auprès des masses, des syndicats et d'une partie de ses militants. Il veut pouvoir appliquer sa politique et celle-ci consiste à prendre ses distances avec le marché et la concurrence mondiaux pour préserver le tissu social et industriel, comme dit l'autre. Fabriquons et consommons français ! C'est là sans doute que se révèle l'originalité de la voie nationale vers le socialisme, quand les autres capitalismes d'Etat cherchent à sortir d'un développement en vase clos et à s'intégrer à la division mondiale du travail.

Mais il est déjà bien tard. L'économie française est à la fois extraordinairement intégrée au marché mondial et fragile. La France est le quatrième exportateur mondial après l'Allemagne, les Etats-Unis et le Japon. Le cinquième de sa production est destiné à l'exportation, ce qui est une proportion rapportée à son produit national plus élevée que celle du Japon ou des Etats-Unis. Des mesures protectionnistes entraîneraient d'inévitables mesures de rétorsion. En 1977 l'Inde a renoncé à l'achat d'avions Airbus, parce que l'on avait entravé l'entrée de ses textiles en France. L'autarcie économique ne pourrait avoir que des conséquences bien pires que les maux qu'elle prétend contrecarrer. Il y a un cercle vicieux des mesures protectionnistes. Mais l'économie française est particulièrement vulnérable à la concurrence étrangère malgré son arrivée tardive dans la crise à la suite d'années particulièrement fastes. Son expansion était due à sa position dans le monde industriel de pays encore relativement peu industrialisés. L'investissement s'est développé, mais d'une façon pas très économique et dans des secteurs exposés à la concurrence internationale, notamment de la part de pays qui développent leur industrie, qu'il s'agisse de l'acier ou du textile, et disposent de bas salaires. L'automobile est l'un des secteurs forts de l'économie française. Cette branche est bien plus productive que sa concurrente anglaise, mais au Japon on sort d'usine des voitures 30 % moins chères, qui bien qu'augmentées du prix du transport, deviennent compétitives.

Un mouvement révolutionnaire, puisqu'il est improbable que la révolution se généralise rapidement et facilement à l'ensemble de la planète, devrait prendre le risque de se couper de certains approvisionnements. Cela entraînerait des difficultés et nécessiterait des sacrifices. Mais une révolution ne prétendrait pas respecter les lois économiques tout en réduisant la concurrence et il lui sera sans doute nécessaire, dans la mesure du possible, de conclure des accords de troc avec les zones extérieures. Peut-être faudrait-il échanger des automobiles en surplus contre du pétrole manquant. Une révolution aura des idées, mais cela ne suffira pas à remplacer le pétrole. Et si elle manque de plomb, elle ne pourra

pas non plus transmuter ses surplus en or.

Le Parti socialiste ou ses économistes réalistes craignent de se couper du marché mondial et une régression de l'économie sous l'égide d'une bureaucratie d'Etat. Ils prétendent donc construire le socialisme sans s'enfermer à l'intérieur des frontières nationales. Ils espèrent s'en sortir, entre la droite et les staliniens, grâce au renforcement du cadre européen et de son autonomie, à des réformes du système financier et industriel, à une distribution de pouvoir auprès des masses.

On ne peut cependant opposer de façon aussi tranchée une ligne stalinienne et une ligne social-démocrate, ne serait-ce que parce que chacune ne fait pas l'unanimité au sein de son parti et est difficilement réalisable. L'arrivée de la gauche au pouvoir ou l'affaiblissement du pouvoir d'Etat risquerait fort de concilier la tendance au protectionnisme et à l'investissement des centres de pouvoir par les militants politiques et syndicaux. Mais tout en intégrant à la gestion du pays une fraction du prolétariat, cela ne ferait que précipiter une détérioration de la situation économique. La question d'une remise en ordre capitaliste ou de la révolution communiste resterait posée.

Georges Sarre, dirigeant du C.E.R.E.S., l'aile gauche du P.S. proche du P.C., écrit : « Il n'existe que deux voies, ou accepter la modernisation du système, se soumettre à la division internationale du travail et en accepter toutes les conséquences, ou rompre avec le capitalisme en crise pour sauver la sidérurgie, les industries menacées, les régions, les emplois. » (*Le Monde*, 23 mars 1979). Il n'y a que deux voies et elles sont l'une et l'autre fort périlleuses. Chacune est une réponse à la crise du capitalisme, mais aucune ne suffit à rompre avec le capitalisme en crise. Pour cela il faut faire la révolution communiste et tout faire pour l'internationaliser. Il ne pourrait s'agir autrement que de sauver des emplois pour mieux en perdre d'autres et mener l'économie sur une voie de garage.

Ces positions trouvent en France une expression idéologique et politique autonome avec le P.C. ou le C.E.R.E.S. mais elles ne sont pas des résultats spécifiques de l'idéologie stalinienne ou d'une politique de gauche. Là, apparaît embellie une tendance, qui se manifeste partout à des degrés divers, face à l'exacerbation de la concurrence sur le marché mondial. Aux Etats-Unis, organisations patronales et syndicats ouvriers voudraient voir protéger les secteurs menacés de la chaussure, de l'acier, de l'électronique. Les positions évoluent, se renversent et l'on passe de l'idéologie du libre échange (free trade) è celle du commerce honnête (fair trade). L'économie américaine a vieilli et souvent n'a pas une productivité et une compétitivité suffisantes, même si elle continue d'occuper des positions très fortes dans des secteurs à haute technologie, comme les ordinateurs. Très centrée sur son vaste marché intérieur, exportant plus ses investissements que ses produits finis, elle n'est pas assez spécialisée sur le marché mondial.

Francfort : la marelle du Pr Ollman

A la Foire internationale du livre de Francfort (18-23 octobre), le clou du spectacle a été non pas un livre, mais un jeu, « La Lutte des classes », version marxiste du « Monopoly », qu'on pouvait voir chez l'éditeur américain Simon and Schuster. Son inventeur : Bertell Ollman, un respectable professeur socialiste de l'université de New York. Grâce à Karl Marx et à 25 000 dollars empruntés à des amis, Ollman va se retrouver, à 43 ans, à la tête d'une de ces multinationales qu'il exècre.

« La Lutte des classes » se joue de préférence à six. Chaque joueur représente une classe. Les ouvriers et les capitalistes sont les classes principales, et les paysans, les petits entrepreneurs, les professions libérales et les étudiants les classes minoritaires. Comme dans la vie, personne ne choisit sa classe. C'est le hasard qui la détermine, le dé, en l'occurrence. Les classes minoritaires ne gagnent jamais : les lois de l'Histoire les condamnent à s'allier aux ouvriers ou aux capitalistes. Seuls ceux-ci peuvent remporter la victoire. Socialisme ou barbarie : voilà la dialectique. Le jeu comprend 84 cases. Il y a match nul seulement si les capitalistes tombent sur la case 81 : cela veut dire qu'ils provoquent une guerre nucléaire.

Comme au « Monopoly », les joueurs acquièrent des biens, et ceux qui en possèdent le plus gagnent les grèves, remportent les élections et font la révolution ou la contre-révolution. « La Lutte des classes » a également ses cases « chance » et « prison ». Par exemple :

— La C.i.a. fait assassiner le leader d'un pays ami. Les capitalistes nient. Ils reculent de deux cases.

— Des ouvriers volent de la nourriture dans un supermarché. Ils vont en prison, car le vol n'a jamais été une réponse à la pauvreté.

— Vous venez d'être licencié. Si vous accusez les Juifs ou les Noirs, reculez de deux cases. Si vous incriminez le capitalisme, avancez de deux cases.

A quelles motivations Ollman a-t-il obéi en créant son jeu ? « Je voudrais contribuer à populariser l'idée socialiste chez les jeunes », dit-il. Que pense-t-il des modèles soviétique, chinois ou cubain ? Comme un autre de ses confrères, il estime que ce sont des antimodèles. Il croit à un long processus révolutionnaire, pacifique et démocratique. Mais, le jour où ce processus aura atteint son terme, Ollman sera depuis longtemps devenu un vrai capitaliste... monopolyste. **Ch. J.** ■

L'EXPRESS - DU 28 OCT. AU 4 NOV. 1978

La crise n'affecte pas tous les pays au même degré. A la suite de la récession générale de 1974, on a vu se dessiner une séparation entre les pays forts, essentiellement l'Allemagne et le Japon, et les pays faibles, Grande-Bretagne, Italie et à un degré moindre France et Etats-Unis.

Le Japon et l'Allemagne ont deux avantages qui se renforcent mutuellement face à la crise. Ils sont bien intégrés et spécialisés sur le marché mondial et sous-traitent une partie croissante de leur production dans des pays sous-développés. Ils disposent d'un fort consensus social, qui est aussi lié à leur réussite économique présente et non l'effet d'une tradition historique. Alors qu'il était moins développé qu'en France, le système allemand d'assurance sociale l'a largement rattrapé ces dernières années. On insiste sur le caractère féodal de l'économie japonaise, mais il faut aussi remarquer que l'échelle des revenus y est relativement ramassée, des écarts de 1 à 10 contre 1 à 23 pour les Etats-Unis, suivant l'O.C.D.E.

A partir des inégalités de situation entre pays qui se sont révélées, on peut être amené à oublier le caractère mondial et profond de la crise. Le Japon et l'Allemagne joueraient le rôle de locomotive et progressivement le reste suivrait. Ou alors la crise ne serait qu'une redistribution des cartes comme il y en a eu tant dans l'histoire du capitalisme, et les géants d'hier comme l'Angleterre seraient remplacés par ceux de demain comme le Brésil. Pour s'en sortir il faudrait savoir appliquer chez soi la méthode allemande ou japonaise.

A travers la crise le système amorce des solutions. Et il importe de comprendre les évolutions et reconversions possibles. Mais les succès de certains pays actuellement ne se comprennent pas comme dépassement de la crise, mais comme capacité à mieux résister ou à profiter de la crise, dans une première phase, en fonction de leur très forte intégration au marché mondial. Il n'y a pas de nouveaux pôles relativement autonomes de développement. L'économie brésilienne est extraordinairement endettée et poursuit une croissance très élevée mais inflationniste. Une aggravation de la crise aurait des conséquences particulièrement graves pour les pays qui s'en sortent actuellement en accentuant leur intégration au marché mondial.

Des pays neufs comme le Venezuela ont construit de nouveaux complexes sidérurgiques et leur acier vient concurrencer l'acier américain ou européen. Mais cela ne veut pas dire qu'il y a redémarrage de la croissance sur une base plus large et avec une consommation d'acier augmentée, mais surinvestissement et surproduction au niveau mondial dont il faudra bien que la note soit payée.

La micro-électronique, branche sur laquelle le Japon bâtit son avenir, semble pouvoir renouveler la consommation. On nous promet un monde où la généralisation de l'électronique permettra à chacun d'accroître ses commodités, de se cultiver en se branchant sur une centrale d'information via un satellite et de se reposer en regardant des robots ménagers faire la cuisine. L'argent lui-même sera éliminé ou profit de la monnaie électronique.

Le développement de l'électronique peut certainement offrir une solution pour certains secteurs industriels, mais il ne suffit pas à résoudre les problèmes qui sont à la base de la crise. L'électronique n'est pas en soi le moyen, même capitaliste, de transformer le mode de production et de consommation. Elle vient se greffer sur ce qui est et se présente comme un moyen de le rationaliser.

Un exemple nous est fourni par le mariage qui s'amorce entre l'électronique et l'automobile pour nous donner la voiture de l'an 2000 dans un prix de revient, où l'électronique entrera pour 20 %. La conduite, le freinage, la carburation vont être révolutionnés, la sécurité augmentée, la pollution diminuée. Le conducteur sera déchargé de tout un tas de contraintes prises en charge par les microprocesseurs venus au secours de la mécanique. Voilà qui risque d'endormir sa vigilance. Mais cela peut être aussi résolu en plaçant sur la voiture un radar et sur le trajet des signaux que l'ordinateur de bord saura reconnaître. On étudie pour dans quelques décennies un projet d'autoroute électronique qui guiderait les voitures et les amènerait à destination comme sur un rail. Et vive le progrès ! Dans cinquante ans, si on les laisse faire ils auront réinventé progressivement, en améliorant la circulation routière, le chemin de fer qu'ils auront sacrifié à la route.

L'électronique ne concerne pas seulement la sphère des biens de consommation. Elle s'applique aussi à la production de ces biens avec le développement des machines à commande numérique, le dessin industriel assisté par ordinateur... Bien que l'extension des applications de l'informatique ne soit pas négligeable par ses effets, il ne nous semble pas que cela suffise à révolutionner l'organisation de la production comme l'avait fait l'organisation scientifique du travail, mais à tenter de la perfectionner. Ainsi c'est la civilisation de l'automobile qui se trouve dans la situation de l'automobile elle-même. Ou on considère l'électronique comme le moyen merveilleux qui vient soutenir « la fée électricité » dans la libération de la vie quotidienne. Ou on accuse

de collaborer à la mise en place d'un univers policier. Mais il faut plutôt voir les limites et la portée réelle de son utilisation pour une réorganisation de l'économie capitaliste. La tendance qui s'amorce semble être de faire envahir la vie quotidienne par une électronique qui n'aura que des effets de surface. La solution communiste consisterait au contraire à limiter son utilisation à des secteurs précis de la production, des télécommunications, des transports où elle augmente véritablement les possibilités et diminue les peines, et non à réguler les hommes et les choses qui peuvent très bien se réguler eux-mêmes si l'on ne crée pas des situations impossibles.

Le capital ne peut pas se passer d'innovations technologiques, et cela est particulièrement clair depuis la Seconde Guerre mondiale. Une application systématique de la science à la production ayant été entreprise. Mais cela ne signifie absolument pas que ce soit la science qui dirige l'évolution sociale ou que la technologie puisse remanier, seule et en profondeur, le procès de production. Le capital n'est pas sorti de la crise de 1929 grâce à des découvertes scientifiques mais grâce à la Seconde Guerre mondiale qui a permis d'expérimenter et de roder certaines innovations et surtout qui a détruit à grande échelle l'ancienne infrastructure et ébranlé les vieux rapports sociaux.

Le grand problème du capital n'est pas celui de l'innovation mais celui de la destruction. Comment se débarrasser des masses de capitaux particuliers qui ne veulent pas cesser de se valoriser ? Comment occuper ou se débarrasser de ces millions d'hommes, qu'il faut mettre de côté, avant de pouvoir les réembaucher une fois la mutation opérée ? Comment changer tout un tas d'habitudes de vie qui apparaissent comme des acquis ? Le système ne forme pas seulement une unité technologique que l'on pourrait faire évoluer en douceur vers un stade supérieur par substitution d'éléments à d'autres, en généralisant des expériences partielles. Il forme une unité financière, où tous les capitaux sont en concurrence mais aussi où tous se tiennent. Sous l'égide de l'Etat, peuvent s'opérer certaines dévalorisations pour permettre la survie d'éléments utiles ou encore utiles, ou d'éléments pas encore rentables. Mais l'action de l'Etat sur l'ensemble reste limitée et fausse la rentabilité des choix, car l'Etat n'est pas extérieur à l'économie mais le lieu de la conjonction et de la contradiction des intérêts. La guerre qui occupe, unifie et détruit reste la solution « idéale ». Mais le chemin de la révolution risque, cette fois, de croiser celui de la guerre.

Sur Denain et Longwy

L'agitation sociale qui avait commencé dès la fin 1978 dans les régions touchées par la crise de la sidérurgie (Nord, Lorraine, Ardennes) a trouvé son prolongement et son juste niveau dans les émeutes de Longwy et Denain au début du mois de mars. Inutile de rappeler les faits, ils sont connus. Leur éclat fut tel que la presse, faute de pouvoir les cacher ou les trahir, a dû se contenter d'en édulcorer le sens et la portée. Ce mouvement, au début bien enserré dans le soporifique carcan syndical, a su bien vite trouver ses propres objectifs et la bonne façon de traiter certains de ses ennemis directs : commissariats assiégés, chambres patronales dévastées et incendiées, hôtel des impôts saccagé, supermarchés visités (pour les canettes). L'âpreté des affrontements avec les flics, la détermination au combat des habitants qui est allée jusqu'à l'utilisation des armes à feu, l'ensemble des moyens employés et le mépris affiché des consignes syndicales, ont clairement indiqué que les problèmes étaient posés à ce moment-là en terme d'affrontement clair.

Pour quiconque n'a pas intérêt à prétendre le contraire, le refus des licenciements en France, la colère contre la hausse des prix en Pologne (1976) et en Egypte (1977), voire même une panne d'électricité à New York (1977), produisent de semblables « débordements », à des degrés différents.

Pour les travailleurs, il ne s'agit d'abord pas de refuser la perte à moyen terme de leurs revenus, la fameuse reconversion restant douteuse dans la perspective de l'accroissement du chômage. C'est là, bien sûr, un terrain de lutte primordial, cependant nettement distinct de la volonté de maintenir les choses comme elles sont. Mais ce qui incite le plus les travailleurs et leurs familles à la révolte, c'est que ces licenciements en masse révèlent crûment la seule existence que leur concède le capital : celle de marchandise que l'on peut mettre au rebut quand elle a cessé d'être utile. Ces moments de crise démasquent brutalement le caractère essentiellement violent et cynique du capital. Les travailleurs des industries du Nord et de l'Est peuvent y être particulièrement sensibles, eux à qui l'on a tellement répété après la Seconde Guerre mondiale qu'ils étaient le fer de lance de la reconstruction nationale.

Pour la gauche et les syndicats, il ne s'agit que d'une lutte « contre le chômage », « pour le droit au travail », un combat « pour une sidérurgie forte », et, cruelle ironie, pour « le maintien des avantages acquis ». Pour les staliniens P.C.-C.G.T. — les seuls vrais patriotes qui nous restent —, toujours prompts à défendre ce qu'il y a de plus con et de plus archaïque, il s'agit carrément de « produire français » et de « ne pas se laisser bouffer par les Boches ».

Nette différence entre la laborieuse argumentation des syndicats et des politicards de gauche et la verve efficace des sidérurgistes.

Le capital est périodiquement amené à détruire ses anciennes formes de production devenues des entraves. C'est le cas de la sidérurgie française, dont la production n'est plus utile ni rentable pour le capitalisme international. Les syndicats et la gauche s'indignent de ce que le système prend plus en considération le profit que les intérêts des travailleurs ; en a-t-il jamais été autrement sous le ciel du capital ? A-t-il jamais été fondé sur autre chose que le profit et ne s'est-il jamais développé autrement que sur le surplus de travail arraché aux ouvriers, à l'Est comme à l'Ouest ?

Le capitalisme moderne étouffe dans les frontières de chaque Etat, et personne ne pourrait l'y cantonner. Le mensonge de la gauche stalinienne est de tenter de faire croire qu'on pourrait accomoder ce système pour « le réel intérêt national », « dans l'intérêt de tous », alors qu'une telle chose ne s'est jamais faite nulle part parce qu'elle est impossible. Ce n'est ni un problème de personne ni une histoire de calculs erronés.

Tout ce qui a été qualifié de regrettables excès par les médias constitue justement ce dont les prolétaires peuvent être fiers. En investissant la ville de Denain, les sidérurgistes cessaient enfin d'être les « victimes » dont parlait l'ensemble de la presse et des forces politiques pour mieux les enfoncer dans la passivité. En passant du stade de victimes à celui d'assaillants, ils ruinaient les espoirs conjugués du pouvoir et des syndicats que tout ceci pouvait se régler entre gens bien. La gauche n'a tant parlé de *violences policières* que pour cacher *la violence ouvrière.*

Les syndicats ont bien sûr fait ce qu'ils ont pu pour enfermer ce mouvement dans le cadre des actions particulièrement débiles que l'on sait ; mais ils n'ont pu s'opposer à la radicalisation rapide des sidérurgistes. Ceux-ci, qui sont acculés, ont refusé à la fois les « manifs-processions » et l'occupation de leurs tôles, car ils savent maintenant que si les ouvriers occupent les usines, l'usine occupe les ouvriers.

Exerçant un des métiers les plus pénibles qui soient, dans le contexte d'un environnement inhumain, les sidérurgistes auraient tort de tout miser sur sa conservation. L'agitation des secteurs sidérurgistes est une gêne considérable pour le capital. Il faut faire monter les enchères : l'Etat doit être prêt à payer très cher pour assurer la tranquillité de ses mutations. Les émeutiers de Denain et de Longwy ont montré la voie quant au mode d'emploi : la lutte à outrance hors des chemins battus de la revendication.

L'organisation par les travailleurs eux-mêmes de telles actions sera le meilleur gage de leur efficacité subversive. Ceci bien sûr dans une perspective à court terme, sans illusions. Mais le déroulement lui-même des luttes radicales, par les perspectives qu'elles ouvrent et les goûts qu'elles suscitent, sera, dans le contexte du renouveau du mouvement social qui s'amorce en France (Nantes, Saint-Nazaire, Caen, Sedan, etc.), le chemin qui mène à l'abolition générale des conditions existantes.

Les moyens qu'ont les syndicats de s'opposer à un mouvement prolétarien réel sont nombreux et bien connus :

— Présenter à la hâte des cahiers de revendications quand une grève surgit sans mot d'ordre pour l'enfermer dans le négociable.

« Au mois de janvier, le centre de tri de Limoges avait été paralysé par un arrêt de travail de quinze jours motivé par une querelle entre l'administration et le personnel au sujet de la cantine. Les syndicats récupèrent comme ils le peuvent ces mouvements d'humeur en présentant des cahiers de revendications portant sur les effectifs, les conditions de travail et les rémunérations. Ils ne sont pas toujours suivis, pour autant, par leurs troupes. » (*Le Monde*, 2 mars 1979.)

— Isoler le noyau le plus combatif et agir par la persuasion pour éviter une radicalisation du conflit.

« Il fallut même toute la persuasion de quelques élus pour dissuader les travailleurs [de Boussac] de la vallée de la moyenne Moselle de descendre à bord de cars à Epinal pour prendre la préfecture d'assaut. » (*Le Monde*, 28 juin 1978.)

Chez Arthur Martin à Revin dans les Ardennes : « Deux fusils et une carabine 22 long rifle sont même apparus, mais des syndicalistes sont intervenus à temps et se sont rendus maîtres des armes. » (*Le Monde*, 1er mars 1979.)

— Etendre autoritairement le mouvement afin de canaliser les réactions trop vives de ceux qui ont lancé la grève, alors que les conditions d'extension réelles ne sont pas mûres, ce qui finit par dégoûter tout le monde.

Au centre de tri postal de Trappes, dans les Yvelines : « Les syndicats paraissent vouloir étendre le mouvement afin de canaliser les réactions assez anarchiques des très jeunes agents du tri mal rémunérés et transplantés de leur province dans les cités nouvelles de la région parisienne.» (*Le Monde*, 3 mars 1979.)

— Occuper les entreprises quand les travailleurs sont dans la rue : car alors, si les ouvriers occupent l'usine, l'usine occupe les ouvriers, et l'énergie originelle se perd dans un ghetto.

— Quand la situation est par trop grave et tourne à l'émeute, lancer comme à Longwy une opération « ville morte », afin que chacun rentre chez soi et que ce retour à l'isolement garantisse le calme.

— Calomnier, comme à Denain, ceux qui, faisant acte de solidarité prolétarienne, sont venus renforcer ceux qui se battaient, en déclarant tout d'abord qu'ils sont des éléments extérieurs, puis carrément des provocateurs aux ordres de la police. Alors que l'urgent est de défendre ceux qui se sont fait arrêter.

A PROPOS DE L'IRAN

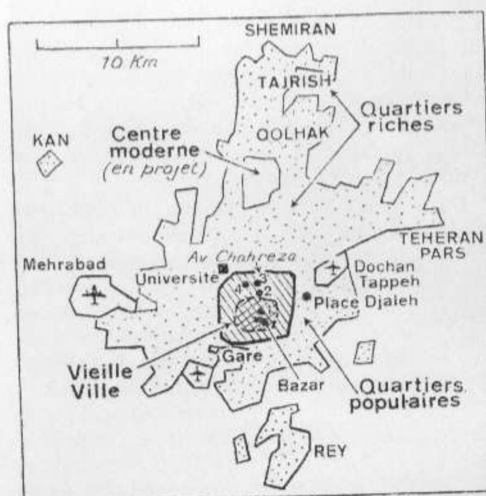
La première erreur serait de voir dans le formidable mouvement populaire qui a jeté à bas le régime du chah, un mouvement archaïque ou particulier à un pays sous-développé. La deuxième, de le prendre pour un mouvement contre la marchandise à qui il manquerait encore seulement la conscience de ce qu'il est pour le devenir. Le cours des événements reste dominé par deux impossibilités : celle de faire une révolution communiste et celle de faire une révolution démocratique bourgeoise. Et cela fut et reste le germe de multiples convulsions sociales.

L'Iran constituait un pion essentiel du système capitaliste occidental. Tant du point de vue militaire que du point de vue pétrolier. Et ne serait-ce que par là, les événements d'Iran ont une grande importance internationale : le capitalisme s'y sent menacé sur ses arrières. Contre-coup de la crise mondiale, les événements iraniens sont de nature à la renforcer. Le capital international pourra-t-il accepter que se reproduise ailleurs ce qui s'est passé en Iran sans intervenir militairement? Pourra-t-il accepter que s'affaiblissent ainsi sa domination et ses approvisionnement?

La dynastie en toc des Pahlavi, instaurée en 1925, manifestait déjà l'impossibilité d'établir une démocratie. Elle ne pouvait être autre chose qu'un « despotisme éclairé », éclairé surtout de l'extérieur et despote à l'intérieur. La volonté d'indépendance de Mossadegh à l'égard de l'emprise anglo-américaine, vite écrasée, montre la difficulté à effectuer une révolution démocratique bourgeoise et à accumuler du capital sur une base d'autonomie nationale.

L'Etat iranien est propriétaire de la majeure partie des industries. Il vit de la rente pétrolière. Malgré le développement de certains secteurs industriels, l'action des régimes Pahlavi consista à *moderniser* de force le pays plus qu'à l'*industrialiser*, à l'occidentaliser plus qu'à développer un capitalisme. La société traditionnelle était profondément ébranlée au profit d'une petite minorité de privilégiés et d'un Etat gangrené par la corruption. C'était par sa force, par sa position dans un système impérialiste, grâce à son armée, que l'Etat pouvait tenir tête à toutes les oppositions qui naissent de cette situation où la vieille société est attaquée sans que se développe, à une échelle suffisante, la possibilité d'intégrer les hommes dans une société nouvelle. Et l'impérialisme avait tout intérêt à soutenir un régime qui assurait une part notable de ses approvisionnements en pétrole. (L'Iran est le quatrième producteur mondial de pétrole, sa production est passée de 25 millions de tonnes en 1948 à 190 millions en 1970.)

Le rôle joué par la religion s'explique par le caractère propre à l'Islam chiite. Sa doctrine est moins conservatrice, plus sociale, plus ouverte que celle de l'Islam sunnite et s'exprime notamment par l'attente du Messie, du douzième Imam. Le clergé chiite est déjà à la base d'une contre-société menacée par l'occidentalisation et par le renforcement de l'Etat. Mais c'est aussi la faiblesse du développement d'une véritable et efficace bourgeoisie industrielle et intellectuelle qui a permis à l'achaïsme religieux d'exprimer la dynamique du mouvement populaire. Le blocage de la société, l'irrésolution des problèmes économiques et politiques firent la force du mouvement religieux. Mais cette force conserve toujours une faiblesse : elle est incapable de fournir un projet viable de société. Capable d'uni-



Les chiffres localisent : 1. — le ministère de l'Information : 2. — la banque Melli : 3. — l'ambassade de Grande-Bretagne : 4. — l'ambassade de France.

fier, de radicaliser et de galvaniser l'opposition au chah, la religion ne put ensuite que renforcer la confusion par son incapacité à affronter la réalité économique qu'elle était le moyen de fuir. Après le temps de l'union vient celui du déchirement.

Les manifestants ont systématiquement attaqué les banques. Mais par le type de pénétration capitaliste en Iran, le mouvement social prend une tournure plus antioccidentale qu'anticapitaliste. Ce sont les mœurs occidentales auxquelles on s'en prend, au nom de la morale islamique. Et plus que le capital, ce sont la corruption, la prostitution qui sont attaquées.

Les tendances antimercantile et antipolitique du mouvement, notamment l'intransigeance de Khomeiny, ont cependant suffit à frapper de stupeur les observateurs occidentaux. Ils ne s'y retrouvaient pas, n'y croyaient pas et ne pouvaient voir là que l'irréalisme le plus délirant. Ce sont pourtant eux qui ne comprenaient rien.

L'Occident, à juste titre, en est choqué et tente de raffermir ses valeurs vermoulues en utilisant les débordements de la « révolution islamique ». La presse qui a souvent eu tant de complaisances pour le régime du chah, sa Savak et ses fusillades, s'indigne des exécutions sommaires de personnalités de l'ancien régime. Si on y mettait les formes... et si on évitait de s'en prendre à ces anciens ministres qui n'ont pas directement tué, en confondant criminel et adversaire politique, cela passerait beaucoup mieux. Faut-il, sans remonter jusqu'à la Révolution française, rappeler les règlements de compte de la Libération ? Le rétablissement du port du voile pour les femmes constituerait le symbole du caractère réactionnaire de Khomeiny et de ses partisans. Faut-il rappeler qu'en l'interdisant, le père du chah faisait de cette interdiction un symbole de résistance ?

Pour les révolutionnaires, le problème n'est pas que les exécutions bafouent les droits de l'homme ou même soient l'expression d'une stratégie de la terreur, mais qu'elles confirment et accentuent un blocage. On se *venge* sur des hommes par incapacité à transformer les structures sociales : il faut liquider les corrompus, les pourris, les assassins. Et malheureusement vu la situation inextricable de l'Iran, il y a beaucoup de chance que la terreur ne se contente pas de faire tomber les têtes d'anciens responsables mais s'exerce à l'égard des masses, canalisant la radicalité des uns pour faire échec à la subversion des autres.

Cela contraste avec la magnifique insurrection qui a mis à bas le régime en provoquant l'effondrement de son dernier rempart : l'armée. La violence ne se transformait pas en vengeance et n'excluait pas la fraternisation. On vit des insurgés fournir des habits civils aux militaires défaits pour leur permettre d'échapper aux fureurs de la foule. Les Etats qui, dans leur cécité, soutenaient le régime du chah (Etats-Unis, U.R.S.S., Chine...), comptaient bien qu'une armée super-équipée, aussi sûre et qui avait fait les preuves de ses capacités répressives puisse être une garantie face au mouvement populaire. L'armée a tenu, a réprimé puis s'est effondrée à une vitesse foudroyante. Et voilà, à la suite du Portugal de 1974-75, la confirmation de la vulnérabilité de l'armée devant le mouvement social ; une cause d'effroi pour les classes dirigeantes, une cause d'espoir pour le prolétariat.

Les ouvriers iraniens ont joué un rôle capital et ce rôle tient évidemment à leur capacité à fermer les robinets du pétrole. Mais le prolétariat iranien est bien trop faible et isolé pour imposer sa propre révolution. Ce qui reste donc à l'ordre du jour en Iran, c'est la reconstitution de l'autorité de l'Etat et la remise en marche de l'économie. Et ceci évidemment sur le dos de la classe ouvrière. Et on peut prévoir que la répression qui s'exercera sur les prolétaires suscitera beaucoup moins d'émoi en Occident que celui qui se manifeste aujourd'hui.

Les événements iraniens ont une grande importance pour le cours de la révolution mondiale. Ils révèlent la fragilité du monde capitaliste. L'Iran n'est pas un cas unique ; une série de pays, se trouvant intégrés militairement et économiment au système impérialiste, se sont relativement *modernisés*, sans qu'ils aient pu ou puissent effectuer une accumulation capitaliste un tant soit peu autonome. Des régimes autoritaires y assurent la paix sociale. Des mouvements contre ces régimes et contre l'impérialisme, même s'ils ne peuvent mener une révolution communiste ou développer de façon autonome le capitalisme, s'ils sont dans une impasse, auront pour conséquence d'affaiblir l'ensemble du système et donc son centre où seront finalement portés les coups décisifs. Alors les Février 48 ne s'achèveront pas en Juin 48, comme il y a toutes les chances que ce soit encore le cas en Iran.

Le retour d'un iguanodon

(Ecologie et communisme I) *

« Figurez-vous qu'ils reprennent, et ils le font systématiquement, la polémique en faveur d'un personnage que nous pourrions appeler préhistorique, comme l'iguanodon, l'ingénieur Amadeo Bordiga. »

Togliatti, juillet 1953.

A l'Est comme à l'Ouest, l'industrie produit de semblables dommages à l'environnement, liquide la vie dans les grands lacs, empoisonne l'atmosphère et la mer avec ses substances toxiques, construit des centrales nucléaires. Si l'on retrouve, ici et là, tant de traits semblables, la réponse en est extrêmement simple : c'est le même mode de production qui domine. La critique que Marx a faite du capitalisme, de ses effets désastreux pour la nature de cette partie de la nature qu'est la nature humaine — qui existe, n'en déplaise à certains philosophes —, s'applique aussi bien à la Russie qu'à l'Amérique.

Mais des gens éclairés et à l'esprit critique verront dans le culte marxiste de l'industrie, « livre ouvert des facultés humaines », la cause de la situation dans des pays que, malgré tous leurs « défauts », ils s'acharneront à appeler communistes. Vu la lourde expérience historique, on ne prendra pas au sérieux ceux qui prétendraient qu'il suffit de changer le mode de production pour en finir avec le saccage de la nature. Les préoccupations écologiques sont aussi bien au-delà du communisme que du capitalisme et, pour tout dire, de la société industrielle productiviste. A la croyance simpliste suivant laquelle il suffirait de révolutionner la base économique, on rétorquera que ce sont toutes nos manières d'être qu'il faut faire évoluer.

La vérité est au contraire que l'écologisme n'est qu'une autocritique de la société capitaliste et que, quelle que soit la virulence avec laquelle il dénonce telle ou telle pollution, il ne sait pas remonter et lutter contre le système qui produit ces pollutions et qui fausse déjà le problème



* Ce texte est la première partie d'une étude sur « Ecologie et communisme ». Pour d'éventuelles traductions, il est possible de prendre contact avec nous avant la parution de la suite.

des rapports entre l'humanité et son environnement en le prenant sous l'angle de la pollution ou de la défense de la nature. Vieux thème de droite que la gauche nouvelle, mais cependant toujours réformiste, reprend à son compte.

Partout se sont développées des villes de plus en plus monstrueuses, d'énormes agglomérations qui rassemblent des centaines de milliers et même des millions d'individus. A qui revient la palme ? A New York, à Shangai, à Tokyo ? La tendance à l'entassement n'est pas le fruit d'une nécessité technique inéluctable ou d'un irrépressible penchant humain pour l'attroupement. Durant des millénaires, l'humanité est restée dispersée. La densité démographique restant beaucoup plus faible que ne le permettait l'exploitation des ressources. L'existence des villes ne date pas d'aujourd'hui, mais leur gigantisme est lié à l'époque moderne, indissociable du mode de production capitaliste et de sa tendance congénitale à entasser, que ce soit sur le lieu de travail ou sur le lieu d'habitation, puisqu'il a aussi la manie de dissocier les deux d'une façon toujours plus accentuée. Loin de se rationaliser avec l'âge adulte, il a persévéré de plus belle. Ainsi, dans les dernières années, après la décolonisation, on a assisté à un spectaculaire gonflement, par des masses de paysans déracinés, des villes du tiers monde, sans que cela corresponde même à des possibilités d'emploi. Le libre citoyen, comme son frère le consommateur roi, n'a évidemment jamais eu son mot à dire dans l'affaire. Affaire qui détermine son mode de vie, les nécessités de sa consommation et sa vie politique. Une étude récente de la Délégation pour l'aménagement du territoire (DATAR) montre qu'une écrasante majorité de Français souhaiteraient vivre en milieu rural ou dans de petits bourgs. Ce genre de souhait ou de nostalgie ne risque pourtant pas d'entraver l'exode rural ou de produire des programmes électoraux où l'on reconsidérerait de façon radicale la répartition de la population sur le territoire.

Une révolution communiste ferait d'abord l'économie d'enquêtes de ce genre — pas besoin d'alibi démocratique qui ne sert que quand ça va dans le sens où ça ne gêne pas le réalisme du capital —, mais prendrait des mesures interdisant toute construction supplémentaire dans les villes de quelque importance, et mettrait en place des circuits de retour vers les campagnes pour les déchets organiques. La pénurie endémique de logements serait réduite par l'exode urbain et par l'utilisation des locaux qui ne servent aujourd'hui qu'à des fonctions capitalistes et étatiques. La population pourrait se disperser et se recomposer en des ensembles plus restreints dans les zones actuellement dépeuplées en dehors des vacances. Cette redistribution se ferait aussi contre les frontières politiques. A l'heure actuelle, certains pays sont presque vides, alors que d'autres croulent sous leur population.

Les gens sont venus librement à la ville, et celle-ci n'est-elle pas le lieu par excellence de la civilisation, et ne procure-t-elle pas nombre de services qui ne pourraient plus être assurés avec un habitat dispersé ? Les paysans n'ont quitté les campagnes que forcés. Parce qu'ils ne pouvaient plus y assurer leur subsistance. La nécessité de gagner la ville s'est imposée à eux à travers l'environnement économique. Baisse des prix agricoles. Dissolution par la propriété privée du sol des liens communautaires. La question n'est pas de renvoyer leurs descendants à l'état dont ils sont sortis et qui, certes, avait ses défauts. Non pas retour à la nature ou à la campagne — c'est un mythe moderne qui est aussi irréalisable qu'il serait insatisfaisant —, mais fin de la séparation entre la ville et la campagne. Les services que procure la vie urbaine ne sont pour une bonne partie que des nécessités imposées par ce mode de vie. Certainement, l'humanité a dû attendre longtemps avant d'avoir le besoin du tout-à-l'égout. Le rôle social ou culturel de la ville n'est pas non plus le bon côté indépendant du mauvais côté de la vie urbaine. La ville, c'est un endroit où il y a tout à voir et rien à faire. Reconnaissons à la ville d'avoir joué un grand rôle dans la socialisation de l'espèce et aussi dans les mouvements révolutionnaires. Mais, aujourd'hui, d'une part les moyens modernes de communication et de télécommunication transforment de fond en comble cette question. Les gens n'ont plus besoin d'être entassés pour être reliés les uns aux autres. La technique serait encore plus adaptée pour opérer dans ce sens qu'en se sophistiquant pour permettre à des gens de vivre dans des conditions complètement artificielles. Aujourd'hui, l'agglomération qui s'est faite par addition de nombreuses couches concentriques éloigne l'homme de la nature, et c'est tout. On a déjà dit qu'il serait plus rationnel de développer l'habitat autour d'axes de transport. D'autre part, la ville ou plutôt l'urbanisation qui enserre et détruit la ville devient une entrave au contact entre

les hommes. Les prolétaires sont déportés dans les banlieues et isolés dans leurs cages à lapins. Chacun est coupé des autres qui se présentent comme des sources de nuisance sonore ou des entraves à la circulation. L'urbanisation reproduit l'isolement campagnard en y ajoutant tous les défauts de l'entassement. Le principe bourgeois suivant lequel la liberté de l'un doit être sans cesse un obstacle à la liberté de l'autre s'y trouve inscrit dans le béton.

La fin de la séparation entre la ville et la campagne et de tout ce que ça représente comme misère et alimente comme gâchis fait traditionnellement partie de la perspective communiste et a été mis en avant par les utopistes. Marx et Engels, loin de l'enterrer au nom du réalisme scientifique, l'ont reprise. Engels écrivait dans *La Question du logement* : « La suppression de l'opposition entre la ville et la campagne n'est pas plus une utopie que la suppression de l'antagonisme entre capitalistes et salariés. Elle devient chaque jour davantage une exigence pratique de la production industrielle comme de la production agricole. » Marx écrit dans *Le Capital* : « Avec la prépondérance toujours croissante de la population des villes qu'elle agglomère dans de grands centres, la production capitaliste d'une part accumule la force motrice historique de la société ; d'autre part elle détruit non seulement la santé physique des ouvriers urbains et la vie intellectuelle des travailleurs rustiques, mais trouble encore la circulation matérielle entre l'homme et la terre, en rendant de plus en plus difficile la restitution de ses éléments de fertilité, des ingrédients chimiques qui lui sont enlevés et usés sous forme d'aliments, de vêtements, etc. Dans l'agriculture moderne, de même que dans l'industrie des villes, l'accroissement de productivité et le rendement supérieur du travail s'achètent au prix de la destruction et du tarissement de la force de travail. En outre, chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol ; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. Plus un pays, les Etats-Unis du nord de l'Amérique, par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce procès de destruction s'accomplit rapidement. La production capitaliste ne développe la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : *la terre et le travailleur.* » (4e section, chapitre XV.)

On a utilisé Marx et Engels pour couvrir l'accumulation du capital et la concentration du bétail humain en U.R.S.S., pour faire un éloge inconditionnel et répugnant du productivisme et de l'industrialisme, mais cela n'a pas entraîné la stérilisation de la capacité critique de tous ceux qui se réclamaient de leur œuvre. La réédition d'une série d'articles d'Amadeo Bordiga, écrits à une époque où le rapport entre le capitalisme, la technologie et la nature n'était pas encore de mode, le montre. En 1952, Bordiga écrivait : « L'âge capitaliste est plus chargé de superstitions que tous ceux qui l'ont précédé. L'histoire révolutionnaire ne le définira pas comme l'âge du rationnel, mais comme l'âge de la camelote. De toutes les idoles que l'homme a connues, c'est celle du progrès moderne de la technique qui tombera des autels avec le plus de fracas [1]. » Depuis lors, le culte de la technique et du progrès en a pris un bon coup. Le désenchantement est général et les exploits spaciaux n'ont pu le sauver. Mais le culte de la nature que l'on ressort des oubliettes et qui prend la relève ne vaut guère mieux. L'âge de la camelote se poursuit jusque dans la promotion publicitaire du naturel qui sert à faire vendre et, au niveau de la société, à éviter la critique réelle. Le capital s'est caché derrière la science, l'affairiste derrière le technicien. Cela les protège encore : c'est la maudite technique, le criminel béton armé qui font violence à la nature.

Le culte de la nature prend le relais du culte du progrès comme refus de l'histoire qui porte le dépassement du capitalisme. Prend le relais, car l'idéologie du progrès, bien qu'elle exprime le dynamisme du capital, est, elle aussi, un refus de l'histoire. Le mouvement y est applaudi mais aussi réduit à la perpétuation du *même*, simplement de plus en plus confortable et de mieux en mieux outillé. Pas plus que l'idéologie du progrès, celle de la nature ne prend en compte les besoins et les nécessités de la nature humaine. Elle voit plutôt, avec défiance, dans l'homme une source de pollution qu'il conviendrait de soumettre à un autre ordre que le sien propre. C'est la même peur de l'histoire, le même refus de la nature humaine qui tantôt prend une allure conquérante et tantôt défen-

(1) *Espèce humaine et croûte terrestre*, Petite Bibliothèque Payot, 1978.

sive. Elle est incapable de comprendre l'histoire comme mouvement de la nature humaine et cette nature comme nature historique.

Les articles de Bordiga sont aussi remarquables par la manière dont ils sont écrits. Certains trouveront que c'est un ton bien naïf. Ils goûtent le style littéraire, ce vocabulaire technique qui fait si sérieux ou alors la référence au vécu personnel qui se fait accepter parce qu'il n'a pas de prétention. La naïveté de Bordiga va de pair, colle avec cette critique ardente de ce monde bourgeois qui met toujours en avant l'expert, le spécialiste et leur prétendue neutralité. « Il n'est de couillonnade, si vaste soit-elle, que la technique moderne ne soit prête à avaliser et à recouvrir de plastique virginal, lorsque cela correspond à la pression irrésistible du capital à ses sinistres appétits. »

Le grand rôle historique et véritablement progressiste du capitalisme reste d'avoir développé cette technique et accru de façon considérable les possibilités d'intervention et de connaissance par l'homme sur son environnement et sur lui-même. Nous ne voulons pas faire tourner la roue de l'histoire à l'envers. La révolution transformera profondément le sens du développement technologique et les conditons de production, mais elle n'est possible que sur la base du développement atteint par les forces productives. Le mal n'est pas dans la technique, ni même dans le gigantisme des installations, même si le capitalisme inscrit dans les instruments et les structures de production la dépossession de l'activité humaine.

Le développement du capital, c'est la faim de surtravail. Le machinisme n'est pas un moyen de développer les possibilités de l'espèce et d'alléger ses peines, mais de mieux faire rendre et mieux asservir le travailleur. Cela se traduit dans des économies sur le capital constant au détriment des conditions de travail et de sécurité du capital variable, c'est-à-dire des prolétaires. L'usine est le lieu de la concentration et de l'asservissement du producteur. Par là, elle a permis d'augmenter considérablement l'efficacité du travail humain. Mais même de ce point de vue le développement technique lui-même permet de passer au-delà. « Les formes de production les plus modernes, qui utilisent des réseaux de stations de tout genre, comme les centrales hydro-électriques, les communications, la radio, la télévision, donnent de plus en plus une discipline opérationnelle uique à des travailleurs répartis en petits groupes à d'énormes distances... Quand, après avoir écrasé par la force cette dictature chaque jour plus obscène, il sera possible de subordonner chaque solution et chaque *plan* à l'amélioration des *conditions du travail vivant*, en façonnant dans ce but ce qui est du *travail mort*, le *capital constant, l'infrastructure* que l'*espèce homme* a donné au cours des siècles et continue de donner à la *croûte terrestre*, alors le *verticalisme* brut des monstres de ciment sera ridiculisé et supprimé, et dans les immenses étendues d'espace horizontal, les villes géantes une fois dégonflées, la force et l'intelligence de l'animal-homme *tendront* progressivement *à rendre uniforme* sur les terres habitables la densité de la *vie* et celle du *travail*; et ces forces seront désormais en harmonie, et non plus farouchement ennemies comme dans la *civilisation* difforme d'aujourd'hui, où elles ne sont réunies que par le spectre de la servitude et de la faim. »

Le béton est mis en accusation. Mais pas plus que le plastique, par exemple, il n'est l'ennemi en soi. La hauteur des gratte-ciel qui ont fleuri dans les villes n'est pas imputable à ce matériau qui précisément permettrait de rompre avec les contraintes qui pesaient sur la construction en pierre. Le verticalisme a été initialement le résultat de la superposition des matériaux traditionnels. Aujourd'hui, il prend des allures démentes parce que la logique de la construction capitaliste fait monter les prix des terrains et conséquemment ce qui pousse dessus. Les dépenses de sol, achats de terrains et sous-bassements pour soutenir le poids de constructions monstrueuses l'emportent sur la construction proprement dite. Le verticalisme entraîne tout un tas de dépenses supplémentaires d'appareillages fonctionnant généralement assez mal, comme les ascenseurs, la climatisation. La distribution de l'eau ou du chauffage en est compliquée. Si l'on utilisait autrement les capacités du béton, sa résistance et sa plasticité, « ...on verrait jaillir des structures et des membrures mouvementées, courbées, élancées, à sections variables, d'une fécondité sans limites. Les saillies, les encorbeillements qui, réalisés par l'ancienne maçonnerie avec des pierres de taille, suscitent dans les monuments célèbres l'émerveillement des spectateurs, comme dans la description de Notre-Dame de Paris par Victor Hugo, fleuriraient avec facilité et nouveauté du flanc des constructions; des arcs audacieux et fins deviendraient possibles, de nouvelles silhouettes surgi-

raient comme par enchantement... ». Sans être un criminel, le béton armé n'en est pas pour autant un petit saint. Il a ses défauts : c'est un mauvais isolant et surtout l'extraction des graviers n'est pas sans dommages pour le lit des rivières, et la production de ciment consomme beaucoup d'énergie. Si l'on en fait un usage modéré, en l'utilisant simplement pour les ouvrages où il est utile, cela ne posera pas de grands problèmes.

Le monde capitaliste est à la fois celui de l'entassement et de l'individualisme exacerbés, comme il engendre le dépeuplement et même la désertification de larges territoires pour ensuite s'acharner à économiser le précieux espace dans ses zones urbaines. Il y a les humanisateurs et les artistes de l'entassement, tel le célèbre Le Corbusier, pour lequel « l'espace est plus précieux que l'uranium ». Pour Bordiga : «Nous en sommes toujours là : plus on voit d'individus entassés par milliers et par millions dans des clapiers puants, des abattoirs militaires, des casernes et des prisons, plus on en voit réduits en bouillie, à cause de leur concentration même, par les bombes atomiques ou non, et plus l'adoration pharisienne de l'*Individu* répand son infection. »

L'humanité n'a jamais disposé d'autant de force, et pourtant elle se révèle démunie face aux cataclysmes naturels. Plus vulnérable même que par le passé aux crues des fleuves et aux tremblements de terre : densité accrue, fragilité des habitations qui n'en sont pas pour autant légères quand on les reçoit sur la tête. Avant, on se donnait la peine d'entretenir les digues. Aujourd'hui, il n'est pas si rentable que ça d'entretenir, mais qu'une catastrophe survienne et les entreprises sous la protection de l'Etat sauront la transformer en or. Ces cataclysmes naturels ne sont d'ailleurs pas forcément étrangers à l'action de l'homme qui déboise et met en l'air les régulateurs naturels.

« Le fleuve immense de l'histoire humaine a lui aussi ses crues irrésistibles et menaçantes. Lorsque le flot s'élève, il mugit contre les deux digues qui l'enserrent. A droite, c'est la digue conformiste, pour la conservation des formes existantes et traditionnelles — un passage continu de prêtres psalmodiant en procession, de flics et de gendarmes en patrouille, de maîtres d'école et de charlatans débitant les mensonges officiels et la scolastique de classe. A gauche, la digue réformiste : s'y entassent les membres des partis "populaires", les professionnels de l'opportunisme, les parlementaires et les chefs des syndicats progressistes. Echangeant des injures de part et d'autre du courant, les deux cortèges prétendent posséder la recette pour faire en sorte que le fleuve puissant continue son cours réprimé et forcé. Mais aux grands moments de l'histoire, le courant brise toutes les entraves, sort de son lit et "bondit", comme le Pô à Guastalla et au Volano, dans une direction inattendue, emportant les deux bandes sordides dans la vague irrésistible de la révolution, renversant les digues de toute sorte, et donnant à la société comme à la terre une face nouvelle. »

Non seulement la technique prostituée au capital n'arrive pas à prévenir les cataclysmes ou à en limiter les dégâts, mais elle participe elle-même à la création de nouvelles catastrophes. Des études raffinées permettent d'économiser les matériaux nécessaires à la fabrication de navires, avions, automobiles, pour mieux mettre l'accent sur le décorum ou la vitesse au détriment de la résistance et de la sécurité.

Le capital se dépasse lui-même avec les centrales nucléaires puisqu'il est vrai que « le capitalisme ne veut toujours pas s'arrêter et, en fait, dans ce domaine comme dans tous les autres, il ne le peut pas. C'est même ce phénomène très important qui le définit ». Le nucléaire présenterait des dangers sérieux pour le présent, même si le risque d'accidents graves était écarté : problème des déchets radioactifs et de la dissémination du plutonium, augmentation de la radioactivité ambiante. Ses conséquences à long terme sont difficilement réversibles. Certains voient derrière le développement du nucléaire un moyen pour le capitalisme et l'Etat d'assurer leur pérénité à tout prix, une folie de technocrates mégalomanes. On peut se contenter d'y voir une manifestation de son besoin sans cesse croissant d'énergie et aussi, non pas un dépassement technologique démoniaque, mais une incapacité à transformer son type de développement, alors même que ça lui devient une nécessité. La question sociale ne peut se résumer dans le problème nucléaire. Là se projette aussi une peur idiote de la technique et un anti-étatisme confus. Il est absurde de croire que c'est une machination de l'Etat policier pour se renforcer et dément de penser que si jamais le nucléaire passe la révolution ne pourra plus passer. Récemment nous a été montré ce que valent les vérités et les garanties de l'Etat avec l'accident de la centrale de Harrisburg en Pennsylvanie (Etats-Unis), où est arrivé ce qui était présenté comme tout

à fait improbable. Et aussi ce que vaut le mouvement écologique ; à Malville, son incapacité à élaborer une stratégie contre l'Etat. L'écologisme ne peut être qu'une pression qui poussera à renforcer les mesures de sécurité mais ne fera pas renoncer à une source d'énergie comme le nucléaire. Ce qui est montré, c'est que la solution d'un problème partiel comme celui-ci dépend d'un mouvement révolutionnaire. Le néo-réformisme a le choix : ou il en appelle directement à l'Etat comme le féminisme sur la question du viol et cela ruine toutes ses prétentions révolutionnaires et son identité, ou il est en opposition à l'Etat comme l'écologisme à propos du nucléaire et il reste impuissant.

Par quoi pourrait-on remplacer le nucléaire ? Il y a des gens qui sont pour la réouverture des mines de charbon sans pour cela qu'ils s'inscrivent d'ailleurs à l'embauche. Des esprits inventifs et positifs, quand même plus sympathiques, proposent des techniques « douces et alternatives ». C'est poser le problème à l'envers et rentrer dans le jeu de cette société. On produit déjà largement, suffisamment d'énergie. Le problème du remplacement, au moins dans les pays industriels, se pose à l'égard de sources d'énergie déjà existantes, parce que polluantes, parce que gâchant un patrimoine limité. Non dans l'optique d'un accroissement qui serait inévitable, alors qu'il s'agit de stabiliser et de réduire la production d'énergie, en entendant par là la production d'énergie comme processus autonome.

Parce qu'il ne sera pas guidé par le profit et organisé en entreprises libres ou étatisées, le communisme pourra être et sera un mode de production écologique. Il fera peut-être des faux pas, mais il n'introduira pas de façon systématique et aveugle des déséquilibres dans les cycles naturels, comme le fait le capitalisme. Il n'est pas la correction des lois économiques suivant des critères écologiques, mais le dépassement de la loi de la valeur et de l'économie. Ce que met en avant la crise écologique, c'est la nécessité de ce dépassement, le caractère devenu absurde socialement de la loi de la valeur qui écrasait déjà l'existence des travailleurs pour augmenter à tout prix la productivité du travail. La rentabilité capitaliste va de pair avec une accentuation systématique des économies en temps de travail indépendamment du coût pour le travailleur et la nature. Rentabilité qui est à court terme, le cycle de la valorisation du capital l'emportant sur les cycles et équilibres naturels et l'économie de ressources rares. On dilapide en quelques décennies des matériaux fossiles qui sont le produit de centaines de millions d'années.

Le communisme n'est pas une société de la mesure et de l'épargne. Disposant d'une très haute productivité, qu'elle peut encore accroître quand les conséquences n'en sont pas nocives à termes, elle pourra essayer, jeter, gâcher à grande échelle. Tout le problème étant de savoir ce que l'on rejette. Faire le contraire de cet univers de constipés et de radins où l'on se débarrasse de quantités fantastiques de déchets qui ne se recyclent pas. Avec une productivité élevée et la fin de la production pour la production, la question de l'économie de ce qu'on produit est supplantée par la nature de ce qu'on produit : non pas tant épargner que de produire du non épargnable. Prodigalité de biens peu coûteux mais orientation impérative de la production pour éviter des effets irréversibles ou difficilement réversibles. L'humanité communiste agira sur la nature de façon plus intense que ne le fait le capital lui-même. La différence est qualitative, dans la nature de ses interventions.

Bordiga a eu l'immense mérite de tenir sur des positions antiproductivistes, anticonsommationnistes et antitechnicistes dans les années 50. Toutefois, il a tendance à mettre l'accent sur l'affairisme, la course au profit, des mécanismes économiques et leurs effets immédiats, la tendance à économiser à tout prix qui provoque des catastrophes, plutôt qu'à démasquer la nature anti-écologique du phénomène économique lui-même ainsi que les problèmes que cela finit par susciter pour l'expansion capitaliste. Ce n'est pas tant que le capital abuse de la rentabilité, c'est son mode de rentabilité lui-même qui est en cause.

La crise actuelle, à la fois écologique, économique et sociale, rend plus facile et plus urgent à saisir le lien entre accumulation capitaliste et dégradation de l'environnement. Cette nouvelle jeunesse que le capital s'est accordée après la Seconde Guerre mondiale n'a été possible que sur la base d'une négation systématique des nécessités écologiques. Non pas des accrocs ici ou là, mais une pression générale et sans cesse accentuée qui, si elle se poursuivait, ne pourrait entraîner qu'une catastrophe globale. D'où des réactions au sein même des défenseurs du système.

La montée des problèmes écologiques et de la crise sociale a engendré

une fausse critique dont la préface du Parti communiste international à la réédition de Bordiga nous dit : « L'écologisme regroupe donc pêle-mêle une réaction — réactionnaire ! — au bouleversement incessant des techniques productives par le capital, une défense contre l'exaspération du capitalisme qui rend la vie toujours plus pénible, et aussi la réaction de la bourgeoisie contre ses propres "excès", sa tentative de contrôler et de limiter ses destructions anarchiques. » Cela reste très insuffisant. L'écologisme ne peut être réduit à une coalition hétéroclite d'intérêts dérangés par la montée des nuisances et qui auraient en commun leur myopie, leur impuissance et leur caractère défensif, sinon réactionnaire. L'écologisme doit être compris en fonction du mouvement de la révolution et de la contre-révolution. Le capital doit, autant que cela lui reste possible, opérer une critique sans se remettre évidemment fondamentalement en cause, pour entraver le communisme quand la profondeur de la crise tend à mettre celui-ci à l'ordre du jour. Au travers de l'écologisme, malgré sa cécité et sa confusion, le système tente, d'une façon encore essentiellement idéologique, d'élaborer des solutions.

Crise sociale et irruption de l'irrationalité

Nous publions « Crise sociale et irruption de l'irrationalité » parce que nous y voyons une contribution importante au phénomène double de réaction à la « réification » et d'exacerbation de la « réification » comme traduction de la crise sociale. Voilà qui rejoint nos préoccupations et apporte à nos propres recherches.

La critique de la fétichisation du moi qui se présente comme un refus de l'aliénation et renoue avec une tradition vitaliste et irrationaliste en constitue le thème majeur. Elle recoupe les constatations que faisait Hegel, après la Révolution française, dans La Constitution de l'Allemagne **: « Lorsque la nature sociale de l'homme a été une fois dérangée et contrainte de se jeter dans l'individualisme, elle en vient à être si profondément bouleversée qu'elle use à présent son énergie sur cette séparation d'avec autrui et s'entête jusqu'à la folie dans l'affirmation de sa particularité ; car la folie n'est rien d'autre que la séparation achevée de l'individu par rapport à son espèce. » Ainsi que ce qu'écrivait Engels à Marx après avoir lu** L'Unique et sa propriété, **en novembre 1844 : « Cet égoïsme n'est que l'essence, devenue consciente d'elle-même, de la société actuelle et de l'homme de maintenant, le dernier argument que la société actuelle puisse nous opposer, la fine fleur de toute théorie au sein de la bêtise régnante. »**

Notre accord avec ce texte n'est pourtant pas total. Son principal défaut, à notre avis, est qu'il reste prisonnier d'une conception philosophique et idéaliste. Et là se ressent notamment l'influence d'un Georg Luckacs ! Il y a tout au long de ce texte une tendance à considérer en soi l'histoire des idées et à fétichiser le savoir et la conscience sans saisir convenablement comment les idées résultent de l'évolution et des contradictions sociales. L'usage des catégories philosophiques atemporelles (immédiateté, moi empirique, médiation, sujet/objet...) provient de la difficulté d'appréhender la réalité capitaliste et aussi le mouvement communiste. On remarquera une tendance à retomber à la raison bourgeoise de Hegel sans arriver à saisir justement ce qui fonde l'opposition rationalité et irrationalité, et à sortir de ce couple. Le sommeil du prolétariat remplaçant celui de la Raison, la dernière thèse veut nous faire retomber sur le prolétariat. Mais là ne sombre-t-on pas dans le mysticisme que l'on a dénoncé et ce jusqu'à se référer à l'« âme » et se fonder sur l'« intériorité » de l'ouvrier ? Le prolétariat dissoudra sans doute toute problématique de l'Etre mais c'est lui qui est, ici, encore considéré selon cette problématique.

« Comme il est impossible [à l'homme] de vivre sans miracles, il s'en créera lui-même, et tombera, fût-il un révolté, un impie ou un athée, dans des superstitions grossières, se laissant prendre aux sortilèges des thaumaturges ou aux sorcelleries des vieilles mégères. »

Dostoïevski, **Les Frères Karamazov.**

I
La récupération comme processus historique

Depuis mai 68, et à cause de la crise du capitalisme, le système reprend la théorie qui devait le nier. Les points non dialectiques de la théorie révolutionnaire, expressions en pensée des limites du mouvement, sont repris et retournés par le système pour sa restructuration. Le développement et l'adoption généralisée des théories « révolutionnaires » ne constituent pas la preuve de leur force ; au contraire, le fait qu'elles soient devenues dominantes exprime seulement qu'elles sont devenues les idées de la classe dominante. La contre-révolution est l'héritière testamentaire du programme de la révolution.

La « récupération » est un processus historique dans lequel le système se trouve contraint, pour désamorcer le mouvement qui devait le nier, de retourner contre ce mouvement sa propre théorie falsifiée et d'en faire une théorie réformiste propre à éviter la révolution sociale. C'est précisément à ce travail que s'attellent les Attali et autres Marc Guillaume, qui, pour se singulariser, poussent le zèle jusqu'à l'éloge de la pseudo-rébellion. Inversement, c'est l'ampleur des faiblesses de la théorie qui détermine le degré de sa récupération. Dans son

contenu, sa forme, sa méthode, son style même, cette réponse du système au mouvement révolutionnaire n'est donc pas déterminée par une dialectique qui lui serait propre, mais au contraire par son adversaire qui force la classe dominante à engager le combat dans certaines conditions non fixées par elle.

Les « idées révolutionnaires » deviennent ainsi l'idéologie destinée à masquer la restructuration du capital par laquelle il tente de surmonter sa crise. La classe dominante met ainsi en avant l'exigence d'une « qualité » et d'une « authenticité » de la vie, puisque l'abondance marchande a échoué.

II
Rationalisme formel, irrationalisme réel

La crise du mode de production est identiquement *la crise de son mode de justification* dans la mesure où la crise de la société capitaliste est en même temps une crise de ses valeurs. La « Raison », qui n'était rien d'autre que le règne idéalisé de la bourgeoisie dans sa phase ascendante, devient visiblement ce qu'elle est en s'inversant en irrationalité. Ce renversement n'est possible qu'à cause du caractère abstrait, formel, dépourvu d'humanité qui constitue la rationalité du capital.

Aussi, l'irrationalisme est le pendant idéologique de la crise *qui met en évidence le caractère problématique* de cette rationalité, qui ne peut exister que par *l'expulsion de tout contenu concret.* A propos du passage de la manufacture à l'usine, qui caractérise le capitalisme « proprement dit », Marx observait déjà le changement survenu dans l'activité qui devient alors essentiellement passive : « En effet, l'activité se manifeste bien plutôt comme le seul fait de la machine, l'ouvrier surveillant l'action transmise par la machine aux matières premières et la protégeant contre les dérèglements.

« Avec l'outil, c'était tout le contraire : le travailleur l'animait de son art et *de son habileté propre,* car le maniement de l'instrument *dépendait de sa virtuosité.* En revanche, la machine qui possède habileté et force *à la place* de l'ouvrier, est *elle-même* désormais le virtuose, car les lois de la mécanique agissant en elle *l'ont doté d'une âme* * [...] » (Marx, *Grundrisse*). Ce m é p r i s du contenu concret se manifeste également à l'égard de la nature (le monde de l'homme) qui est épuisée à la suite de l'introduction des techniques modernes de production. Aussi, le développement du mode de production capitaliste et les techniques modernes qu'il engendre, épuise *en même temps* les deux sources d'où jaillit toute richesse : Madame la Terre et Monsieur le Travailleur (cf. *Le Capital*, livre I, tome II).

Subséquemment, les lois de l'économie politique, reflet de ce mode de production, sont fondées sur le mépris de l'élément concret, *mépris sur lequel repose leur caractère de lois* mathématiques. Evoquant les lois économiques de Ricardo fondées sur des moyennes, Marx observait : « Mais ces moyennes, qu'est-ce qu'elles prouvent ? Que l'on fait de plus en plus abstraction des hommes, que l'on s'écarte de plus en plus de la vie réelle et que l'on ne considère que le mouvement abstrait de la propriété matérielle inhumaine. Les moyennes sont de vrais outrages infligés aux individus réels » (*Manuscrits de 1844*).

III
L'exaltation de la vie comme exaltation du sensible

La réaction immédiate à cette abstraction de l'existence se cristallise dans l'exigence du « sensible » (apologie du désir, du corps...) qui passe dans la conscience c o m m u n e comme le seul concret. Le Club Méditerranée a su exprimer jusqu'à l'absurde (bien involontairement) cette soif du « sensible » ; dans une de ses annonces, on peut lire ceci : « Au club, *on se regarde soi-même* et l'on s'aperçoit que le bonheur c'est aussi de retirer ses chaussures et de marcher sans chaussettes. Au club, on vit autrement. Au club, on vit comme on a envie. »

Par ailleurs, l'individu n'ignorant pas le caractère social de sa déchéance est amené à s'imaginer qu'il pourra se réaliser en lui-même et par lui-même. Mais ce moi isolé n'est lui-même qu'*une abstraction* car, dans sa réalité, l'essence de l'homme est l'ensemble de ses rapports sociaux. De la même manière, cette recherche du « sensible » à tout prix demeurant au niveau de l'immédiateté n'est qu'un pseudo-concret, car « le concret, parce qu'il est la synthèse de nombreuses déterminations, c'est *l'unité de la diversité.* Pour la pensée, il est un processus de synthèse et un résultat, et non *un point de départ* * » (Marx, *Grundrisse*).

---

* Dans les citations suivies d'une astérisque, les expressions soulignées le sont par B.M. (N.d.R.).

Une telle individualité abstraite est contrainte de se replier dans l'intériorité, dans le monde de ses sentiments, de ses sensations, par lesquels elle s'imagine être.

Objectivement produite, une telle déformation de la réalité sociale constitue le fondement subjectif de l'irrationalisme contemporain. Ce dernier se présente comme une critique de la rationalité dans la mesure où il oppose à la froide logique du système, à son caractère figé et mécanique, l'exigence abstraite de la « vie », subjective dans le vécu.

Cette protestation débouche dans le vitalisme, ce flux héraclitéen et informe du vécu. Suivant une telle conception du réel, l'homme s'éloigne toujours plus de la vie à mesure qu'il pense plus rationnellement, que sa conscience est cause de décadence parce que la pensée logique sépare l'homme de la nature créatrice. Il faut, pense-t-on, que l'homme soit, pour être digne de la vie, mû directement par elle, par l'instinct spontané, qu'il cesse de lui opposer les schèmes de son intelligence puisque « l'esprit tue la vie » (L. Klages). Le vitalisme adore la vie dans ses manifestations universelles et n'accorde de prise à l'existence humaine que dans la mesure où elle puise à cette source cosmique de la vie, sa poussée instinctive et obscure. Cet amour immodéré de la « vie » qui s'empare de l'individu réifié de notre époque n'est pas nouveau en soi ; ce concept de vie, ce concept conservateur goethéen et, dans la plus haute acceptation, *religieux*, Nietzsche l'avait déjà imprégné d'un sentiment nouveau, paré d'une beauté nouvelle, revêtu de vigueur et d'une sainte « innocence ». Par ce penseur exalté, il avait été promu au plus haut rang et conduit à la souveraineté spirituelle. Georges Simmel n'affirmait-il pas à bon escient que depuis Nietzsche « la vie » est devenu la notion clé de toutes les conceptions du monde moderne ? Toujours est-il que toute la critique de la morale de Nietzsche se trouve sous le signe de cette notion.

IV
L'immédiateté comme fondement de la conscience fausse

Cette révolte contre l'inhumanité de la vie quotidienne se situe sur le terrain de *l'immédiateté.* De même, les diverses théories modernes ont ceci de commun que toutes intellectuellement et affectivement en restent à cette immédiateté, ne creusent pas pour trouver l'essence, c'est-à-dire le rapport réel de leurs expériences avec la vie réelle de la société, les causes cachées qui produisent objectivement ces expériences et les médiations qui relient ces expériences à la réalité objective de la société. Au contraire — plus ou moins consciemment —, c'est précisément à partir de cette immédiateté que ces théories s'élaborent.

La conscience immédiate est la conscience aliénée qui succombe aux formes d'objectivité fantomatique — le monde fétichisé — du capitalisme. Il va de soi que l'immédiateté ne signifie pas une sorte de comportement psychologique dont le contraire, ou, le cas échéant, le développement serait la prise de conscience ; structurellement produite, elle exprime un niveau déterminé de réception du monde. L'immédiateté n'est pas synonyme d'irréflexion, elle peut même donner lieu à une élaboration théorique sophistiquée.

V
Le moi absolutisé est un moi autocratique

La perception délirante de la conscience immédiate qui entraîne un repli vers la pure intériorité engendre un « moi fétichisé » qui s'enfle jusqu'à devenir une fin en soi. Ce moi est ainsi conçu comme simple en soi, ce qui comporte, d'une part, la négation de toute particularité, de toute détermination, de tout contenu (car toutes les choses s'abîment dans cette liberté et cette unité abstraites) ; d'autre part, tout contenu n'a de valeur pour le moi que pour autant qu'il est posé et sanctionné par lui. Tout ce qui n'est que par le moi, et tout ce qui existe par le moi peut être également détruit par le moi.

Tant qu'on s'en tient à ces formes parfaitement vides, ayant leur origine dans l'absolu du *moi abstrait*, rien n'apparaît comme ayant une valeur propre, mais seulement celle que lui imprime la subjectivité du moi. Mais, s'il en est ainsi, le moi devient autocratique, c'est-à-dire le maître et le souverain de tout, et il n'y a rien, ni dans le social, ni dans l'humain, qui ne doive préalablement être posé par le *moi* et ne puisse de même être supprimé par lui. Aussi bien, tout ce qui existe en soi et pour soi *n'est qu'apparence* ; au lieu de porter leur vérité et leur réalité en elles-mêmes, les choses n'ont que l'apparence qu'elles reçoivent du moi. L'affirmation et la suppression dépendent entièrement du bon vouloir du *moi*, conçu comme un *moi* absolu.

Celui qui se place d'un tel point de vue regarde les autres hommes de haut en bas, il les trouve forcément bornés et plats, puisqu'ils restent encore attachés au droit, à la morale, etc., et voient dans ces bagatelles des choses essentielles. Un tel individu n'est pas nécessairement solitaire, il peut bien entretenir des relations avec d'autres, avoir des amis, des amants, etc., mais il estime qu'étant donné la *réalité* qu'il s'attribue, toutes ces relations ne comptent pour rien, ou pour si peu qu'il les traite du haut de son ironie ou de son dédain.

Telle est la signification générale du moi absolutisé : c'est la concentration du *moi* dans le moi pour lequel tous les liens sont rompus et qui ne peut vivre que dans la félicité que procure la jouissance narcissique de soi-même.

Historiquement né de la décomposition de l'individualisme révolutionnaire de la bourgeoisie ascendante, ce mode de comportement a trouvé une de ses premières expressions philosophiques avec *l'Unique* de Stirner ou, plus radicalement, avec le surhomme de Nietzsche. Ce n'est nullement par hasard qu'à cette même époque ce « style » d'individualité trouvait son expression littéraire dans l'œuvre de Dostoïevski, avec des personnages comme Raskolnikov.

Aujourd'hui, ce type d'individu est si répandu parmi les nouvelles classes moyennes (cadres, employés...) que le Club Méditerranée, dont elles constituent pour l'essentiel la clientèle, détourne Stirner pour flatter leur vide ; une des affiches récentes de cette usine à loisirs proclame : « Je suis moi. »

VI
Toute-puissance et impuissance du moi : l'athéisme religieux

La mystification du rapport entre l'individu et le monde détermine une mystification du rapport entre le monde et l'individu. De même que l'individu se sent écrasé et ne trouve de refuge que dans la pure intériorité, de même l'action du monde sur l'individu se trouve inversée comme étant l'œuvre de sa propre action individuelle. Pour ce moi autocratique, tout paraît mesquin et vain à l'exception de sa propre subjectivité qui, de ce fait, devient elle-même vide et vaine. Et cette individualité peut ne pas se sentir satisfaite de cette jouissance d'elle-même, elle peut à la longue se trouver incomplète et éprouver le besoin de quelque chose de ferme et de substantiel, d'intérêts précis et essentiels. Il en résulte alors une situation malheureuse et contradictoire, le sujet aspirant bien à la vérité et à l'objectivité mais étant impuissant à s'arracher à son isolement, à cette intériorité abstraite et insatisfaite ; d'un côté un individu atrophié, de l'autre une individualité souveraine. D'une part un sentiment de solitude désespérée, de l'autre une liberté totale, le sentiment enivrant d'être livré à ses seules ressources ; d'un côté un nihilisme croissant à l'égard de toutes normes, de l'autre la soif de chercher dans son propre moi les normes de toute action et de tout comportement. Cette attitude contradictoire constitue « l'athéisme religieux ».

VII

« *...Le capital est un être fort mystique...* »
(*K. Marx,* Le Capital, *liv. III, t. III*)

L'athéisme religieux constitue la réponse de la conscience immédiate à la réification *qui atteint son paroxysme en période de crise.* Ce mode de comportement résulte à la fois de la persistance du *besoin religieux* et de la disparition de l'ancienne religion positive, ruinée par le développement des sciences des deux derniers siècles, qui contraint ce besoin à se réfugier dans la pure intériorité. Si l'effondrement de la vieille ontologie religieuse est achevé, le développement des sectes et des conceptions orientalisantes (méditations, yoga, double vue) montre visiblement la persistance d'un tel besoin. De même, en posant qu'il faille toujours partir de soi pour s'éclater, se retrouver, se perdre... (vitalisme), *l'individu est toujours intérieurement religieux de son intériorité,* et ce fait caractérise l'athéisme religieux au-delà de la diversité de ses manifestations. En opposition au déclin du catholicisme, l'influence des religions orientales dans les pays modernes s'explique par le fait qu'il s'agit de *religions sans dieu,* où l'on peut *soi-même être dieu.* Aussi l'on ne doit pas considérer que leur influence résulte du seul souci *d'être à la mode* — bien qu'elle existe —, mais plus véridiquement qu'elle exprime la quête d'un nouveau *mode d'être.*

Quel est le fondement de ce besoin religieux ? C'est le sentiment obscur de l'homme que sa vie n'a aucun sens et qu'elle lui échappe. Certes, d'une part, sous le règne du capitalisme les hommes brisent, dissolvent, et abandonnent toujours plus les anciens liens qui les unissaient aux puissances de la nature, liens

irrationnels qu'ils vivaient comme fatalité, l'homme ressentant son existence comme mue par des puissances transcendantes (la volonté du ciel, de la terre...). Le mode de production capitaliste coupe le cordon ombilical entre l'homme et la nature. Mais, d'autre part, et *simultanément*, ce même mode de production dominant la nature échappe à la volonté des hommes. Son déroulement selon un système de lois économiques rigoureuses leur apparaît comme une seconde nature intangible. Si bien que pour les hommes, de la même manière que le faisaient autrefois les puissances naturelles irrationnelles, « leur propre mouvement social possède la forme d'un mouvement des choses sous le contrôle desquelles ils se trouvent, au lieu de les contrôler » (K. Marx, *Le Capital*, liv. I, t. I). La réification dissimule ainsi structurellement le *fondement humain de la réalité sociale*, de même qu'elle dissimule *le fondement social de la réalité humaine.*

Il s'ensuit que l'inexorabilité des puissances non maîtrisées prend un caractère entièrement nouveau. C'était autrefois la puissance aveugle d'un destin irrationnel et son fondement, le point où cesse toute possibilité d'une faculté humaine de connaître, où commence la transcendance absolue, le règne de la foi, etc. Maintenant, par contre, cette *inexorabilité* apparaît comme la conséquence du système de lois. « C'est précisément à cette "superpuissance" absolue, à la "majestas" du numineux que se rapporte le "sentiment de l'état de créature" [1]. Il en est l'ombre et le reflet subjectif. Par contraste avec la *puissance* que nous pressentons en dehors de nous, il se précise en tant que *sentiment de notre propre effacement*, de notre anéantissement, conscience de n'être que poudre et que cendres, de n'être que néant * » (R. Otto, *Le sacré*).

VIII
L'irrationalité comme ruse de la « raison »

Produit structurellement par le capitalisme moderne, l'irrationnel, en tant que réaction spontanée à la misère sociale *ressentie comme telle*, constitue une forme aliénée de la lutte contre l'aliénation, en ceci qu'elle ne peut dépasser les limites du système qu'elle prétend combattre.

Bien plus, l'irrationalisme sert, *en le masquant sous son inverse*, un développement supérieur de la rationalité. En cela et pour cela, l'irrationalisme est bien cette ruse de la raison réifiée.

Subjectivement, de tels courants irrationnels se caractérisent par la contradiction entre la conscience immédiate et la réalité elle-même ; leur conscience immédiate (déterminée par un certain niveau de compréhension du monde) ne masque pas seulement la signification de leur manière d'être et de leur pratique, elle en inverse la signification réelle : ils se croient révolutionnaires alors qu'ils ne font que réaménager le monde existant. Aussi, cette conscience immédiate exprime concrètement comment « les hommes qui *font* l'histoire ne savent pas l'histoire qu'ils font ».

Dans une telle perspective, cette pseudo-conscience peut bien saisir les divers aspects de la question sociale, et les réunir plus ou moins arbitrairement dans une totalité, il ne s'agit jamais plus que d'une « somme » de parties, supprimant tout lien dialectique entre elles (féminisme + écologie + urbanisme + libération sexuelle + ...).

Les couleurs chatoyantes de cette diversité ne sont qu'un habit d'arlequin propre à vêtir toutes les pratiques réformistes.

L'autre mode de dénaturation de la totalité consiste, à partir de l'individu abstrait (le « moi », la subjectivité, ...), à fonder sur cette base un système qui peut même être cohérent. Là encore, on dissout l'antagonisme économique qui s'exprime dans la lutte des classes en un conflit entre *l'individu et la société*, à partir duquel on ne peut plus comprendre comme nécessaires ni la naissance de cette société, ni ses problèmes internes, ni son *déclin.*

IX
Limites de la subjectivité radicale

Avec Raoul Vaneigem, la reformulation de la théorie révolutionnaire, à partir des années soixante, s'est constituée sur une base largement vitaliste. Toutefois, cette théorie se distingue des plagias suivants par sa volonté de réarmer théoriquement un mouvement naissant quoique encore limité. Le succès actuel de ce théoricien doit être considéré plus comme celui du développement irrationaliste contenu dans ses théories que comme celui de l'adhésion au projet initial, situationniste.

Chez Vaneigem, la lutte des classes dans le capitalisme moderne se trouve totalement investie d'un contenu vitaliste, en continuité directe avec le plus grand

(1) Ce sentiment de l'état de créature est le sentiment de n'être que poussière.

vitaliste romantique de la fin du XIXe, F. Nietzsche. Vaneigem reprend de Nietzsche sa caricature mythique de la lutte des classes, travestie sous la forme d'une lutte des maîtres contre les esclaves.

La volonté de puissance de Nietzsche se transforme en volonté de vivre chez Vaneigem, et le prolétariat, porteur de cette mission vitaliste, devient alors la nouvelle incarnation de Dionysos, dressé contre la morale des esclaves, et tout ce qui émascule la Vie, représenté par la classe dominante : « *Unique dépositaire de la volonté de vivre,* parce qu'il a connu jusqu'au paroxysme le caractère insupportable de la seule survie, le prolétariat brisera le mur des contraintes par le souffle de son plaisir, et la violence spontanée de sa créativité * » (R. Vaneigem, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*).

Quand Vaneigem parle de réification, il fait de ce concept central un usage prémarxiste, en l'identifiant au monde des choses, auquel monde s'opposerait *l'être authentique,* alias « *la subjectivité radicale* ».

Dans cette situation, l'être aliéné est un *être inauthentique* jouant une multitude de *rôles.*

Ce couple antagoniste est le pôle autour duquel s'articulent toutes les oppositions ultérieures : temps abstrait/temps gonflé de subjectivité, passivité/spontanéité créatrice, etc.

Vaneigem ne fait que redécouvrir, dans le domaine de la méthode, le modèle de toutes les distinctions antérieures du courant irrationaliste, à commencer par la distinction entre le temps abstrait et la durée concrète chez Bergson jusqu'à l'opposition heideggerienne entre historicité « véritable » et historicité « vulgaire », étant entendu que depuis Kierkegaard, pour tous les irrationalistes, l'histoire supérieure, « authentique », sera toujours l'histoire subjective, l'histoire intensément vécue par opposition à la morne histoire objective.

La subjectivité radicale comme expression d'une « *identité retrouvée* » devient la source et le critère de toute vérité : « Tout fonder sur la subjectivité, et suivre sa volonté subjective d'être tout » (R. Vaneigem, *op. cit.*).

La subjectivité radicale ne peut constituer le fondement d'une théorie révolutionnaire dans la mesure où elle cède à l'illusion selon laquelle le moi abstrait peut dissoudre « l'objectivité fantomatique » de la réalité sociale. Mais cette individualité séparée de la réalité fait nécessairement face à la réalité objective, ensemble de choses figées qu'elle trouve préexistantes, achevées et immuables et par rapport à laquelle elle ne peut dépasser le simple jugement et, dans le refus, la pure révolte.

L'aliénation suscite le besoin de la dépasser. L'idée intéressante de Vaneigem était de montrer l'aspect subjectif de ce processus. L'absence d'analyse matérialiste, l'incapacité de saisir le prolétariat en tant que classe sujet/objet du processus historique qui seule peut se rapporter à la totalité de façon pratique et révolutionnaire, induit Vaneigem à appréhender le dépassement de l'aliénation de manière subjectiviste et nécessairement idéaliste.

X
Affirmation de l'authentique et négation de l'histoire

Cette mystification de l'être — « moi » abstrait séparé de l'ensemble des rapports sociaux — détermine une mystification des possibilités du lieu où il va se réaliser : la vie quotidienne.

Déjà la critique de la vie quotidienne débouchait paradoxalement chez R. Vaneigem sur une apologie de ses possibilités critiques et, depuis, s'est affadie au point de devenir une apologie de cette vie quotidienne dont les transformations partielles suffisent pour beaucoup à rendre superflue la révolution sociale.

Avec l'aggravation de la crise, elle est devenue le refuge, le lieu de l'essentiel, de l'affirmation de l'être devant l'angoissante « irréalité » du système, l'endroit échappant à l'histoire et, à ce titre, le « concret » par excellence.

Toutefois, ce repli ne débouche pas nécessairement sur un bouddhisme quiétiste, il peut même donner lieu à quelques agitations. Tournée vers le « moi », cette révolte des militants de la vie a pour objet et pour théâtre cette vie quotidienne dont il faut détruire les vieilles habitudes, les vieux rôles, pour retrouver son « être authentique » (de femme, d'homosexuel, d'homme total, de Noir, de métis, de Breton, d'Occitan, etc.).

Promu comme l'espace du déploiement de « l'être », elle est l'endroit parfumé de toutes les essences, le champ illimité des expérimentations en tout genre, d'un « moi » ouvert à tous les possibles.

Cette « critique » de la vie quotidienne, qui part de l'individu mystifié, aboutit nécessairement à une mystification de l'individu : les déterminations de l'être ne résident plus *dans son activité sociale,*

mais en dehors de celle-ci. Ainsi, la lutte des classes se trouve évacuée de fait, puisque cet être n'existe que par sa participation à une entité mystifiée — aspect d'une réalité érigée en totalité — : sexe, origine géographique, couleur de la peau... L'individu est dans ce cas simplement *porté par ces déterminations posées par lui comme extratemporelles.* Ainsi procède l'idéologue du désir, Félix Guattari, qui élimine la lutte des classes comme élément déterminant car elle s'est coupée « des véritables moteurs de l'histoire, qui sont aujourd'hui à chercher du côté de ce qui se passe autour des questions de race, d'ethnie, de religion, de régionalisme ou bien de lutte d'émancipation des femmes, des enfants, des minorités sexuelles [...] ». Il s'agit pour cet auteur « d'une autre façon de voir et de sentir les choses, d'un autre rapport au travail, au corps, à la société, au cosmos ». Cela constitue pour Guattari « la révolution moléculaire ».

De même que l'affirmation de toutes ces essences est antihistorique, de même le sens et la finalité des réactions suscitées par une telle conception sont antihistoriques. *Elle réduit toute lutte à une quête et toute l'histoire à l'histoire de cette quête.*

Ceci détermine le caractère contradictoire des divers mouvements modernes (féminisme, écologie, régionalisme de toutes gammes, libérations en tout genre). Ce sont des mouvements *révolutionnaires conservateurs.*

Jadis, l'ancien se contentait d'être ancien et vitupérait sans équivoque le nouveau. Aujourd'hui, il prétend lui-même l'incarner. Il se farde des couleurs de la vie et l'actualité l'éclaire des vagues lueurs de l'aube qui lui permettent jusqu'à un certain point de créer l'illusion. C'est la réaction sous couleur de révolution ; le grand recul en arrière nettoyé et maquillé pour figurer une impétueuse ruée en avant.

Il y a là, en définitive, un grand hommage à la révolution future, une preuve nouvelle de sa *nécessité* qui domine notre époque.

XI
Nouvelle jeunesse de Dionysos

L'athéisme religieux, en tant que mode de comportement, caractérise une attitude contradictoire, quoique dialectiquement liée : le sentiment d'écrasement et celui du « moi souverain ». Plus précisément, c'est le sentiment du « moi écrasé » qui induit la recherche du moi souverain. Cette recherche s'exprime dans les divers mouvements de libération, et le sentiment qui l'a suscitée explique qu'il se caractérise par l'éclatement du moi empirique, permettant ainsi l'accès à « l'être ». Voilà pourquoi les mouvements de libération prolongent et actualisent la figure du Dionysos de Nietzsche.

XII
Psychanalyse et irrationalité

Alors que le vitalisme d'avant-guerre avait une tonalité de droite, aujourd'hui, il a dans la conscience commune une tonalité « révolutionnaire ». Un tel retournement est rendu possible par l'apport de Freud et surtout du freudo-marxisme : Reich et Marcuse notamment.

En dépit des couvertures différentes, avec ou sans le recours à la « science », c'est la reproduction modifiée du courant irrationnel dans le sens des besoins du capital moderne.

Freud, partant du moi empirique, artificiellement isolé par la société et le système de production dominant, traite ses caractéristiques — également produites par le capitalisme — comme des caractéristiques « naturelles », « invariantes », appartenant nécessairement à l'« homme ». Il reste prisonnier des formes superficielles que produit la société capitaliste ; il n'arrive pas à les percer à jour comme de simples formes historiquement données. C'est pourquoi il est incapable à partir de son point de vue de l'immédiateté de résoudre ou même de comprendre les problèmes qui devraient s'imposer à la psychologie. Il remet ainsi sur la tête l'essence des choses. La psychologie essaie d'expliquer les relations sociales de l'Homme à partir de sa conscience individuelle (ou de son inconscient), au lieu d'élucider les raisons sociales de son isolement vis-à-vis de la totalité et les problèmes correspondants de ses relations avec ses semblables.

Ne pouvant saisir l'être humain dans sa réalité déterminée par l'ensemble des rapports sociaux, il ne peut que retrouver la mythologie de l'être de la problématique irrationaliste. La division freudienne « Moi/Ça » recoupe la conception nietzschéenne du moi émasculé par la morale qui s'oppose au dionysiaque, le lieu du désir, du chaos démesuré, du diffirme et de l'informe, du flux de la vie, de la frénésie sexuelle et de l'ivresse cosmique, en un mot, le « Ça » freudien, « cette marmite pleine d'émotions bouillonnantes » (S. Freud, *Nouvelles Conféren-*

ces sur la psychanalyse). Partant du même point de vue, celui de l'immédiateté, Freud redécouvre par l'analyse ce que Nietzsche avait senti par l'intuition : « Nietzsche, dont les intuitions et les points de vue concordent souvent de la plus étonnante façon avec les résultats péniblement acquis de la psychanalyse, je l'ai justement longtemps évité à cause de cela » (S. Freud, *Ma vie et la psychanalyse*).

Cette similitude de la psychanalyse et du vitalisme nietzschéen ne se situe pas seulement au niveau de la structuration dichotomique de la personne mais également par le caractère primordial accordé au « Ça » ; l'intelligence n'a pas partie liée au monde dans sa réalité la plus profonde. Comme l'écrivait Freud lui-même : « En nous appuyant sur Nietzsche et à la suite d'une observation de G. Groddeck, nous appellerons désormais le « Ça », ce pronom impersonnel paraissant particulièrement propre à exprimer le caractère dominant de ce domaine spirituel si étranger au moi » (*Nouvelles Conférences sur la psychanalyse*). De même, le « surmoi », intériorisation des interdictions parentales et sociales qui s'opposent à l'expression des tendances venues du « Ça », joue un rôle identique à la morale chez Nietzsche, cette police des désirs qui produit un individu rampant et vil.

Reich a cru pouvoir approfondir le marxisme vulgaire sclérosé depuis l'échec du mouvement prolétarien des années vingt, par l'apport de la psychanalyse freudienne revue et corrigée. Reich constitue le point de départ d'une critique de Freud qui se poursuivra avec tout le courant antipsychiatrique, autant de variantes d'un même vitalisme. L'apparence révolutionnaire conférée à ce mouvement réside dans la suppression du « surmoi » et la libération des pulsions sexuelles, à l'inverse de Freud qui, lui, essayait de préserver le « moi ». Alors que pour Freud la répression est justifiée parce qu'elle maintient un équilibre social du système de son époque, elle devient au contraire pour Reich la cause du déséquilibre individuel et social : « L'histoire de l'économie sexuelle enseigne que la régulation imposée qui, régnant en maître jusqu'ici, a fait faillite partout et a partout installé le chaos, cédera la place à une autre régulation, exempte celle-là de tout moralisme négatif, dont la conséquence sera une autorégulation authentique de la vie génitale, conforme aux exigences de l'économie sexuelle, positive et entièrement tournée vers la joie de vivre » (*L'Irruption de la morale sexuelle*).

La variante marcusienne d'un « Ça » épuré de l'instinct de mort qui s'évanouit avec la révolution abolissant le règne de la nécessité, montre *la persistance du vitalisme* à peine dissimulée par un recours formel à Marx. Sous-tendue par une telle abstraction, la théorie « révolutionnaire » de Marcuse se réduit à une métaphysique esthétisée dans le « Grand Refus ».

Dans la même perspective et par un nouveau bon dans l'irrationnel, nos antipsychiatres, dont l'impatience révolutionnaire est à bout et voient dans des communautés « un potentiel révolutionnaire considérable », proposent à l'homme libéré moderne de vivre en accord avec son inconscient et avec sa folie. Ce point culminant de la réification, *la folie*, se trouve ici idéalisée comme une libération ou comme un moment de celle-ci : « La satisfaction des instincts signifie, dans tous les cas, la suppression des barrières intérieures et devient par-là l'équivalent de la folie » (Cooper, *Mort de la famille*). De même, chez Nietzsche, la folie était déjà une modalité supérieure de la quête ontologique : « Accordez-moi donc de la folie, puissances divines ! La folie pour que je finisse enfin par croire en moi-même » (*Aurore*).

L'aspect audacieux de l'antipsychiatrie se réduit en fait à un freudisme aux signes inversés. Alors que Freud résumait le but de la thérapie par la formule suivante : « Où est le ça, il faut mettre le moi », tout en gardant les termes freudiens, les antipsychiatres affirment qu'il vaut mieux dire : « Où est le moi, il faut mettre le ça. » Ce Laing, par exemple, nous conseille de ne pas ajuster la schizophrénie à une notion préconçue de la normalité, et nous suggère d'être plus franchement réaliste : la schizophrénie est pour lui une façon d'être au monde ; par conséquent, elle doit avoir une fonction dont nous découvrirons le but si nous soutenons le développement de la folie, non en résistant, mais en donnant le champ libre à ce qui se trouve « de l'autre côté ».

Tous réaffirment l'aspect dionysiaque de la vie et l'aspect thérapeutique de Dionysos.

Le résultat de toutes ces contorsions a b o u t i t finalement à ceci ; l'homme « libéré » moderne n'est qu'une variante démocratisée du « surhomme » ; la vérité de la libération des désirs, c'est la libération des *instincts*, de même que la morale de la libération n'est qu'une morale du « Tout est permis » nietzschéen qui aboutit logiquement à la barbarie : « L'homme est monstre et sur-animal,

l'homme supérieur sera inhumain et surhomme, cela va ensemble... plus radicalement on cherche l'un, plus radicalement on atteint l'autre » (Nietzsche, *La Volonté de puissance*).

XIII
La libération sexuelle en tant que misère fardée

Quand l'individu s'en remet à sa subjectivité boursouflée, il rend par-là même superflu tout rapport humain ou les subordonne de manière exclusive à sa réalisation totale. L'individu doit par-là même faire éclater toute séparation, toute distinction spécifique, pour retrouver la plénitude, c'est-à-dire *le point originaire* de la vie dans *le chaos* palpitant en-deçà et au-delà de toutes les singularités. Cette sexualité dionysiaque, excentrique et polyandrique, exprime bien ce délire enthousiaste de l'instant gonflé de toutes les dimensions possibles. Dans ces conditions, la sexualité, un des aspects de ces rapports, est jugée timorée, insipide, parce qu'elle se trouve enfermée dans le rapport homme/femme. Le « dépassement » de la sexualité enfin débridée autorise tous les accouplements possibles ; tout faire pour avoir *le sentiment d'être tout* : « Le godemichet ne relève pas seulement d'un ordre de la satisfaction solitaire (comme dans l'onanisme) mais aussi du désordre de la libido : il multiplie les sexes, permet aux amants d'échapper à la fixité des rôles (la femme peut enculer son partenaire autant que la fille pénétrer sa compagne), bref il ne compense pas mais inscrit des circuits toujours plus étendus de décharge [...]. Il n'y a pas de bon ou de mauvais support, le pénis est déjà une prothèse libidinale, la jambe, le bras, la bouche déjà des machines, aucune médiation n'est honteuse (la moindre position à ce titre en est une), tout est médiation, tout est support, mécanisme, levier, système machinique ; ou encore, pour le dire autrement, l'érotisme n'a rien à voir avec la sexualité » (Bruckner et Finkielkraut, *Le Nouveau Désordre amoureux*).

Cet érotisme qui se présente à la suite des autres mouvements de libération comme un dépassement de la sexualité n'est en réalité que la *transfiguration « esthétisée » de l'incapacité d'établir toute communication sur le plan humain.* Cet esthétisme régresse le plus souvent en auto-érotisme, avec les gadgets de la technologie comme support, dérisoirs substituts de rapports humains.

Ces pratiques narcissiques qui n'engagent à rien et qui n'aboutissent à rien ne sont qu'une redite démocratisée de l'art pour l'art dans le domaine sexuel. Nous retrouvons dans ce domaine la même problématique délirante de l'être. Cette individualité vidée de contenu a comme endroit *l'extrême raffinement* et comme envers *la bestialité.*

« Au-dessus de chez moi, il y a une femme de 60 ans environ qui fait l'amour avec son chien. C'est sûr, elle se met à gémir en jouissant au même moment que le clebs aboie d'une drôle de façon. Moi, je suis tout seul et je bande comme un fou. Et je n'ose pas leur proposer de faire l'amour avec eux. J'ai mis un mot, elle n'a pas répondu... Je demande donc à Mme G.S. de répondre à Bernard (le barbu qui a un vélomoteur) de venir chez moi avec Floppi prendre le café. Je ferai tout ce qu'ils voudront. » (Annonce parue dans *Libération,* cet égout collecteur de toutes les déjections.)

« Quand l'homme du sens commun se réfère à son sentiment, à son oracle intérieur, il en a fini avec ceux qui ne sont pas d'accord avec lui. Il doit déclarer qu'il n'a plus rien à dire à ceux qui ne sentent pas ou ne trouvent pas la même chose en eux-mêmes. En d'autres termes, il foule aux pieds la racine même de l'humanité. L'antihumain, *l'animalité* consiste à rester dans le sentiment et à ne pouvoir communiquer que par lui *. » (Hegel, *Phénoménologie de l'Esprit.*)

XIV
Le désir comme expression de l'être : « Je désire, donc je suis »

Il ressortait de la problématique freudienne que l'instance déterminante de l'individu était le « Ça ». Partant d'une telle conception, les divers mouvements de « libération » établissent logiquement la recherche de la vérité de l'être *en deçà de l'esprit conscient* et la libération de l'inconscient exprime la quête ontologique de l'individu dans la mesure *où le désir mis à jour, c'est l'être enfin dévoilé.*

Cette quête éclaire la nature contradictoire des divers mouvements de « libération » dans la mesure où cette libération n'est qu'un retour à l'instinct de vie non contaminé par la société. Par exemple, la découverte de « l'être intime » de la femme n'est possible — dans cette perspective — que par la mise au jour de son « désir » qui révèle sa « nature ». Ainsi, le désir de redécouvrir sa vraie nature est lié à la conscience de la nature de son

désir. Une des idéologues du mouvement féministe, Françoise d'Eaubonne, nous fait part de son questionnement sur sa quête : « Oui, je crois que j'ai quelque chose à dire sur cette question centrale, le désir féminin. Et d'abord que la différence du désir féminin et du désir masculin reste ce qu'il y a de plus mystérieux pour moi... après des enquêtes de toute sorte, j'ai pu me donner des réponses à tous les problèmes sauf à celui-là » (*Sexpol*, nº 25).

L'homme a pour nombre de féministes la même fonction répressive que la morale de Nietzsche ; il joue le rôle du « surmoi » freudien, en leur interdisant d'accéder à leur essence intime qui passe par la redécouverte de leur « désir fondamental », quoique encore mal élucidé. La solution du problème réside dans l'impératif catégorique : chassez l'homme de votre tête. C'est là qu'on peut mesurer l'inestimable contribution d'Isabelle Cabu à la lutte féministe, qui peut se résumer comme suit : « Pour chasser le mec de votre tête, chassez le pénis de votre vagin » (*La Gueule ouverte*, 5 juillet 1977).

XV
De la soumission aux passions à la passion de la soumission

Ce courant irrationaliste ne se réduit pas seulement aux « mouvements de libération » qui s'appuient principalement sur l'idéologie du désir. Des manifestations différentes plus ouvertement mystiques participent également à ce courant : méditation transcendantale, double vue, astrologie, yoga, zen, etc. L'athéisme religieux, cette religion sans dieu, est ici conduit à ses conséquences ultimes.

Cependant, il existe dans la conscience commune l'impression qu'entre ces deux aspects d'un même courant il existerait une différence, ou même une franche opposition. A. Woodrov voit « l'explication » de cette différence dans l'avènement d'une nouvelle génération faisant suite à celle issue de mai 68 : « A la jeunesse parricide d'alors succède une autre qui, désemparée, cherche une autorité morale, un maître à penser [...]. Après avoir tué les pères et chassé les mandarins, la voici en quête d'un gourou [...]. Ayant déserté les églises, la voici qui adore de nouveaux dieux, embrassant [...] les mêmes vertus de pauvreté, de chasteté, d'obéissance qu'elle jugeait vieillottes et ridicules chez les chrétiens » (*Les Nouvelles Sectes*). Le recours à un tel sociologisme est tout d'abord partiellement faux car il n'y a pas de rupture entre les deux générations : nombre d'anciens gauchistes sont devenus des « mystiques ». Dès lors, l'auteur peut encore moins voir la *continuité* entre les deux manifestations apparemment contradictoires de ce courant. Il s'agit en réalité du passage de la *mystique de la révolution universelle*, incarnée en 68 par le gauchisme avec sa panoplie de « héros pères », en une *révolution mystique intérieure*. La critique du mode de vie dominant, suscitée par l'exigence de la libération des contraintes fondée uniquement sur la subjectivité individuelle, finit par tourner sur elle-même. L'impasse, le vide d'une telle perspective n'étant pas longtemps supportable, engendre à terme le désir de l'ordre, la disposition à se soumettre à n'importe quel ordre, pourvu que celui-ci, quels que soient ses moyens, mettent fin à l'arbitraire sans issue de la liberté. Dostoïevski avait déjà, avec sagacité, mis en évidence ce genre de « retournement » : « Ils sont méchants et *révoltés*, mais ce sont *ceux-là justement* qui *deviendront pour finir les plus soumis.* Ils nous admireront et nous prendrons pour des dieux, parce que nous aurons accepté, en nous mettant à leur tête, d'assumer le *fardeau* de leur liberté et de régner sur eux — *tellement cette liberté leur sera devenue odieuse à la longue* *. »

XVI
La mystique comme expression visible de la fuite hors de la temporalité

La contradiction précédemment décrite entre un « moi » écrasé et un « moi » souverain est, dans la mystique, *encore accentuée* ; la « plénitude » de l'être exige la dissolution du « moi » empirique posé comme une pure illusion : « Le vrai moi est l'absence de moi » (A. Watts, *Le Bouddhisme zen*).

« L'expérience » mystique est fondée sur une dualité entre « l'être véritable » et le moi de la réalité empirique. Ce moi est alors abandonné à son « inexistence » et à sa facticité que détermine *sa temporalité*. Pour une telle pensée, *est réel ce qui est atemporel.* La « libération » de l'être se réduit ici à évacuer l'illusoire réalité problématique, créant ainsi les conditions de la recherche purement intérieure de « l'être ». Mais une telle *liberté intérieure présuppose l'immuabilité du monde extérieur* conçu comme une nature intangible, si bien que, dans cette conception, l'affranchissement du « moi » empirique et la découverte de « l'être » consis-

tent dans *le dépassement intérieur de la réalité extérieure.*

Ce mode de connaissance exprime et redouble cette peur du *temps historique* non dominé dans la mesure où, comme « l'être » idéalement découvert, il échappe aux conditions que lui impose cette temporalité. L'individu devient alors le réceptacle et le théâtre d'un grand flux cosmique — quelle que soit son appellation — qui le projette et le pulse hors du temps profane, « accédant » ainsi à un changement de régime existentiel dans *l'éternel maintenant.* Les divers moyens employés pour parvenir à cette « plénitude extatique » (méditation, drogue, musique) ont justement pour but de mettre à jour cette énergie qui sommeille en chacun *pour être soi-même Dieu.* Ce flux cosmique, venu des « tréfonds », irradie le corps (bio-énergie du Dr Loewen) et lui confère une nouvelle vigueur capable d'exorciser le mal (la névrose) ; guérison qui s'effectue sur un mode magique. La bio-énergie sous-tend toujours un fétichisme du corps : « Le langage du corps vigoureux et sain est celui qui dit oui à la vie. » Pareillement investis de cette métaphysique diffuse, la danse, le jeu et la fête permettent à l'homme de se « transcender », de « dépasser » les déterminations historico-sociales qui l'entourent et dans lesquelles il se sent opprimé. Par là même, il rend pour ainsi dire révocables les décisions irrévocables de sa « liberté », il saute hors de lui-même, il plonge dans le fond vital de possibilités originelles en laissant derrière lui toute situation fixée ; *il peut toujours recommencer et rejeter le fardeau de son histoire.*

XVII
Le salut hors du temps ne laisse aucun salut

L'athéisme religieux, mode subjectif du comportement aliéné de l'individu en période de crise où la réification atteint sont point culminant, avait déjà trouvé dans le capitalisme allemand des années trente — troublé mais non renversé —, en la personne d'Adolf Hitler, son ardent défenseur : « Nous ne voulons plus d'hommes qui louchent vers " l'au-delà ", nous voulons des hommes libres, qui savent et qui sentent que Dieu est en eux » (propos rapportés par H. Rauschning dans *Hitler m'a dit*).

Le même désespoir et la même quête ont entraîné la majeure partie du peuple allemand vers Hitler, ce père initiatique lui assurant le millénium, et les « déclassés » de la société américaine vers « Dad Jim » qui réalisait le paradis sur terre en miniature avec le communisme de caserne comme voie d'accès. Et, aujourd'hui, la fausse conscience généralisée s'étonne et s'effraie que les communautés verdoyantes puissent s'achever en camps de concentration comme ce fut le cas récemment à Jonestown.

Ceux qui cherchent à se bâtir une niche pour être à l'abri de l'histoire non dominée seront nécessairement traités par elle comme des chiens.

XVIII
Valeur d'usage de l'irrationnel pour le capital en crise

L'instrument de ces pensées monotones n'est pas plus difficile à manier que la palette d'un peintre sur laquelle se trouveraient seulement deux couleurs, par exemple le rouge et le vert, l'une employée pour le monde social, l'autre pour les paysages intérieurs. Le truc d'une telle « sagesse » est aussi rapidement appris qu'il est facile à pratiquer ; mais sa répétition, quand le truc est bien connu, est aussi insupportable que la répétition d'un tour de prestidigitation une fois qu'on l'a pénétré. De même que pour les femmes, l'homme barre l'accession à l'être, de même pour les homosexuels, c'est la normalité qui joue le rôle de surmoi, cependant que pour les régionalistes, c'est la centralisation qui stérilise le terreau natal qui féconde l'être, etc.

La rationalité réifiée du système qui produit l'irrationalité dissimule la mise en place (par le système) d'une rationalité supérieure ; et c'est pour cette raison que les individus mystifiés sont des mystificateurs en présentant l'irrationalité comme une critique de la rationalité et un approfondissement de la théorie révolutionnaire.

Ce peu de mots qui contient beaucoup de choses demande à être développé.

Cet irrationalisme multiforme accompagne, tout en la dissimulant, la tentative de restructuration globale du système en place.

La crise actuelle du système fait apparaître l'archaïsme des structures étatiques établies face à la mondialisation de l'économie qui est parallèlement *la mondialisation de la crise.* Cette étroitesse du cadre national est encore accrue par la nécessité de contrôler les effets toujours plus dévastateurs du mode de produc-

tion capitaliste et par les transformations techniques imposées par son propre développement. Cette mise en place de l'Etat supranational trouve de fait un appui dans le mouvement régionaliste pour qui l'affaiblissement de l'Etat centralisé semble être une revanche des anciennes régions historiques sur le cadavre desquelles il s'est constitué. Caractéristique de ce point de vue, Xavier Graal, journaliste, poète et romancier, écrit : « Nous allons vers une époque *mystique* [...], politiquement vers une redistribution de la carte européenne : recul du concept d'Etat-Nation, avènement des autonomies : Catalogne, Euskadi, Galles [...], Bretagne, etc. » Poursuivant sa quête du Graal, Xavier ajoute : « Il faut y voir une *résurgence* de l'humanisme celtique qui était de nature libertaire et refusait la notion même de raison d'état * » (*A suivre*, n° 1). La mystification apparaît clairement : maquiller cette nécessité nouvelle comme une victoire sur l'Etat et simultanément comme un *retour à l'authentique*, puisqu'il serait un *retour à l'origine*.

Or, c'est précisément parce que ces régions n'ont aucune réalité économique autonome que les régionalistes cherchent les racines de cette autonomie dans la sphère étroite d'une culture « populaire » locale. En proposant « la création d'un pouvoir supranational, doté de moyens lui permettant d'imposer des arbitrages, d'arrêter des conflits », l'écologiste René Dumont montre bien comment le mythe de ces « combattants de la vie » débouche sur un plat réformisme et dévoile son caractère fondamentalement contre-révolutionnaire : « Si les pays n'acceptent point les transformations de structure, s'ils n'écoutent pas les arguments des réformistes les plus hardis, ils seront attaqués par des révolutions » (*L'Utopie ou la Mort*). Certains sont même persuadés d'être authentiquement révolutionnaires, tel Bookchin qui pense pouvoir réchauffer avec de l'énergie solaire ses vieux mythes proudhoniens refroidis.

A un autre niveau, le féminisme se caractérise par la même ambivalence : la lutte qu'il mène contre l'homme est rendue possible, d'une part, par « l'accession » au travail aliéné et, de l'autre, par la destruction du père comme modèle, consécutive à son effacement progressif dans le processus de socialisation de l'enfant.

Alors qu'historiquement l'institution familiale s'était constituée autour du couple père-mère dont les fonctions séparées tendaient vers une certaine complémentarité : la mère représentant pour l'enfant le monde des sentiments, de l'affectivité, le père assurant alors la plus grande partie du savoir et son prestige s'affirmant dans l'accomplissement de cette tâche. En vivant et en travaillant avec lui, le fils apprenait la façon de se servir de la matière et des règles du métier.

L'apparition et le développement de la division capitaliste du travail n'a cessé de contribuer à vider de son contenu l'autorité du père et à réduire sa « potestas » à l'intérieur comme à l'extérieur de la famille.

Ce petit homme, soumis le plus souvent aujourd'hui dans sa vie professionnelle, peut bien déchaîner dans son foyer ses « instincts » de puissance comprimés et pervertis, il accroît par là même le dérisoire et l'arbitraire de sa situation. Ce comportement conditionne sa perception comme « mâle », c'est-à-dire celui dont la « puissance » s'établit sur le pouvoir imaginaire de son sexe-signe. Ceci explique pourquoi, chez certaines féministes, le mouvement d'émancipation est conçu comme devant être une « *révolution symbolique* ». Finalement, les féministes s'acharnent sur des ruines et l'hostilité mal assurée de ce « petit homme » manifeste seulement le fait qu'il est déjà lui-même intérieurement soumis.

Il va donc de soi que ce n'est nullement par la prise de conscience et la lutte des femmes contre l'homme dominateur mais bien par le mouvement du capital lui-même que celui-ci a été objectivement détruit : les féministes exécutent la sentence.

Le déséquilibre ainsi créé dans la cellule familiale est encore accentué par l'insertion des femmes au travail salarié. Ne pouvant plus objectivement jouer leur « rôle de mère », les féministes rejettent avec fracas ce rôle, ce rejet vécu mythiquement comme la découverte de leur « être de femme », et *rendent par là acceptable* le développement d'un contrôle social para-étatique (engendré par la désagrégation de la famille), assurant la socialisation de l'enfant (crèches, animateurs, assistances sociales, aides familiales, etc.). Ces structures d'encadrement résultent du *détachement autonome de fonctions socialement nécessaires assumées auparavant par la mère*. Cette prise en main de l'Etat tente d'aboutir actuellement à la gestion technicienne de la petite enfance avec le projet G.A.M.I.N. (Gestion automatisée de la médecine infantile).

L'élimination du rôle du père et pro-

gressivement de celui de la mère dans la socialisation de l'enfant conduit celui-ci à adopter un nouveau modèle d'intégration dans les groupes d'enfants.

Dès lors, l'objet de son expérience ce sont ses *semblables* existant à un nombre incalculable d'exemplaires. La conformité au groupe est le produit d'une autorité sans visage propre au capitalisme bureaucratisé. Dans une telle optique, les communautés n'expriment rien d'autre qu'un substitut de l'ancienne famille face à ce nouveau mode d'intégration.

Seuls un Cooper ou un Laing et ceux qui partagent leur cessité, ces idéologues de la mort de la famille, peuvent voir dans les communautés un « potentiel révolutionnaire ».

L'enfant sans père et bientôt sans mère devient un adulte sans maître apparent, mûr pour l'autogestion, et sa revendication à l'autonomie n'est rien d'autre que *la traduction transfigurée de son atomisation.*

XIX
Le sommeil du prolétariat engendre des mythes, seul son réveil peut les dissiper

En l'absence d'un mouvement prolétarien suffisamment développé, l'aggravation de la réification consécutive à la crise entraîne chez les classes moyennes, comme par le passé, des solutions et des comportements mythiques à cause de leur situation de plus en plus problématique. Cette propension à rechercher un chemin menant à la « vie » par l'expérience mystique irrationnelle n'est ni nouvelle ni originale en soi ; elle résulte de la situation subjective de ces classes moyennes dans le mode de production, qui les rend incapables de comprendre leur aliénation en ceci que leurs réactions restent prisonnières de l'immédiateté. Cette aliénation est cachée derrière la façade d'un « travail intellectuel », d'une « responsabilité », d'un « savoir »... Et plus l'aliénation pénètre profondément dans « l'âme » de celui qui vend sa force de travail, plus l'illusion qu'elle suscite devient trompeuse. Ainsi, l'homme réifié des classes moyennes se chosifie, se mécanise et devient marchandise jusque dans les organes qui pourraient être les porteurs de sa révolte contre cette aliénation. Même ses pensées, ses sentiments, etc., se chosifient.

Au contraire, dans le rapport du prolétaire au travail, son travail possède pour lui déjà dans la réalité la plus immédiate la forme nue et abstraite de la marchandise. A ceci correspond subjectivement le fait que l'aliénation, la transformation de l'ouvrier en marchandise, l'annihile certes, atrophie et déforme son « âme » mais ne transforme pas en marchandise son essence psychique et humaine. Il peut donc intérieurement s'objectiver complètement face à cette inexistence qui est la sienne.

De par sa situation comme sujet/objet du processus historique, seul le prolétariat pourra dissoudre toute mythologie de l'être développée et soutenue par les nouvelles classes moyennes. Quand le sujet est à la fois le producteur et le produit du processus dialectique, quand il se meut par conséquent en même temps dans un monde qu'il s'est créé lui-même et dont il est la figure consciente, ce monde s'imposant cependant à lui en pleine objectivité, c'est alors seulement que le problème de la dialectique et du dépassement de l'opposition entre sujet et objet, pensée et être, intériorité et extériorité peut être considéré comme résolu ; car c'est uniquement quand le noyau de l'être s'est dévoilé comme devenir social que l'être peut apparaître comme un *produit jusqu'ici inconscient de l'activité humaine, et cette activité, à son tour, comme l'élément décisif de la transformation de l'être.*

Buck Mullighan

Développement et limites de l'évolution des mœurs

Nous vivons, c'est-à-dire que nous subissons aussi une formidable évolution des mœurs que personne ne songe à nier, même si certains y voient d'abord une dégradation, d'autres au contraire une libération, si on parle de révolution, pour en souligner l'ampleur ou parce que l'on y voit une remise en question du mode de vie capitaliste assimilé au mode de vie traditionnel.

Certains, sans croire que cette évolution est par elle-même anticapitaliste, n'arrivent pas cependant à concevoir la révolution autrement que comme révolution des mœurs, société permissive, éducation antiautoritaire. Comme il est courant d'entendre dénoncer la démocratie bourgeoise par ceux qui ne conçoivent la révolution qu'en des termes démocratiques! L'avenir est régulièrement conçu par certains « révolutionnaires », non seulement en termes capitalistes, mais comme projection, généralisation, radicalisation des tendances capitalistes du moment. Quoiqu'on puisse croire, une société sans Etat n'a rien à voir avec une société permissive. Une société permissive suppose des instances qui permettent. En fait un Etat suffisamment fort pour se permettre d'être libéral. Et la tolérance ? Comme on sait, il y a des maisons pour ça : bordels, parlements, maisons de la culture... Leurs activités prendront fin avec la révolution.

Cette évolution est autant une libération sous la poussée des aspirations et une dégradation du fait de l'action désagrégeante du capital sur les liens communautaires. Il ne s'agit pas non plus de déplorer ou de vouloir restaurer, mais en faire l'éloge est contre-révolutionnaire. Que l'on ne nous présente pas comme émancipation ou lutte ce qui n'en est pas une !

La liquidation de l'autoritarisme, de la contrainte familiale, de la morale, la fin du complet-veston-cravate, la victoire de la mini-jupe et de la pilule, la tolérance pour le nudisme, la marijuana en vente libre ne seraient-ils pas appréciables ? Il n'y a pas d'un côté l'accentuation de la misère affective et sexuelle, et de l'autre le droit à l'amour libre. Cette évolution n'accorde pas plus de bonheur aux nouvelles générations qu'il n'en était accordé aux anciennes. On modernise tout cela pratiquement et surtout dans l'image qu'on en présente, mais l'hospitalisation psychiatrique, l'emprisonnement, la scolarisation se renforcent. Les spécialistes viennent se mêler de nos vies au nom du droit au bonheur que nous garantira bientôt la constitution.

Page 30 — LE MONDE — 17 octobre 1978 • • •

UNESCO

La Déclaration universelle des droits de l'animal

C'est une date dans l'histoire des rapports de l'homme et de l'animal : la Déclaration universelle des droits de l'animal a été proclamée dimanche 15 octobre à la maison de l'UNESCO à Paris.

Ce document, rédigé en plusieurs langues, a été préparé par la Ligue internationale des droits de l'animal, qui a des représentants dans la plupart des pays du monde. La déclaration insiste sur les points suivants :

- Tout animal a droit à l'attention, aux soins et à la protection de l'homme ;
- Nul animal ne sera soumis à des mauvais traitements ou à des actes cruels ;
- Si la mise à mort d'un animal est nécessaire, elle doit être instantanée, indolore, non génératrice d'angoisse ;
- Tout animal a le droit de vivre dans son propre environnement et toute privation de liberté est contraire à ce droit ;
- Tout animal ouvrier a droit à une alimentation réparatrice et au repos ;
- Nul animal ne doit être exploité pour le divertissement de l'homme.

C'est M. M'Bow, directeur de l'UNESCO, qui a présidé la séance au cours de laquelle la déclaration a été proclamée. Le professeur Kastler, prix Nobel de physique, a montré comment l'élevage industriel des animaux de boucherie — qui rappelle le travail des enfants au fond des mines au siècle dernier — aboutit à priver le tiers-monde de précieuses céréales.

Quant à Me Caroline d'Aigueperse, président de l'institut juridique international pour la protection animale, elle a souhaité que les animaux bénéficient désormais d'un droit de protection juridique renforcée. Le professeur Georges Heuse, président de la Ligue internationale des droits de l'animal, a souligné que le racisme est intimement lié au mépris à l'égard des autres espèces et que le respect de l'animal doit donc être enseigné dès l'école.

Afin d'encourager les actions en faveur de la protection animale, un Ordre de la nature a été créé. La grand-croix a été décernée à titre posthume à Albert Schweitzer.

JEAN-JACQUES BARLOY.

Cette évolution ne remet pas en question le reste, elle est déterminée par ce reste. Venez vous ébattre sur la carpette de la libéralisation des mœurs une fois vos obligations accomplies. Le permis continue de s'opposer, et encore plus durement, au possible. Si la vie quotidienne

se libère c'est aussi parce que le capital, à travers la liquidation des vieilles institution et des vieilles entraves, vient s'en emparer plus directement. Il n'y a pas liquidation de la misère capitaliste, c'est cette misère qui devient encore plus elle-même et doit encore plus se cacher en s'enrobant d'idéologie et de fausse conscience.

Le problème n'est pas de faire n'importe quoi, de réclamer une pure liberté, ce que le capital de toute façon n'accordera jamais — et qui n'est cependant qu'un mythe capitaliste — mais de reconnaître ses propres exigences et impératifs humains. On met en avant la tolérance parce que ce qui manque c'est la communauté des besoins, la permissivité parce que le champ des possibilités se restreint.

Les résultats de cette libéralisation sont dérisoires, mais n'y aurait-il pas plus dans la lutte qui l'a rendu possible ? La liquidation des législations répressives ne passe-t-elle pas par un combat contre l'Etat pour arracher de nouvelles libertés? Cette libéralisation n'est pas extérieure aux besoins humains ; pas plus que le capital ne le serait complétement ou que son évolution ne serait le fruit de réactions. Le capital ne s'identifie pas au conservatisme de certains intérêts ou au pouvoir en place. Et le pouvoir doit faire toujours preuve d'un peu de résistance pour qu'il ne soit pas montré que tout est immédiatement possible. Mais il suffit de comparer ces luttes à celles du passé pour l'accès de la classe ouvrière au suffrage universel ou pour les huit heures, pour voir que la résistance de l'Etat est aujourd'hui bien faible. Et le suffrage universel ou les huit heures, tout en lésant des intérêts puissants et réactionnaires, allaient quand même dans le sens de l'évolution du capital.

Cette évolution des mœurs a ses limites. Elle se met en contradiction avec elle-même. Révolution sexuelle ? Il n'y a pas de révolution qui pourait être uniquement sexuelle et encore moins d'émancipation de la sexualité en dehors d'une révolution. La société est devenue moins prude, elle en rajoute dans l'exhibitionnisme publicitaire, le divorce et l'adultère deviennent coutumiers et acceptés, les jeunes filles ne se marient plus vierges. Mais la misère sexuelle n'a pas régressé, elle s'est plutôt transformée. Il est plus aisé d'avoir des rapports sexuels facilement et sans engagement, mais cette relation n'a peut-être jamais été aussi creuse, la répression émotionnelle aussi forte. Même si aujourd'hui la monogamie stricte est devenu le réel anticonformisme, la monogamie sous une forme dégradée continue à se bien porter. Il n'y a pas d'émergence réelle, d'autres formes de relations sexuelles et amoureuses, plutôt pourrissement des anciennes formes.

La famille se désagrège et la société se laïcise. Mais l'essence de la famille et celle de la religion n'en survivent que mieux sous des formes dégradées, pires que les formes primitives. Chacun recherche un groupe restreint auquel s'identifier pour mieux s'opposer au reste de l'humanité, aux « étrangers ». On se raccroche aux superstitions les plus lamentables. Les communautés californiennes et soixante-huitardes, pour en finir avec la famille, ont d'abord été des familles de substitution. Prolongement de la vie familiale après la rupture avec papa et maman. Ces communautés ont été la répétition encore plus éphémère des communautés du XIX[e] siècle. Et plus que de coopératives de production, de petites sociétés autonomes, il s'est agi de créer des espaces affectifs, très rarement avec une base économique autonome. Tentatives produites par l'incapacité de la révolution et qui démontrent à leur tour l'impossibilité de changer la vie en marge de la société.

Le communisme peut aller au-delà de la famille et de la religion parce que ce ne sont pas pour lui simplement des contraintes ou des charlataneries, mais des expressions aliénées de l'humanité. Il va contre ce doute généralisé qui se débarasse de Dieu, mais qui est incapable de retrouver l'homme, qui ne croit plus à rien, mais s'arrange de tout et ne cesse pas de se raccrocher à des idoles éphémères qui sont bien plus ridicules que ne l'était le mystère de la divinité : toute la quincaillerie de la consommation, mais aussi la Personne humaine et le Progrès deviennent des mythes bien plus vides que ne le sont Bouddha ou Jésus-Christ. Le plus répandu des préjugés modernes est bien celui de croire s'être débarrassé de ces illusions, alors que nous survivons dans un univers de fétichisme jamais atteint. Il s'agit de retrouver la foi et l'amour sans lesquels la vie humaine n'a aucun sens mais sans repli sur des communautés restreintes ou projection sur une figure supra-humaine.

La libération de la morale se retourne en une morale de la libération : il faut être libéré. Poursuite d'une conduite idéale — suivant des modalités qui restent d'ailleurs assez misérables — qui

s'effectue contre soi-même et est ainsi condamnée à se démentir sans cesse. Non pas liquidation du surmoi freudien ou de la carapace caractérielle de Reich mais leur renforcement, que l'individu prend en main.

Rien ne pourrait donc changer tant que le capitalisme se maintient, et tout devrait donc se transformer en une seule fois ? Et n'est-ce pas prôner ou encourager la passivité puisque de toute façon il n'y a rien à faire dans l'immédiat ? La révolution communiste ne peut pas être un processus graduel et ne peut s'effectuer si elle n'est pas une transformation radicale d'un procès de production qui domine toute la société. Mais cela ne signifie nullement que rien ne bouge dans la société, parce que tout ce qui bougerait ne serait pas de ce simple fait révolutionnaire. L'univers capitaliste ne supprime pas les réactions des êtres humains et même il s'en nourrit pour se transformer. Il évolue et prépare ainsi les conditions matérielles et aussi les hommes à la révolution communiste. Il ne s'est jamais agi de prêcher la passivité ou de nier l'existence de réactions incessantes à l'aliénation et à l'exploitation qui sont la condition de la révolution. En revanche, on ne peut créer des espaces débarrassés de l'exploitation ou de l'aliénation. Le réformisme se greffe sur ces luttes et sur ces aspirations pour en renier le sens profond et proposer des solutions qui ne passeraient pas par le renversement de la société. Mais le problème de l'époque est justement que l'action est récupérée de plus en plus immédiatement par le capital et l'Etat, si elle ne devient pas franchement révolutionnaire. *Le réformisme n'a lui-même de débouché que dans l'étatisme.*

La crise sociale, la crise de l'aliénation, ne peut en dehors de la destruction révolutionnaire des rapports sociaux actuels que tenter une impossible fuite devant l'aliénation qui se traduit en fait par un repli de l'aliénation sur elle-même, un renouvellement de ses justifications. On veut *être* authentiquement soi-même, affirmer sa particularité contre la société, retrouver ses racines. La critique aliénée de l'aliénation ne saisit pas que la racine de l'homme, ce n'est pas l'individu mais l'ensemble de ses rapports sociaux. Elle reste dans l'opposition individu/société sans retrouver la communauté. Elle renverse la question de la reconnaissance des besoins communs en celle d'un besoin d'être reconnu par la société.

On revendiquait de l'*avoir* pour améliorer sa condition de prolétaire. Maintenant, progrès décisif, on revendique le droit d'*être* et d'être ce que l'on est. Homosexuel, chevelu, femme, noir, routier (des routiers sont sympas), cul-de-jatte, curé, motocycliste, prostitué(e), marginal ; chacun veut voir son existence, sa particularité et sa normalité reconnues. Car il est normal d'être fou et pas plus fou d'être psychiatre. Encore que tout psychiatre reconnaîtra que ce n'est qu'une façon d'assumer sa folie. Sauf les antipsychiatres pour qui la folie n'existe pas : il n'y a pas de fou, il n'y a qu'une société qui dit que certains sont fous. Société qui elle-même est folle. A moins que ce soit les antipsychiatres qui ne soient aussi fous que les autres psychiatres ? Et les fous, les antifous et les garde-fous de délirer entre eux.

La demande d'assistance matérielle généralisée (l'emploi, la sécu, la retraite, etc.) se renforce de celle d'une assistance existentielle. L'ouvrier de chez Lip veut du pognon et ne pas être menacé dans sa nature de Lip. La mère célibataire aura des allocations et sera reconnue dans sa dignité. La loi lui accordera le droit de se faire appeler « madame », à l'égal de la femme mariée. Quant à celui qui est licencié, il conservera sa dignité de travailleur sans emploi. Les services compétents peuvent vous assurer qu'il n'y a pas à avoir honte, et les psychologues expliqueront et traqueront tous les racismes. On ne veut pas renverser la société au nom d'une commune prolétarisation et aliénation, mais se faire reconnaître et légitimer par elle, dans sa particularité. On ne dissocie même plus la fin de l'aliénation et de l'exploitation, on revendique l'aliénation, la névrose, la séparation comme telles. Elles deviennent un droit. Il suffit que cette société aliénante, névrosante, séparatrice, leur accorde un *statut* pour qu'elles deviennent un mode d'émancipation. Ce n'est pas la

TIME

Une sécurité difficile à assurer

« Une dizaine de résidents de la ville de New-Haven, rapporte le magazine américain TIME, préoccupés par la série d'attaques, de vols et de viols dans leur quartier, ont écrit au journal local, exigeant que la police fournisse une meilleure protection. (...) Cette plainte, habituelle dans les centres urbains, recelait une surprise. L'adresse de l'expéditeur, le 245 Walley Avenue, correspondait à celle de la prison. La lettre signée par les habitants de la cellule C avait été écrite par l'un d'eux, qui se plaignait que sa femme avait peur de lui rendre visite. « Si l'on n'est pas en sécurité en entrant ou en sortant d'une prison, où peut-on l'être? demandait-il. La municipalité l'a compris : l'éclairage a été augmenté et les patrouilles de police sont plus fréquentes. »

normalité qui est mise en cause ; on ne réclame qu'une plurinormalité. Quant au pouvoir de faire, et non plus seulement d'être, de se transformer et de se désaliéner en transformant les conditions sociales de l'aliénation...

Si être indifférent à ses propres conditions d'existence et s'en remettre à la révolution qui changera tout un jour plus ou moins proche est contre-révolutionnaire, l'illusion que l'on peut pratiquer dès maintenant un style de vie révolutionnaire l'est tout autant. Ceux-là même qui arrivent à échapper partiellement ou totalement au salariat n'échappent pas pour autant à la société du salariat. Souvent, ils développent une mentalité combinarde et une idéologie marginale ou révolutionnaire qui n'est que l'expression, le réhaussement de leur misère. Ces pratiques et débrouilles ne sont certes pas à condamner au nom d'un quelconque purisme ouvriériste, mais il n'y a pas non plus à leur fournir une onction révolutionnaire. On attend de la théorie qu'elle fournisse une solution, une clé pratique pour résoudre les problèmes immédiats et sortir de la contradiction. Si elle répond que précisément on pourrait trouver des solutions tout de suite, il n'y aurait alors plus besoin d'une révolution et on la traiterait d'idéologie, puisque l'idéologie c'est le manque d'esprit pratique. Et l'on avancerait des solutions qui, elles-mêmes, devront en rajouter dans le mensonge, pour se dissimuler leur misère congénitale.

Le révolutionnaire n'échappe pas aux contradictions de l'époque. Il en serait plutôt l'expression exacerbée. Besoin immédiat de transformer ses propres conditions d'existence et impossibilité de les changer réellement sans un bouleversement général qui n'est pas immédiatement possible. Le dilemme général entre le repli quotidienniste et apolitique d'une part, et d'autre part le militantisme qui est le reniement des besoins immédiats au service de la politique ne peut être surmonté simplement par un effort de volonté ou par un miracle de la pensée stratégique. La pratique des révolutionnaires joue sur la société, mais est elle-même déterminée par les conditions générales d'évolution et de crise de cette société. Qu'il y ait aujourd'hui problème, c'est ce que montre la propension de la politique à vouloir sortir d'elle-même pour s'occuper du quotidien. Et la propension du quotidien à se politiser pour surmonter le déchirement qui l'habite et se donner un sens.

*« Bonne nouvelle. L'amour redevient important.
Détails en page 6. »*

Intrigués et même quelque peu émus nous sommes allés voir en page 6 de ce numéro de décembre 1977 de **Marie-Claire** de quoi il retournait. Bruckner était là en compagnie de son intervieweur, Pierre Déméron, pour bavarder de son livre : **Le Nouveau Désordre amoureux** (Pascal Bruckner et Alain Finkielkraut, Le Seuil).

En introduction, on apprend que «... Consacré « Livre du mois » à la veille des vacances par l'émission de Jean Ferniot et Christiane Collange, c'est un essai plein d'humour et d'insolence qui conteste la notion même de libération, ainsi que les normalisateurs de tous poils, les sexologues, le nouveau terrorisme des militants de la jouissance pure et dure et les zélateurs de l'orgasme obligatoire et pour tous, en même temps qu'il annonce le temps où l'amour redevient une aventure. » Bruckner y est présenté notamment comme « jeune philosophe », « jeune sociologue », élève de Barthes et auteur d'un roman qui est une revanche « de la jeunesse sur le vieillissement ».

Ce qui nous retient chez Bruckner, ce n'est ni sa jeunesse, ni son humour, ni son insolence dont ses propos ne portent pas grand-trace. Bruckner traduit les embrouilles de la libération sexuelle. Il manifeste le malaise qui naît du fossé et se perpétue entre la réalité et les modèles sexologiques. Mais puisqu'il est revenu de la révolution avec Glucksman et consorts, il ne peut opposer à la réalité que des morceaux de cette réalité, et aux modèles en vigueur d'autres modèles. Il ne peut faire que le contraire de ce qu'il se propose. Si toutefois l'on peut s'y retrouver dans son incohérence. Il habille la misère des lectrices de **Marie-Claire** et d'ailleurs, qui n'en veulent pas de l'orgasme obligatoire. Son modernisme se ramène à remettre la vieille sentimentalité bébête à la mode. Voilà pourquoi ce livre corrosif et dérangeant peut quand même compter sur le soutien des journalistes de la presse et de la radio, et pourquoi ce samizdat de la « dissidence sexuelle » ne l'enverra pas en Sibérie.

Continuons avec P. Déméron : « ... vous qui théorisez si facilement, sur quoi est fondée cette grande sagesse de jeune docteur du désordre amoureux, de 26 ans je crois ? » En toute humilité, ce livre est une autocritique et Bruckner a vécu lui aussi « sur les mythes de l'orgasme, de la virilité, du donjuanisme, avec un certain mépris pour la sentimentalité ». Il nous confie qu'il n'a « plus peur d'avoir l'air bête », ce qui lui permet d'écrire des livres et d'accéder à l'amour, car « aimer c'est prendre le risque de la bêtise. Alors que le désir est toujours triomphant, les amants par essence sont stupides. C'est comme ça qu'on les représente depuis toujours ». On mesure le conformisme, la valeur de l'argument et aussi la méconnaissance. Il y avait paraît-il « un discrédit sur le discours amoureux que le livre de Barthes vient de remettre à l'honneur. Les gens n'osaient pas s'avouer leurs sentiments ». C'est accorder beaucoup d'importance à ce pauvre Barthes et véritablement prendre les gens pour des andouilles. Qui suit ce genre de mode intellectuelle ? Certainement bien peu des lectrices de **Marie-Claire.** Heureusement !

Revenu de la révolution, il lui reste des sexologues, aux normalisateurs, aux pédagogues de l'amour, au fétichisme de l'orgasme et même à la démocratie. Ce n'est pas là-dessus que nous le critiquons mais sur ce qu'il fait passer à travers.

Revenue de la révolution, il lui reste des références culturelles : Fourier, Marx, Luxemburg. Il parodie Rosa Luxemburg pour dire que la liberté en amour, c'est la liberté d'aimer autrement. Il n'y a pas une sexualité, mais des sexualités.

Cette revendication du droit à la différence et à la marginalité n'est pas opposée à la vague de libération sexuelle. Il n'y a qu'à se rappeler du groupe Vive la révolution ou à lire **Union.** La sexologie d'avant-garde n'est pas contre l'homosexualité. Et puisque l'homosexualité est précisément le chemin qu'il lui a fallu parcourir pour « comprendre » les femmes, il devrait se rassurer.

Il en appelle à Marx pour constater qu'« on vit dans un système de prostitution généralisée mais camouflée. Les prostitués hommes ou femmes incarnent cette prostitution générale du travail et en sont les boucs émissaires ». Finalement, cette prostitution ne gêne pas Bruckner : contrairement à une vendeuse de Monoprix, une prostituée ne vendrait pas son corps, mais simplement cette petite partie qu'est son sexe. Bruckner tombe là dans

le pire délire puritano-sexologique. C'est une blague de dire qu'une prostituée ne vend que son sexe, que l'on peut ainsi détacher le sexe du reste. La prostitution fait partie de la sexualité marginale, et ce qu'elle réclame c'est qu'on lui fiche la paix. Bruckner ne sort pas non seulement de la marchandise, mais aussi de l'opposition « cul »-sentimentalité.

Il n'oppose pas comme Fourier au désordre amoureux actuel un nouvel ordre amoureux. Il prône le désordre face à l'ordre. Puisque les lendemains « déchantent pour toute espèce de libération », la solution doit être une sorte de contestation permanente par les minorités au sein du système.

Il ne suffit pas de dire du mal de la démocratie pour être au-delà de la démocratie et de la politique. Bruckner est politicard, mais dans le quotidien puisque « il y a une privatisation de la vie, et notamment de la vie amoureuse. Et [que] le sentiment va se développer de plus en plus dans la mesure même où il n'y a plus d'issue politique collective pour l'instant, tout au moins ici, en Europe ». Emporté par son amour des oppositions et le droit à la dissidence, il nous dit : « Pourquoi ne pas voir la frigidité comme une jouissance qui se refuse et proteste ? L'impuissance comme une virilité qui ne veut plus jouer son rôle, récuse l'examen ? L'éjaculation précoce comme un appareillage érotique qui se rit de lui-même ? Effectivement, face à tous ceux pour qui il y a un bon exercice du phallus et du corps et en dehors de cela pas de salut, il nous a paru vraiment important de défendre ces phénomènes où le corps bredouille et où la loi majoritaire vient à être mise en échec et qui sont avant tout des phénomènes de refus. » Ça conteste sec ! Ce n'est pas parce que la frigidité ou l'impuissance ne sont pas des défaillances mécaniques et qu'elles ont un sens qu'il faut leur donner un sens politique. Il n'y a pas plus de droit à l'impuissance que de droit au malheur ou à la bêtise.

Pourquoi la sexologie est-elle normative ? Pour Bruckner, c'est à cause, sinon du totalitarisme que porte déjà en germe la philosophie de Platon, tout au moins des statistiques : « Il faut en effet que tout le monde soit soumis à la même norme, à la même loi, de façon qu'il y ait des statistiques possibles, car la sexologie est une science essentiellement statistique, science des grands nombres, des grandes masses. »

Bruckner n'aime pas Reich. D'après ses observations, « la célébration de l'orgasme selon Reich enchante les garçons. C'est fou le nombre d'étudiants qui draguent en se servant de Reich auprès des filles réticentes. » Voilà qui illustre la modernisation de la misère en milieu étudiant. Mais Reich n'y est pas pour grand-chose. Nous ne sommes pas des inconditionnels de Reich. Il est autant un des pères de la sexologie moderne que de la critique révolutionnaire de la misère. Reich doit être situé dans son époque, celle où le moralisme antisexuel domine. C'est l'époque de la liquidation des espoirs et du contenu de la révolution, ainsi que de l'effondrement de la vieille politique face à la montée du fascisme. Reich réagit. Là où la gauche classique se raccroche à la conscience politique, lui, a préféré miser sur cet instant d'inconscience qu'est l'orgasme « réussi ». Plutôt sympathique après tout. Au plan théorique, son œuvre est en régression sur celles de Marx et de Freud, mais c'était là le prix provisoire nécessaire à leur jonction.

Reich a réagi contre l'absence, ou le peu de fréquence, de l'orgasme. Cette réaction, aujourd'hui encore et même peut-être plus aujourd'hui, n'est pas dépassée, même si elle a pu transporter une vision biologisante de la sexualité qui la réduit à une décharge de tensions. Quant à savoir si l'orgasme est le but auquel tout est ou doit être suspendu, le point culminant qui vient coloniser le reste, c'est affaire d'individus, de jour et d'humeur. Il n'y a rien à prêcher là-dessus et c'est aux amants de rechercher leur plaisir et leur entente particulière. Cela ne veut d'ailleurs pas dire que ne puissent pas se dégager des séries statistiques et l'aventure continuer.

Ce qui distingue radicalement Reich et ses « erreurs » de Bruckner et ses « vérités », c'est que Reich a été rejeté pour s'être dressé contre la misère et que Bruckner est loué parce qu'il propose de s'en accommoder. Mais peut-être, de même qu'il n'y a pas une sexualité mais des sexualités, qui n'ont pas de compte à rendre les unes aux autres, n'y aurait-il pas une théorie, mais des opinions ? Bruckner et sa bêtise n'auraient donc de compte à rendre à personne. Le problème, c'est que nous ne sommes pas d'accord. Quand il parle de sexualité, il s'agit aussi de la nôtre.

Héloise et Abelard.

« Privation de jouissance » : 15 000 francs de dommages-intérêts.

Pour *« privation de jouissance »*, un mari dont la femme est devenue frigide après un grave accident de la route, a obtenu 15 000 F à titre de dommages-intérêts. La décision avait été rendue le 28 février dernier par le tribunal de grande instance de Nanterre. Les compagnies d'assurance qui révèlent aujourd'hui cette information ont décidé de ne pas faire appel de ce jugement.

La jeune femme, âgée de trente-huit ans, avait été gravement blessée au bassin lors d'un accident de la circulation, il y a trois ans. Sa responsabilité dans l'accident n'étant nullement engagée, elle obtint réparation des préjudices matériels et corporels. Mais le mari, en raison de la perturbation intervenue dans la vie sexuelle du couple, demanda à son tour réparation à la justice. Les experts ont estimé que *« la vive douleur ressentie par la femme avait contraint les époux à espacer leurs relations, dont le mari ne pouvait plus tirer que de faibles satisfactions »*. Le centre de documentation et d'information de l'assurance précise que le jugement exceptionnel veut que le responsable d'un accident soit tenu d'indemniser non seulement les préjudices corporels mais aussi les conséquences psychologiques subies par la victime.

[Le terme « frigidité » définit un trouble de la sexualité féminine dans lequel la composante psychologique est déterminante. Par ailleurs, la frigidité est le plus souvent spécifique : elle ne s'exprime que vis-à-vis d'un partenaire. Dans le cas ci-dessus, il semble que les problèmes sexuels en cause soient provoqués par des douleurs physiques qui peuvent faire l'objet d'une expertise médicale, tandis qu'une véritable « frigidité » mettrait plutôt en cause le mari qu'elle n'en ferait une victime. — J.-F. L.]

Le Monde, 22 septembre 1978





MISÈRE DU FÉMINISME

Le rapport le plus naturel de la femme à la femme, c'est le rapport de la femme à l'homme.
Jenny von Westphalen.

En opposant à la barbarie sordide du viol la barbarie froide et civilisée de la justice et de la prison, les féministes ne font que dévoiler leur collusion avec l'Etat et la société qu'elles prétendent dénoncer.

Quant aux avocats, journalistes, politiciens — qui vivent et se nourrissent de l'abomination organisée en la rejetant sur quelques pauvres types — ils ne pensent qu'à enrichir le Code pénal quand il s'agit en fait de le supprimer.

Morbides et hargneuses, les féministes prétendent représenter les femmes en les opposant fondamentalement aux hommes, en réprimant le besoin de l'autre sexe. Elles reprochent aux hommes d'être des hommes alors que cette qualité leur est déniée par la société.

C'est là qu'apparaissent leur crispation sur leur propre misère, leur incapacité d'affronter et d'aimer les hommes, leur inaptitude à transformer leurs rapports avec les autres et à s'attaquer aux causes de l'insatisfaction et de l'atomisation sociales.

Le monde du capital produit toutes sortes d'oppositions fausses pour masquer l'opposition centrale du prolétariat aux rapports marchands et au mode de vie qu'ils ont engendré. Après l'opposition entre jeunes et vieux, le fameux "conflit des générations", mis au rencart par la renaissance des mouvements sociaux depuis les années 60, les féministes nous remettent ça avec l'opposition hommes/femmes : avoir quasiment réussi à créer un racisme de plus, voilà bien leur plus grande victoire.

Le mensonge de leur revendication de l'autogestion de la personne humaine — qui veut conserver la société actuelle mais sans les tensions et les heurts qu'elle produit — voudrait faire croire que la femme peut disposer librement de son corps quand il lui faut, pour survivre, *et comme les hommes,* aliéner toute sa personne dans le travail salarié.

Merde aux féministes, et chapeau les bombeuses !

Les amis de *la Guerre sociale*, juin 1978.

Imprimerie Spéciale

Surtout ne pas bougez, travailler comme si de rien n'était, payer ses impôts comme si de rien n'était, aller à l armée comme si de rien n'était, vivre en famille comme si de rien n'était, se faire violer (pour les femmes) comme si de rien n'était, surtout qu'il serait particulièrement méprisable de réprimer les besoins sexuels (un peu brutaux certe) de l'autre sexe, (je n'invente rien c'est ce que dit l'affiche « Misère du féminisme ».

Informations rassemblées à Lyon, n° 22

Ce texte est disponible à l'adresse suivante :
Les Amis du potlatch
B.P. 51 Cedex 75261 Paris 75006

Nos textes sont diffusés par la librairie Alternative, 36, rue des Bourdonnais, Paris (1e)

Aux lecteurs de province : si vous voulez aider à la diffusion de cette revue et si elle est absente de ou des librairies de votre ville (et en particulier de celles où l'on trouve habituellement ce genre de publication), vous pouvez : 1) faire «approvisionner» le libraire à Alternative; 2) assurer vous-même la diffusion (en nous écrivant directement : envoyer le règlement avec le nombre d'exemplaires demandés, sur la base de 8 F l'exemplaire).

Abonnement pour trois numéros : 36 F (les abonnés recevront nos suppléments éventuels).

Abonnement de diffusion, pour trois numéros en cinq exemplaires chacun : 100 F.

Règlements à établir à l'ordre de A. Lebelbaum.

Pour toute correspondance :
Les Amis de la Guerre sociale
B.P. 88 75623 Paris Cedex 13

Comité d'orientation :
Joseph Boër, Jack Cade, Dominique Karamazov.

Responsable de la publication : J. Benhamou

Imprimerie Quotidienne, Fontenay-sous-Bois
Dépôt légal : Juin 1979
Trimestriel
Distribué par les N.M.P.P.

Au recto :
D'un côté, un complexe industriel près d'Auschwitz où les nazis firent travailler les détenus à côté de travailleurs libres ; de l'autre, des bâtiments du camp de base d'Auschwitz construits par les Polonais, les Allemands y entassèrent les internés. Aujourd'hui, y est installé le musée d'Auschwitz et certains locaux sont occupés par des familles polonaises.